

Atelier d'évaluation du programme d'appui aux radios rurales

Actes

Ouagadougou, Burkina Faso, 26-29 septembre 1995



Atelier d'évaluation du programme d'appui aux radios rurales

Atelier d'évaluation du programme d'appui aux radios rurales

Actes

Ouagadougou, 26-29 septembre 1995

En collaboration avec :

CIERRO, Centre interafricain d'études en radio rurale, Ouagadougou

GRET, Groupe de recherche et d'échanges technologiques, Paris

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et l'Union européenne.

Le CTA a pour mission de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine. Les programmes du CTA sont articulés sur trois axes principaux : le renforcement des centres d'information ACP, l'encouragement des contacts et des échanges entre les acteurs du développement rural, et la fourniture d'informations sur demande.

CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas

© CTA 1997

ISBN 92 9081 1706

Mise en page et production :
Louma productions, Aniane, France

Photo de couverture : WRENmedia, Royaume-Uni

Imprimé par :
Imprimerie Louis-Jean, Gap, France

Dépôt légal : 512
mai 1997

Avant-propos

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a organisé à Ouagadougou (Burkina Faso), du 26 au 29 septembre 1995, l'atelier d'évaluation de son programme d'appui aux radios rurales et services d'information agricole des pays ACP.

Cet atelier de bilan avait pour objectifs :

- ♦ d'analyser le programme d'activités entrepris par le CTA depuis 1990 en faveur des journalistes et animateurs des radios rurales des pays ACP ;
- ♦ d'évaluer les besoins des différents acteurs, et de proposer des stratégies alternatives et viables pour de futures activités, en tenant compte des changements en cours des paysages radiophoniques des pays ACP, et de leur impact sur l'information et la communication en milieu rural.

La conception et l'organisation de cette rencontre se sont effectuées en collaboration avec le GRET, organisme français, le CIERRO, un des centres permanents de l'URTNA, l'Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique, Pêriscoop et WREN.

Cet atelier a réuni 36 participants, majoritairement originaires de 18 pays ACP : journalistes de radio ayant bénéficié d'une formation du CTA ; directeurs de radio rurale, radio nationale, service d'information agricole ; représentants d'ONG, de radio privée, associative, d'association de journalistes ; responsables des directions Communication de l'ACCT, la FAO, et l'Union européenne.

Les actes de cet atelier sont disponibles en anglais et en français, seuls les textes des annexes étant reproduits dans leur langue d'origine. L'organisation pratique en a été confiée au département Communication et Médias du GRET.

♦ **CTA**, Centre Technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : (31) 0317 467 100. Fax : (31) 0317 460 067

♦ **GRET**, Groupe de recherche et d'échanges technologiques
Département Communication et Médias
211-213, rue La Fayette, 75010 Paris, France
Tél. : (33) 01 40 05 61 61. Fax : (33) 01 40 05 61 10 ou 11

♦ **CIERRO**, Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou
BP 385, Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 30 66 86. Fax : (226) 31 28 66.

Sommaire

5 **Avant-propos**

9 **Conclusions et recommandations**

Communications

- 13 Le programme du CTA : « Radio rurale et information scientifique et technique au service du développement agricole et rural dans les pays ACP (1990-1995) ».
- 18 La radio rurale : rôle et usage depuis trois décennies. Jean-Pierre Ilboudo, Service de la Communication pour le Développement, FAO.
- 27 La radio rurale en Afrique. Dix balises pour l'avenir. Athanase Karayenga, BONEKA.

Synthèse des enquêtes préparatoires

- 37 Enquête 1 : Synthèse établie à partir des 19 réponses reçues du 1^{er} au 30 septembre 1995 (questionnaire diffusé auprès des participants)
- 42 Enquête 2 : Synthèse établie à partir des 32 réponses reçues du 1^{er} au 30 septembre 1995 (questionnaire diffusé auprès des bénéficiaires du programme *Radio rurale* du CTA)

Synthèse des travaux en séances plénières

- 49 Synthèse des travaux de la journée du 26 septembre 1995
- 54 Compte rendu de la matinée du 27 septembre 1995

Groupes de travail

- 59 Groupe de travail 1 : Autour du programme *Radio rurale* du CTA
- 64 Groupe de travail 2 : Les acteurs et leurs besoins
- 68 Groupe de travail 3 : Les partenaires

75 **Liste des participants**

.../...

Annexes

- 81 Discours d'ouverture de Jean-Claude Nurukyor Somda, ministre de la Communication et de la Culture du Burkina Faso
- 83 Discours d'ouverture de Dominique Houkonnou, chef de la division Opérations et activités régionales, représentant le directeur du CTA
- 86 Discours de clôture de Jean-Claude Nurukyor Somda, ministre de la Communication et de la Culture du Burkina Faso
- 88 Discours de clôture de Dominique Houkonnou, chef de la division Opérations et activités régionales, représentant le directeur du CTA
- 90 Motion de remerciement des participants
- 91 Rural broadcasting in the Gambia. Prospect for empowerment of the community. A paper presented at the CTA's rural radio programme evaluation workshop, by Amie Bojang-Sissoho
- 94 Enquête 1 : Sélection de fiches d'enquête
- 106 Enquête 2 : Sélection de fiches d'enquête
- 115 Programme de l'atelier
- 118 Liste des sigles et abréviations

Conclusions et recommandations de l'atelier

Introduction

L'atelier d'évaluation du programme *Radio rurale* du CTA a été organisé en collaboration avec le CIERRO (Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou) et le GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques).

Cet atelier a été organisé du 26 au 29 septembre 1995, avec pour objectifs :

- ♦ d'analyser le programme d'activités en faveur de la radio rurale entrepris par le CTA depuis 1990 ;
- ♦ d'évaluer les besoins des différents acteurs et de proposer des stratégies alternatives et viables pour de futures activités, en tenant compte des changements en cours des paysages radiophoniques des pays ACP et de leur impact sur l'information et la communication en milieu rural.

Participants

Trente-six participants ont assisté à cet atelier, qui provenaient des pays ACP suivants : Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Éthiopie, Fidji, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Mauritanie, Namibie, Nigeria, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Les autres participants représentaient les organismes suivants : ACCT, BONEKA, CARDI, CIERRO, CTA, FAO, GRET, PANOS, Pêriscoop, UE, et WREN.

Conclusions et recommandations

Suite aux processus de démocratisation en cours depuis quelques années, bon nombre de pays ACP abandonnent le monopole des ondes et s'ouvrent à un certain pluralisme radiophonique.

En fonction de cette évolution, les participants proposent que les différents acteurs prennent en compte les recommandations suivantes dans l'organisation de leurs activités futures :

- ♦ la nécessité de renforcer l'information pour le développement rural, par le biais d'une approche intégrée ;
- ♦ étant donné l'importance de l'information et de la communication dans les processus de développement rural, le CTA et ses partenaires devraient faire bénéficier les nouvelles stations de radio de leurs services ;

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER

- ◆ sensibiliser les gouvernements nationaux à l'importance de la mise en place de politiques de communication efficaces et de stratégies d'appui à un développement durable ;
- ◆ promouvoir des méthodes sûres d'étude d'audience et d'évaluation de l'impact des programmes, afin de mesurer l'apport réel de la radio rurale au développement ;
- ◆ promouvoir la constitution de réseaux régionaux de radiodiffuseurs ruraux dans les pays ACP ;
- ◆ consolider les programmes de formation en cours, et envisager la mise en œuvre d'un cursus de formation plus global (manuels de formation, appui aux centres de formation, etc.) ;
- ◆ impliquer plus activement l'expertise régionale et nationale du Sud (tant individuelle qu'institutionnelle) dans les activités du CTA, afin de lancer la coopération Sud-Sud, et de permettre la création de capacités institutionnelles locales ;
- ◆ consolider les programmes de diffusion de l'information à travers le développement du système des dossiers radio, tout en y considérant l'intégration, en milieu régional, de l'information produite par les radios locales et nationales ACP ;
- ◆ une meilleure prise en charge des infrastructures et activités des radios rurales par les mécanismes de financement nationaux et internationaux des bailleurs de fonds ;
- ◆ compte tenu du regain d'intérêt pour la radio rurale dans différentes régions du monde, les participants recommandent que le CTA et ses partenaires travaillent en synergie avec d'autres agences, pour parvenir à une meilleure complémentarité dans leurs interventions.

Communications

Le programme du CTA : « Radio rurale et information scientifique et technique au service du développement agricole et rural dans les pays ACP (1990-1995) »

INTRODUCTION / RÉSUMÉ

Le programme d'activités *Radio rurale et information scientifique et technique* conduit par le CTA de 1990 à 1995 est défini chaque année par un comité de pilotage qui intervient comme conseil auprès du CTA, tout en suivant les recommandations du rapport final de l'atelier inaugural de Ouagadougou organisé en 1989. Ce programme, axé sur l'appui aux ressources humaines ACP, a développé différentes actions en faveur des journalistes et animateurs de radio rurale ou des services d'information agricole (SIA) des 70 pays ACP :

- ◆ la tenue de huit ateliers radio en Afrique et aux Caraïbes au bénéfice de 120 journalistes et animateurs de radio rurale ou de service d'information agricole ;
- ◆ la conception-réalisation, en français et en anglais, d'une quinzaine de dossiers d'information sur des thèmes d'IST agricole et rurale, diffusés auprès d'une centaine de journalistes de radio ACP ;
- ◆ la création d'un répertoire *La radio au service du monde rural des pays ACP* recensant les producteurs, journalistes et responsables de radio rurale et service d'information agricole dans les pays ACP ;
- ◆ un appui documentaire en ouvrages de base traitant du développement rural et la diffusion généralisée de *Spore*, la revue bimestrielle du CTA, en français, en anglais et en portugais, auprès des radiodiffusions ACP.

Le CTA

Son objectif principal est la collecte, le traitement, l'échange et la diffusion de l'information scientifique et technique au service du développement agricole et rural des États ACP.

Autrement dit, le CTA cherche à stimuler le développement agricole en publiant et en traduisant des livres et des études spécifiques, en organisant des ateliers et séminaires, en favorisant des rencontres entre spécialistes et responsables du développement, en appuyant la réhabilitation de centres de documentation et en créant un service questions-réponses ouvert à tous les chercheurs, vulgarisateurs, enseignants et journalistes.

ENJEU ET CONTEXTE

Compte tenu de la faiblesse de la presse et de la télévision, du fort taux de l'analphabétisme, la radio en pays ACP est actuellement le seul mass-média en mesure de sensibiliser, d'informer et de mobiliser la population rurale d'une région à travers des émissions en langues nationales. Conseils culturels, prévisions météo, nouvelles techniques, mise en garde contre les prédateurs, cours des marchés mais également santé, hygiène, vie locale sont autant d'informations et de témoignages à la disposition des auditeurs, agriculteurs, villageois, femmes, pour améliorer les cultures et plus largement tout ce qui a trait à leur vie quotidienne. Dans ce contexte, la radio est un média privilégié d'information, technique et pratique, mais aussi de communication et d'échange d'expériences.

Depuis sa création, le CTA est conscient du rôle de la radio comme outil approprié de communication avec les populations rurales des pays ACP. Suite à trois études préalables sur ce sujet, un premier séminaire a réuni en 1989 à Ouagadougou, avec l'appui du GRET et du CIERRO, les responsables de radio rurale et service d'information agricole de dix-huit pays ACP. Cette première rencontre nous a permis de mieux cerner les attentes des radios rurales et nationales en matière d'information agricole et rurale. Trois recommandations prioritaires y ont été énoncées :

- ◆ développer la formation et le perfectionnement des producteurs et journalistes ruraux à la recherche et à l'utilisation de l'IST adaptée ;
- ◆ fournir aux radios rurales et SIA une information spécifique et adaptée aux besoins réels des journalistes ;
- ◆ entreprendre un appui documentaire.

À partir de ces recommandations, le CTA a défini un programme d'activités *Radio rurale et information scientifique et technique (IST) au service du développement agricole et rural dans les pays ACP* qui s'est révélé opérationnel dès 1990.

PROGRAMME 1990-1995

Huit sessions de formation, « ateliers radio »

Ce programme comprend des sessions de formation avec l'organisation de huit ateliers régionaux de perfectionnement à la recherche et à l'utilisation de l'IST en faveur de producteurs et journalistes ruraux des pays ACP.

Ces ateliers de formation « radio rurale et IST » ont été organisés ainsi :

- ◆ pour l'Afrique centrale francophone, au Zaïre, au Sevoza, le studio-école de la Voix du Zaïre (1990) ;
- ◆ pour l'Afrique australe anglophone, en Zambie, au ZAMCOM, le Zambia Institute of Mass-Communication (1990) ;
- ◆ pour l'Afrique de l'Est anglophone, au Kenya, au KIMC, le Kenya Institute of Mass-Communication (1991) ;
- ◆ pour l'Afrique de l'Ouest francophone, au Niger, à l'IFTIC, l'Institut de formation aux techniques d'information et de communication (1991) ;

- ◆ pour l'Afrique de l'Ouest anglophone, au Ghana, à la GBC, la Ghana Broadcasting Corporation (1992) ;
- ◆ pour l'océan Indien, à Maurice, au Collège des Ondes (Mauritius College of the Air, MCA) (1992) ;
- ◆ pour les Caraïbes, à Trinité-et-Tobago, au CARDI, Caribbean Agricultural Research and Development Institute (1993) ;
- ◆ pour l'Afrique lusophone, au Cap-Vert (1994).

Chaque atelier régional dure deux semaines et réunit une quinzaine de participants en provenance des pays de la région concernée. Il s'articule selon deux phases principales. Une première partie d'écoutes critiques de reportages, en français, en anglais ou en portugais, réalisés dans chaque pays par les participants. Ces exercices s'effectuent à partir d'un thème d'IST commun à tous : l'agroforesterie, l'aviculture, la pêche, l'élevage. La confrontation d'idées et de méthodes de travail a permis d'établir un échange d'informations et un large tour d'horizon très apprécié des producteurs et journalistes. Une présentation des radiodiffusions nationales et un état des recherches documentaires entreprises pour les reportages ont complété ces séances. Dans une seconde phase, les participants effectuent des émissions de 20 minutes en mettant en pratique les enseignements tirés des écoutes critiques d'après le même thème d'IST. Ces travaux pratiques font également l'objet de séances d'écoute et sont suivis d'une synthèse générale.

Pour chaque atelier régional, le CTA coopère avec un centre de formation aux mass-médias susceptible d'accueillir et de contribuer à un stage de perfectionnement dans le domaine de la radio rurale. Le centre sera, selon les cas, une école de journalisme ou un centre de formation aux techniques audiovisuelles. Ce choix est essentiel, la structure de formation retenue fournissant les facilités en termes de logistique, de matériel radio et de compétences pédagogiques.

Ces ateliers ont été organisés en partenariat avec le GRET, le CIERRO et WREN.

Des dossiers d'information

L'édition de dossiers d'information, en français et en anglais, au bénéfice exclusif des journalistes et producteurs de radio des pays ACP. Chaque dossier d'information traite un thème d'IST et comporte une documentation écrite et une cassette son : informations spécifiques, choix d'articles de vulgarisation, références bibliographiques, interviews et témoignages de spécialistes et de praticiens du thème.

Les journalistes bénéficiaires de ce service disposent ainsi d'une documentation récente, concise, variée et adaptée à leur usage. Ils peuvent alors réaliser leurs émissions radio et les compléter — en les traduisant — grâce aux interviews enregistrés et dupliqués sur cassette.

Une quinzaine de titres ont été publiés (pisciculture, manioc, crédit rural, élevage de lapins, apiculture...) et sont diffusés auprès des journalistes, animateurs et producteurs d'émissions de radio à destination du monde rural. Ces dossiers sont réalisés par les agences Péricoop, en français, et WREN (Media Projects), en anglais.

Un répertoire

Un répertoire intitulé *La radio au service du monde rural des pays ACP* a été édité : il recense près de 400 producteurs, journalistes et responsables de radio rurale et service d'information agricole dans les pays ACP, ainsi que des personnes ressources de tous horizons et impliquées dans l'appui technique et méthodologique aux professionnels de la radio rurale. Il ne prétend ni à l'exhaustivité ni à une totale fiabilité, tâches impossibles compte tenu du nombre de pays concernés et du mouvement fréquent des personnels en charge des radiodiffusions et des programmes. Toutes les contributions sont donc bienvenues pour permettre une mise à jour régulière. Mais ce répertoire devrait faciliter les contacts régionaux et internationaux entre spécialistes (journalistes, producteurs, responsables de radio, de formation ou d'organismes internationaux, intervenants...) de la communication et de la radiodiffusion rurale.

Pour atteindre cet objectif, nous veillerons à ce qu'il soit largement diffusé auprès des intéressés. Les adresses du répertoire permettent d'étendre la liste de diffusion de *Spore*, assurant ainsi une meilleure connaissance des actions du CTA auprès des acteurs de radio rurale. Ce répertoire, dont c'est la première édition, est conçu et géré informatiquement depuis 1990 par le GRET, avec l'appui et le conseil du CIERRO.

Un appui documentaire

En ce qui concerne l'appui documentaire, le CTA cherche tout d'abord à identifier les contraintes des centres de documentation des radiodiffusions. Il est impossible pour le CTA d'aborder seul et de front la réorganisation de ces centres. À la lumière d'entretiens avec les journalistes, il serait plus fonctionnel de leur fournir personnellement une documentation de base, concernant les thèmes du monde rural. Il s'avère en effet que bon nombre de producteurs et journalistes de radio rurale s'investissent depuis de nombreuses années dans leur domaine et cherchent à se créer des dossiers personnels.

Ces démarches individuelles sont à encourager. Pour débiter, nous abonnons systématiquement tous les participants des ateliers ACP à *Spore*, la revue bimestrielle du CTA, en français, en anglais et en portugais — seize pages d'informations et d'articles destinés aux vulgarisateurs, chercheurs, journalistes, enseignants, responsables concernés par le développement agricole et rural.

Ce programme se met en place de façon progressive et pragmatique mais son champ d'action, notamment géographique, est large et fort diversifié comparativement aux moyens qu'il est possible de mettre en œuvre.

RÉSULTATS OBTENUS

Les huit ateliers régionaux ont permis à près de 120 producteurs et journalistes de radio africains et caraïbes, en provenance de 60 pays ACP, de se perfectionner aux techniques radiophoniques et d'être sensibilisés au rôle et à l'usage d'une documentation technique spécifique.

Ces ateliers ont aussi été l'occasion pour ces journalistes et producteurs africains, hommes et femmes réellement passionnés par leur mission d'information, mais également souvent désabusés par l'ampleur de la tâche et le manque de moyens, de bénéficier enfin d'une formation et d'une certaine reconnaissance internationale. Lors de ces sessions de formation, ils ont à la fois perfectionné leurs pratiques professionnelles, découvert l'expérience de leurs confrères régionaux et pris conscience de l'impact de leur action. Dès lors, leur attente d'actions futures vis-à-vis du CTA est forte, car il est illusoire de penser qu'un seul atelier puisse répondre entièrement à leurs besoins. Les dossiers d'information permettent d'informer régulièrement les journalistes de terrain, mais, si ces dossiers ne sont, peut-être, pas assez diffusés, nous tenons à souligner la nécessité d'obtenir des journalistes bénéficiaires un retour d'information. Le partenariat n'est pas à sens unique.

Un des intérêts majeurs de ce programme est d'appuyer prioritairement les individus et non pas seulement les structures institutionnelles. Les relations directes et interpersonnelles créées lors des ateliers et renforcées par l'emploi des dossiers d'information se complètent pour faire apparaître un réseau informel de journalistes motivés par l'information du public rural.

Ces médiateurs d'information doivent à présent être mobilisés par de nouvelles possibilités de formation, d'information et d'échange. C'est une demande adressée au CTA qui ressort particulièrement lors des évaluations de fin d'ateliers de formation. Faute de cela, l'investissement entrepris au cours de ces années risque d'être amoindri.

PERSPECTIVES

À l'issue de cinq années du programme *Radio rurale et IST* du CTA, il nous semble nécessaire d'en dresser un premier bilan technique, humain et économique. Les actions entreprises l'ont été dans la droite ligne des recommandations du séminaire inaugural de Ouagadougou (1989), il convient à présent d'en évaluer la pertinence, comparativement aux objectifs de départ, et d'envisager le renforcement de la dynamique du programme radio dans le cadre de partenariats à définir. C'est l'objet du présent atelier d'évaluation.

La radio rurale : rôle et usage depuis trois décennies

Jean-Pierre Ilboudo, Service de la Communication
pour le développement, FAO

Traiter aujourd'hui du rôle et de l'usage de la radio revient tout d'abord à se poser la question de la place de la radio rurale dans le nouveau paysage médiatique africain, notamment le paysage radiophonique marqué par la dérégulation et la démonopolisation des ondes. Face à ce pluralisme radiophonique, quel rôle revient à la radio rurale dans l'avènement d'une société civile ? Quel peut être l'avenir des radios rurales africaines, que dis-je, des radios publiques, eu égard au nombre sans cesse croissant des stations locales, qu'elles soient de type commercial, communautaire ou associatif ?

Avant de réfléchir ensemble à cette nouvelle problématique qui se pose à nous en cette fin de XX^e siècle et qui reste un défi majeur à l'aube du XXI^e siècle, je me déroberais à la tâche que vous m'avez confiée, à savoir faire une diachronie sur trente années du rôle et de l'usage de la radio rurale, c'est-à-dire de 1965 à 1995, si je ne faisais pas l'histoire de cette évolution. En effet, la radio rurale a connu des formes et des objectifs différents : la rapidité avec laquelle ses rôles et usages évoluent s'explique par le fait que la radio rurale ne peut plus être considérée comme une technologie éducative indépendante du système social, ni des politiques d'intégration au profit de la conservation du pouvoir par les équipes dirigeantes en place.

Plus ou moins rapidement, les États africains, les gouvernements, qui sont les décideurs en ce qui concerne tout changement important à la radio, ont pris conscience du fait que la majorité des émissions répondait aux goûts et aux besoins des citoyens. Il y a eu donc une nécessité de repenser les émissions pour les ruraux : d'où l'émergence du concept de radio rurale. Comment s'est opérée cette évolution ? À des rythmes différents selon les pays : envisageons ensemble ce que nous considérons comme étant les étapes fondamentales de ce développement successif ou simultané.

DE LA RADIO AGRICOLE AUX RADIOS FORUMS OU RADIO-CLUBS

Il existait, avant même l'indépendance, des émissions radiophoniques destinées à donner aux populations des conseils d'hygiène et de santé ou d'économie pratique, notamment pour les agriculteurs ; ainsi donc, la radio en Afrique noire fut utilisée très rapidement par les nouveaux États (dès 1956 au Cameroun, dès 1957 au Mali, ou en Afrique anglophone, notamment au Nigeria, dès 1954 au Ghana) pour soutenir la politique de développement économique. Dès la veille de l'indépendance, en 1956, Radio Accra utilise les langues

ghanéennes et organise des émissions pour les ruraux ; pendant deux ans, une émission hebdomadaire intitulée « La famille cacao », consacrée à la vie dans les plantations de cacaoyer, était diffusée. En 1957, des causeries sur l'agriculture furent diffusées à Radio Ghana, mais en anglais.

Au Bénin, même si en 1960-1961 Radio Dahomey diffusait une émission spéciale en langue *fon* contre l'abattage du palmier à huile, c'est également en cette même année que le gouvernement du Dahomey fit appel à la FAO pour concevoir un service de radio agricole. Ce service de radiodiffusion a travaillé en collaboration avec la direction de l'Agriculture basée à Porto-Novo ; le projet pilote a démarré effectivement en 1967 et a utilisé six langues pour produire des émissions traitant de la plantation du palmier, de l'aménagement des champs de maïs et de l'introduction de la culture du riz et du coton.

Au Niger, la création de l'Association des radio-clubs en 1962 et le lancement de ses premières émissions en 1965 ne se sont pas éloignés de la politique de la radio agricole ; des thèmes relatifs aux semences sélectionnées, à la préparation des sols, aux engrais, à l'embouche bovine ont dominé l'ensemble de la thématique, qui a abordé d'autres sujets tels que la commercialisation des produits vivriers, les cultures irriguées, l'hygiène et l'eau, la femme au foyer, l'Assemblée nationale, la culture attelée, etc.

Au Nigeria, à la radio de Kadouna, un programme pour les agriculteurs diffuse des encouragements à la mécanisation agricole, à l'emploi des nouvelles semences.

Au Kenya, dès 1962, l'émission « L'éducation par la radio » diffuse des conseils d'agriculture.

La radio connaissait une grande diffusion dans les pays de l'Afrique dite anglophone ; il s'agit surtout d'émissions produites par le ministère de l'Agriculture qui possède souvent ses propres unités de production radiophonique.

Au Cameroun, dès 1966, des conseils agricoles sont diffusés en *fulfuldé* ou *fulani*, en *haoussa* sur les stations régionales. En Côte d'Ivoire, l'émission « La coupe nationale du progrès » créée en 1966 mêle vulgarisation d'informations agricoles, musique traditionnelle et compétition entre sous-préfectures dans les efforts pour améliorer les productions agricoles et les conditions sociales.

Les exemples sont nombreux qui attestent de cette première orientation de l'utilisation de la radio pour le développement ; ce fut le cas de Radio Progrès au Bénin dans les années 1968-1969 et du concours radio-développement de la radio rurale voltaïque en 1975. Il est important de souligner que le système de ces radio-clubs fut adopté par les autres pays, Ghana (1956), Niger (1962), Bénin (1967-1968), Burkina Faso (1969), Togo (1970), mais désormais — et c'est une deuxième phase — il ne s'agit plus de sensibiliser à l'action de la radio mais d'utiliser la radio comme soutien à la politique agricole et, d'une façon plus générale, à la politique envers les ruraux.

La radio agricole avec ou sans l'appui des clubs d'écoute collective (radio-clubs) a été considérée comme un supplément à la vulgarisation agricole et, dans une certaine mesure, comme un palliatif de l'insuffisance des services d'encadrement ; il s'agissait, par l'émission, de donner à la population paysanne des informations brèves et rapides (microprogrammes) pour une amélioration de leur production agricole. La radio agricole sera souvent considérée comme une école radio, utilisée pour amorcer la structuration des groupements précoopératifs.

Les radios agricoles se sont vite transformées avec la mise en place des clubs d'écoute collective, nous l'avons dit ; cette deuxième phase, que nous appellerons ici la « stratégie de la radio forum » ou de la « tribune radiophonique », est une stratégie qui associe l'écoute,

la discussion et la décision, à l'instar de la philosophie de l'Association des radio-clubs du Niger :

- ◆ considérer d'abord les faits observables (voir, partir des faits en procédant par énumération, description, comparaison, distinction, classement et définition) ;
- ◆ évoquer les idées (chercher à comprendre, rechercher les conséquences, les lois, les théories) ;
- ◆ envisager des actes en éternant le but, les moyens et les méthodes.

Quels enseignements tirer de ces deux modèles qui ont évolué presque l'un dans l'autre ?

Même si l'impact des émissions de la radio agricole, se faisant l'écho des services et programmes de vulgarisation, a permis un accroissement sensible de la production des cultures de rente dans les années soixante-dix dans la plupart des pays africains, on peut affirmer d'abord que la radio agricole a péché par une approche réductionniste du développement qu'elle a ramené au simple accroissement du rendement agricole (on a préféré axer les messages plus sur les problèmes ruraux que sur les concepts du sous-développement) ; on peut ajouter également que le changement socio-économique n'est pas appréhendé de manière globale. Il y a un refus de l'action politique en faveur de la mobilisation rurale. Le travail d'éducation se fait dans l'isolement, c'est-à-dire sans collaboration avec d'autres acteurs s'occupant de la promotion du monde rural.

Pour ce qui est des radio-clubs, il a été difficile de montrer à long terme que tel ou tel changement est dû aux forums ou à d'autres influences agissant dans la communauté. On a éprouvé également des difficultés à évaluer les coûts de tribunes radiophoniques : personnel (animateurs des radio-clubs), matériel (postes radio distribués : 714 au Bénin en 1973 et 580 au Burkina Faso en 1980), impression des rapports d'écoute, leur acheminement, etc. Mais les contraintes majeures des radio-clubs ont été de quatre ordres :

- ◆ la carence des réseaux de facilitateurs permanents en contact direct avec les villageois et les animateurs ; seuls les rapports écrits ont pu établir le contact entre les deux bouts de la chaîne ;
- ◆ le centre de production fut également isolé des groupes d'écoute et n'a pas pu bénéficier du feed-back nécessaire au progrès du programme radiophonique ;
- ◆ il y a eu aussi un défaut de coordination entre les programmes de radio rurale et d'autres projets préparés par d'autres ministères ou par d'autres organisations non gouvernementales (l'éternelle question des comités techniques interministériels) ;
- ◆ les clubs ont souvent été créés sans que l'on ait au préalable identifié un besoin venant des communautés ou sans y avoir impliqué les premiers concernés ; après la phase de fascination, on est vite passé à la phase de critiques, puis de saturation, ce qui a entraîné la désaffection des membres des radio-clubs.

DE LA RADIO RURALE CLASSIQUE OU RADIO ÉDUCATIVE À LA RADIO RURALE DE TYPE COMMUNAUTAIRE

Les campagnes d'action et de propagande menées à la radio à partir des directions et des directives des capitales des États n'eurent donc pas souvent les résultats escomptés ; mais voit-on un changement de conception, une troisième phase qui s'inspire de l'expérience des radio-clubs ?

Gisenyi (Rwanda) et Moshi (Tanzanie), 1966

La radio pour les ruraux n'est plus considérée comme un secteur de la programmation (avec des émissions d'information agricole comme il y a des émissions pour les jeunes ou des émissions d'informations techniques) mais comme un organisme autonome au sein de l'administration de la radio.

Au Sénégal, on créa en 1968 (même si l'idée remonte à 1965) la radio éducative rurale, cherchant à dépasser les expériences précédentes et en la concevant comme un programme d'ensemble de développement rural intégré. Au Burkina Faso, la radio rurale du même type a vu le jour en 1969, s'inspirant beaucoup des émissions de la division de l'animation rurale de Radio Mali. Ces radios rurales ou éducatives rurales des années soixante-dix ont tranché par leur liberté d'expression (exemple de « Disoo » au Sénégal) et surtout par une augmentation des programmes touchant l'agriculture, l'élevage, la santé, les informations, la culture (musique, contes), etc.

Elles n'ont pas seulement voulu modifier les méthodes de culture mais elles ont aussi voulu reconvertir l'état d'esprit par une modification profonde des comportements. En fait, les différentes phases et méthodes, les différents objectifs et la multiplicité de leurs combinaisons devraient amener à parler de radios rurales au pluriel. La problématique majeure de ces radios rurales réside dans le choix de la stratégie de diffusion. Malgré des horaires fixes de diffusion, l'émetteur n'a pas la possibilité de vérifier l'effet de son message face à un auditoire inorganisé. Le courrier des auditeurs ne prouve pas que le message, après avoir été reçu, a été assimilé ou a été suivi d'une action concrète. D'autre part, il faut répéter le message radiophonique plusieurs fois parce qu'il est éphémère, sans oublier les contraintes d'horaires.

Enfin, ce ne sont pas tous les chefs et directeurs des programmes qui accordent beaucoup de temps et les meilleures tranches d'écoute aux émissions éducatives. La contrainte qui a sérieusement influencé le fonctionnement des radios rurales a été le manque de moyens financiers, que l'on a remarqué après la fin des projets qui soutenaient ces radios rurales.

En effet, la crise économique qui frappe le continent depuis plus de deux décennies, et dont les effets dévastateurs se font sentir sur l'économie des pays africains, n'a certainement pas épargné le monde de la communication. Le tarissement des financements tant intérieurs qu'extérieurs s'est généralement traduit par une crise de la production radiophonique au sein des stations africaines, singulièrement dans le domaine de la radio rurale. Celle-ci, qui avait amorcé un essor remarquable au cours des années soixante-dix, s'est vu peu à peu confinée à un type de production bureaucratique, faute de moyens nécessaires pour aller là où se trouvent les paysans dans les zones rurales. Sous peine d'asphyxie complète, un second souffle doit être trouvé.

Généralement juste après la crise, on a constaté que la radio rurale a joué un rôle partisan en se mettant beaucoup plus au service des sociétés d'intervention et des projets de développement capables de payer les frais de sorties sur le terrain qu'au service des villages qui attendaient des visites de la radio dans le cadre de sa mission de service public.

Pour faire plus avec une logistique diminuée, les communicateurs ruraux doivent déployer des trésors d'imagination en s'inspirant de l'expérience des autres peuples et en prenant appui sur les possibilités nouvelles offertes par le progrès de la technologie.

Les radios rurales africaines se sont très tôt heurtées au manque de cadres compétents formés pour la tâche, aux difficultés liées à l'écoulement du produit fini en raison des contraintes de coexistence avec les émissions en langues étrangères sur les mêmes antennes, au problème des langues devant être utilisées pour toucher l'auditoire cible, à la censure de

classe tendant à ne laisser passer que tout ce qui ne remet pas en cause l'ordre social, politique, culturel et économique environnant. De là un manque de crédibilité qui prédisposait à un échec de la communication.

Autant réclamait-on vigoureusement un nouvel ordre de l'information et de la communication, autant on ne faisait presque rien pour que cela change au plan intérieur où l'ordre n'était que celui établi par une poignée d'agents techniques, soit-disant « facilitateurs du développement » assis sur des certitudes inébranlables et propageant la bonne nouvelle du séminaire CIERRO-ACCT de perfectionnement des programmeurs de la radio rurale, tenu à Ouagadougou en 1981. Je cite :

« Le studio se transforme en église où ne jouent que les grandes orgues, d'où plus aucun son extérieur ne parvient, où seule est amplifiée la parole qui tombe de la chaîne de vérité. Le fidèle qui la reçoit, ayant le sens du sacré, promet en son for intérieur de se conformer aux bons principes du sermon, mais, une fois hors de la cathédrale, il suit un autre chemin, ceci au grand étonnement du gentil prédicateur qui croyait sincèrement avoir convaincu sa paroisse du bien-fondé de ses arguments. »

Quoique la rigueur de ce jugement trahisse son caractère quelque peu excessif, on ne peut que constater le caractère pervers de la circulation de l'information telle qu'elle est organisée par certains services ou organismes de radio rurale : circulation univoque qui débouche en dernière analyse sur une situation d'« incommunication ». Parmi les solutions alternatives, la promotion de radios rurales locales en Afrique se situe au cœur des débats menés par les professionnels de la communication rurale depuis le début des années quatre-vingt à l'occasion de diverses rencontres suscitées par des organisations telles que l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique (URTNA) à travers son Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (CIERRO).

Au début des années quatre-vingt, la réflexion autour de l'action de la radio rurale a conclu à la nécessité de remettre en question les méthodes d'approche du monde rural expérimentées jusque-là et de rechercher de nouvelles voies pour l'établissement d'une meilleure communication.

Du 4 au 28 octobre 1981 se tenait à Ouagadougou (Burkina Faso) un séminaire de perfectionnement des programmeurs de la radio rurale, conjointement organisé par l'ACCT et le CIERRO. Ce séminaire regroupait quinze participants venus du Togo, de Mauritanie, de Tunisie, du Niger et du Burkina Faso. À l'issue de ces travaux, le rapport de ce séminaire affirmait que « si elles ont bien vulgarisé auprès des paysans les connaissances dont ils avaient besoin, les radios rurales ont oublié qu'apprendre c'est d'abord s'exprimer, s'auto-éduquer, surtout si le but reste la prise en charge des responsabilités par les populations ».

Les séminaristes convinrent que la radio rurale locale pouvait constituer une novation à même de jeter les bases d'un renouvellement possible de la communication en Afrique, s'orientant vers une pédagogie participative liée aux problèmes de développement.

Au début de mai 1982, la station de radio communautaire de HomaBay, dans la province de Nianza au Kenya, a commencé à émettre régulièrement dans la langue locale, le *luo*. Animée par un producteur du réseau de radiodiffusion nationale, la Voix du Kenya (VOK), et trois assistants, la station émettait chaque jour pendant une heure des programmes portant sur l'actualité locale. Les problèmes de santé et la planification des naissances relayaient les bulletins d'information en *kiswahili* de la VOK. La plupart des programmes sont établis à partir d'interviews faites sur la place du marché, dans les fermes, dans les écoles et auprès des groupes organisés comme l'Organisation féminine locale. La création de cette radio

communautaire entrant dans le cadre d'un projet de l'UNESCO visant à créer à peu de frais une station de radiodiffusion en milieu rural dont l'équipement serait conçu et construit en collaboration étroite avec la main-d'œuvre locale. Cette station utilisait un émetteur VHF/FM à faible puissance (10 watts) impliquant une faible consommation d'énergie, ce qui permettait d'utiliser l'énergie solaire. Le coût du matériel importé se chiffrait à 903,62 dollars US. Il y a lieu de signaler que la station a été fermée pour cause de dissensions entre la population et les autorités.

Du 21 mars au 8 avril 1983 se tenait à Ouagadougou le deuxième séminaire CIERRO/ACCT sur la radio rurale locale, consacré à l'approfondissement de ce qui avait été fait en octobre 1981. À cette occasion, les débats ont eu lieu autour du rapport « pour une radio rurale locale » issu du premier séminaire.

Du 29 septembre au 10 octobre 1986, un séminaire atelier sur la production endogène des messages à l'usage des médias communautaires a cerné correctement le concept qui a sous-tendu le vocable polynominal de radio locale, de radio communautaire, de radio libre, de radio participative. Cet atelier a également déterminé les caractéristiques du contenu et de l'orientation qu'il convient de donner aux messages diffusés par une radio rurale, cela sous l'égide de l'UNESCO et de l'URTNA. En septembre 1990, un séminaire atelier sur l'articulation entre la radio nationale, la radio régionale et la radio locale s'est tenu au CIERRO avec le concours de la radiotélévision suisse-romane.

Que peut-on conclure de cette évolution et des efforts pour mieux focaliser les rôles et fonctions de la radio rurale ? Le constat d'ensemble de ces réflexions est que les radios rurales africaines sont nées presque toutes dans les années soixante, après les différentes réunions préparatoires initiées par l'UNESCO et la FAO, après surtout celle de Gisenyi au Rwanda qui a demandé la généralisation des tribunes radiophoniques déjà existantes au Ghana (1956) et au Niger (1962) avec l'Association des radio-clubs du Niger (ARCN).

Après une décennie d'existence, on s'est vite aperçu des limites des structures d'écoute collective comme fondement des radios rurales en Afrique noire ; les échecs de l'ARCN, des radio-clubs du Bénin et du Burkina Faso sont des témoignages vivants de la désaffection des paysans vis-à-vis de ces types de stratégies d'utilisation de la radio pour le développement. Ces limites résident principalement en ce que (et nous répétons) les radios rurales, si elles ont bien vulgarisé auprès des paysans les connaissances dont ils avaient besoin, ont oublié qu'apprendre c'est d'abord s'exprimer, s'auto-éduquer, surtout si le but reste la prise en charge des responsabilités par les populations.

La question est donc bien, non pas de modifier les objectifs éducatifs de la radio rurale, mais de leur donner leur sens plein et cela en inversant complètement les données jusqu'ici admises. C'est ce qu'essaient de faire les services de la radio rurale depuis les années quatre-vingt en adoptant une stratégie et une méthodologie interactive d'utilisation de la radio ; les émissions publiques, les débats dans les villages participent de cette stratégie et tendent à faire de la radio rurale un instrument de dialogue entre les villages. Les organisations internationales telles que la FAO, le CIRTEF, le CTA, etc. devraient appuyer ces efforts d'une plus grande démocratisation du rôle et des usages de la radio rurale publique.

Le fonctionnement de haut en bas, devenu un carcan

Il s'agit encore et toujours d'inventer, de réinventer la participation des paysans aux émissions, de libérer la parole paysanne, de mettre au point une école radiophonique auto-éducative où chacun reconnaît son langage et peut mieux se le réapproprier. Pareille radio ne peut que se rapprocher du terrain dont elle prétend rendre compte. L'avenir de la radio rurale est

dans la radio rurale locale, dans tous les cas dans la radio décentralisée. Elle deviendra ce qu'en feront les populations.

Une caractéristique fondamentale de ce type de radio, c'est qu'elle est communautaire et veut répondre aux besoins de la communauté dans laquelle elle s'insère. Son moyen privilégié est la démocratisation de la communication en permettant une large participation des hommes et des femmes de la communauté locale aux différentes utilisations de la radio. Cette participation prend diverses formes selon les contextes sociaux.

Ce type de radio s'inscrit dans une utilisation alternative du médium ici concerné en s'adaptant à son environnement socioculturel. Cette adaptation est commandée par le souci d'être proche des spécificités locales, d'offrir aux populations une réelle possibilité de participation à la programmation et à la détermination des contenus des émissions à diffuser, ainsi qu'à la gestion de la radio. En mettant ainsi à la disposition d'un groupe social le moyen de diffusion de masse qu'est la radio, ces nouvelles implantations entraînent, grâce à la participation qu'elles suscitent, une certaine démocratisation. Cette démocratisation ne s'arrête pas à la seule participation des populations au médium en question mais touche aussi à la forme que doit prendre la radio. La radio rurale éducative, par exemple, a des émissions d'alphabétisation et prodigue des conseils en matière de santé, d'agriculture, d'élevage, mais elle doit innover en créant des formes et genres radiophoniques attrayants qui intègrent les valeurs et les savoir-faire.

En conclusion, ces quatre aspects de la radio correspondent à quatre méthodes. La première met l'accent sur la sensibilisation des ruraux à la radio, même si l'équipement en postes récepteurs est loin d'être généralisé ; cette première étape est largement dépassée dans la plupart des pays. La deuxième, l'incitation — par la radio — à une action agricole en informant et en initiant à des techniques nouvelles, dépend davantage de la politique agricole que de la politique d'information. Au contraire, la troisième approche, qui donne la parole aux paysans, soutient la politique agricole par une nouvelle conception de la radio. Le quatrième modèle relève du défi démocratique car la communication radiophonique est susceptible de conduire à la démocratie qui est exigeante ; comprise et utilisée à bon escient, elle peut conférer à la radio locale non pas une fonction de tranquillisant mais celle d'un instrument d'expression et d'éducation populaire. Ce qui ouvrira d'excellentes perspectives pour l'autopromotion paysanne.

L'interrogation légitime des uns et des autres sur le fait que les communautés locales ne seraient pas prêtes à assumer et à gérer des structures démocratiques en Afrique rend réticents sinon négatifs certains spécialistes de la communication sur les radios locales de type communautaire.

Nous disons que la radio est un enjeu politique pour les gouvernants et qu'accepter de la décentraliser, de la régionaliser sous forme de radio locale communautaire revient à se dessaisir d'une partie du pouvoir au profit des communautés longtemps exclues de la scène publique administrative, mais qui avaient depuis des millénaires et qui ont encore des structures de forme juridique et organisationnelle démocratique ; elles ont été longtemps confisquées pour des mobiles inavoués ; qu'on les restitue progressivement, qu'ils se les réapproprient à travers les différentes organisations sociales, politiques et économiques qui émettent sur le continent, et, pourquoi pas, par l'utilisation des radios rurales locales.

Les expériences au Burkina Faso, en RCA, en Guinée, au Congo, en Côte d'Ivoire sous la houlette de l'ACCT méritent que l'on s'interroge sur les mécanismes d'appropriation de la station par les communautés (publics), sur le contenu des émissions et leur mode de production, sur les langues utilisées et les rôles assignés aux programmes radiophoniques.

La période d'éclosion des radios privées, commerciales, associatives ou communautaires a correspondu à la montée des revendications politiques en Afrique ; des radios liées à des associations ou à des partis politiques ont revendiqué des espaces de liberté et de démocratie. Aussi, de 1989 à 1990, certains États, dans l'élaboration des constitutions, ont mis au point des codes de l'information qui ont autorisé la création des radios privées quel qu'en soit le type.

C'est ainsi que fin 1990-début 1991, au Burkina Faso, s'installait la première radio privée de type commercial, dénommée Horizon FM. D'autres radios de type confessionnel (trois en tout pour le Burkina Faso) virent le jour entre 1992 et 1995. Au Mali, il a fallu attendre l'avènement de l'État de droit, en 1992, pour voir l'éclosion de plusieurs radios en milieu urbain comme en milieu rural. La tendance va sûrement s'accélérer au Niger, au Sénégal, au Cameroun, où les professionnels de la communication, les associations et les communautés rurales revendiquent plus d'espaces de liberté et d'expression.

Dès lors, en fonction de leur appartenance d'origine, ces radios joueront des rôles et des fonctions politiques, culturels, spirituels ; certaines sont utilisées pour relier le village à la communauté de ses fils restés dans l'immigration (radio de Kayes) ; beaucoup sont des radios commerciales diffusant musique et spots publicitaires.

Mais toutes diffusent des programmes relatifs à l'information conçue comme service, aux questions de santé, d'environnement, utilisant habilement les langues nationales et la musique du terroir. En fait, beaucoup d'entre elles reprennent les rôles et usages initiaux de la radio rurale, avec une plus grande attention quant au ciblage des groupes d'auditeurs (jeunes, femmes, agriculteurs, pêcheurs) ou des communautés entières. C'est pour cela que l'on peut se demander aujourd'hui quel sera l'avenir des radio rurales dans cinq ans.

La société civile s'organise et se dote progressivement d'outils de communication parce qu'elle a besoin de communiquer ; parmi ces outils figure la radio, car elle représente l'outil le moins coûteux, que les populations peuvent facilement s'approprier. Elle dispose de la souplesse instrumentale qui lui permet de jouer les fonctions et les rôles suivants :

- ◆ moyen de diffusion rapide d'informations essentielles dans une grande diversité de langue et pour des territoires géographiquement étendus ou restreints ;
- ◆ support d'un dialogue et d'un débat entre les acteurs du développement ;
- ◆ tribune d'expression des communautés rurales ou urbaines ;
- ◆ outil de sensibilisation et de mobilisation sociale ;
- ◆ instrument d'investigation du milieu afin de faire remonter vers les décideurs des informations authentiques sur le monde rural.

C'est pour cela qu'il est difficile de concevoir, comme on le prétend, le découpage de la « clientèle » en deux groupes opposés, l'auditoire urbain et l'auditoire rural. La réalité est plus nuancée et il nous semble que les différences et les modes de vie liés à l'appartenance ethnique ou communautaire, à la langue, au sexe, à l'âge jouent un rôle de plus en plus important.

Les rôles et les usages de la radio rurale à l'orée de ce XXI^e siècle se détermineront à travers ce qui sépare et rapproche les services radiophoniques communaux, publics, privés, religieux, commerciaux et les radios rurales existantes ; la fin du monopole inaugure un partage des rôles. Ils seront délimités par les libertés, les règles du jeu, les mesures de cohésion dont on aura besoin dans le cadre du pluralisme médiatique qui est en train de naître en Afrique.

Y aura-t-il des alliances entre radios ? Quelles structures d'ensemble, réglementations ou autres, seront nécessaires pour permettre la cohabitation entre stations commerciales et

COMMUNICATIONS

radios publiques ? Que peut apprendre la radio publique de ses concurrents commerciaux et vice versa ? De quelle manière fournir des prestations économiquement plus rentables ?

Telles sont, Mesdames et Messieurs, les interrogations qui sont miennes face au thème des rôles et des usages de la radio rurale depuis trente ans et particulièrement depuis ces cinq dernières années.

Je vous remercie.

La radio rurale en Afrique Dix balises pour l'avenir

Athanase Karayenga, BONEKA

Définir « la problématique et la prospective de l'information radiophonique rurale pour les dix années à venir » constitue un pari audacieux. Le sujet est vaste et complexe.

Afin de comprendre l'évolution historique de la radio rurale et d'en établir les perspectives d'avenir, il faudrait d'abord esquisser un bilan complet des cinquante ans écoulés, l'âge du concept de la « radio rurale ». Il faudrait ensuite dégager de l'épopée de la radio rurale les grandes tendances qui influenceront son statut juridique, sa programmation, ses infrastructures de production, de diffusion et de réception ainsi que la qualification des professionnels qui auront la charge de la développer dans l'avenir.

C'est au Canada que le concept de « radio des fermiers » a vu le jour en 1947. Une anecdote a donné naissance à une pratique radiophonique dont le succès est devenu considérable sur tous les continents. Un enfant canadien souffrait d'anémie et ne parvenait pas à absorber le lait de vache. Un médecin conseilla à ses parents de lui faire boire du lait de chèvre. Les parents ne sachant pas où acheter le lait de chèvre lancèrent un appel sur les ondes d'une radio locale. Celle-ci diffusa aussitôt le SOS. Un fermier producteur de lait de chèvre fut identifié et put fournir le précieux lait. L'enfant était sauvé grâce à la radio. Une belle histoire. Une histoire presque africaine. La première expérience d'utilisation de la radio pour créer un réseau d'« auditeurs fermiers » était née. La formule, grâce à l'UNESCO, sera reprise par l'Inde et plus tard par le Ghana.

À gros traits et à grandes enjambées, l'évolution de la radio rurale a connu plusieurs transformations. Les années cinquante et soixante sont marquées par la prolifération des radio-clubs, dans les pays francophones africains notamment, au Niger, Bénin, etc. Au cours des années soixante-dix se développent les radios rurales nationales. Les radios rurales locales ou communautaires publiques apparaissent en Afrique de l'Ouest au cours des années quatre-vingt. Les radios rurales locales publiques, associatives et privées se développeront en Afrique au cours des années quatre-vingt-dix — phénomène nouveau, rendu possible par la démocratisation de plusieurs pays africains. Des radios associatives ainsi que des radios commerciales privées arrivent en force. Elles vont modifier profondément le paysage audiovisuel africain.

Le pluralisme des opinions et des options politiques rend possible l'évolution démocratique de l'Afrique. Et cette véritable révolution influe directement sur les moyens de communication en général et sur la radio en particulier, laquelle demeure le média par excellence de l'Afrique. En raison de ce nouveau contexte politique, la radio rurale connaîtra des bouleversements conceptuels dans un proche avenir. Quelques balises indiquent les chemins de ce futur. Elles font entrevoir des axes, des perspectives d'un média qui restera longtemps encore prédominant en Afrique. Quand on veut explorer l'avenir, il est utile, comme dans le conte du petit Poucet, de semer des petits cailloux pour retrouver son chemin du retour.

PREMIÈRE BALISE : La radio rurale de papa est morte

Où elle agonise. Comme hier les radio-clubs. Morts parce que les foyers africains, même ceux dont les revenus sont les plus modestes, peuvent s'acheter un poste de radio. Ce n'était plus la peine de se réunir pour écouter et critiquer les programmes de radio au sein de radio-clubs.

La radio rurale africaine, radio destinée prioritairement au monde rural, conçue comme une institution gouvernementale jouissant d'un monopole exclusif, disparaît parce que le pluralisme politique entraîne forcément la multiplicité des sources d'information, la diversification des options politiques et l'apparition d'enjeux économiques différenciés, voire concurrents, au sein du monde rural.

DEUXIÈME BALISE : La radio rurale doit faire peau neuve

La radio rurale gouvernementale traditionnelle s'adressait au public rural comme à un corps social indifférencié et uniforme. Elle fondait sa légitimité et son originalité sur le postulat que tous les paysans africains ont les mêmes besoins économiques et qu'ils éprouvent les mêmes aspirations pour améliorer leurs conditions de vie. L'instrument remarquable de prise de conscience, de sensibilisation et de mobilisation des années soixante-dix et quatre-vingt doit désormais s'inscrire dans une évolution marquée par l'apparition de publics ruraux. Le public rural africain a pris du relief grâce à la diversification des opinions et des choix politiques.

Il n'existe plus un seul public mais plusieurs publics en milieu rural. Des publics qui aujourd'hui peuvent exprimer librement des intérêts parfois antagonistes (pasteurs-agriculteurs), parfois contradictoires (producteurs-commerçants), parfois divergents (partis politiques), mais aussi convergents et complémentaires. La diversification des centres d'intérêt, le positionnement social selon les options politiques et religieuses conduiront, par voie de conséquence, la radio rurale à se transformer et à adapter ses programmes à cette nouvelle réalité.

La compétition entre radios rurales publiques, associatives ou commerciales apparaîtra naturelle et bénéfique. Cependant, cette concurrence ne se généralisera pas dans tous les pays africains au même rythme. Certains pays sont en effet en avance par rapport à d'autres. Et, dans ce domaine, il semble que les pays francophones sont globalement en avance par rapport aux pays anglophones et lusophones.

En outre, la concurrence entre radios rurales qui se disputent les faveurs des publics ruraux s'accompagnera probablement de la compétition, certes limitée, entre journaux de la presse écrite — limitée en raison du taux d'analphabétisme qui reste élevé en Afrique ! Il est d'ailleurs probable que la radio stimulera la lecture et qu'elle contribuera à donner un nouvel élan aux campagnes d'alphabétisation entreprises dans plusieurs pays. Les lecteurs voudront certainement retrouver dans leur journal préféré le développement des informations diffusées par la radio. Dans les pays développés, les peuples qui lisent le plus sont ceux qui écoutent le plus la radio et regardent le plus la télévision. La communication multimédia, en Afrique comme ailleurs, deviendra progressivement une pratique courante.

Il est vrai que, pour le moment, la faiblesse de la couverture du territoire par la télévision, laquelle demeure un média essentiellement urbain et limité à la capitale, ne permet pas

d'entrevoir son positionnement spécifique par rapport aux publics ruraux africains. Même si on peut affirmer sans risque d'erreur qu'elle exercera une grande fascination sur ces publics. En tout état de cause, le paysage médiatique en milieu rural africain va connaître un bouleversement colossal du fait du pluralisme politique et de la concurrence entre les médias.

TROISIÈME BALISE : Qui est paysan et qui ne l'est pas ?

Une nouvelle interrogation va surgir et s'imposer comme une donnée incontournable dans la gestion de la radio rurale en Afrique. L'évolution des populations en milieu rural et en milieu urbain est marquée par la migration vers les villes. Cette migration prend, dans nombre de pays et ce depuis quelques années, le caractère d'un exode massif et continu. Il va falloir poser la question : qui est rural et qui ne l'est pas en Afrique ?

Les différences entre ruraux et urbains ont en effet tendance à s'estomper. Il est très probable que les frontières qui sépareront les villes de la campagne en Afrique, en besoins de communication notamment, vont être modifiées. Cela entraînera nécessairement un positionnement nouveau et différent des médias et de la radio rurale, en particulier par rapport à ces populations mouvantes entre ville et campagne.

La radio est-elle rurale parce qu'elle répond à des besoins spécifiques des populations vivant en milieu rural ou parce qu'elle couvre les zones rurales ? Les radios rurales, en particulier, pourront-elles rester le média exclusif des populations rurales ? Quelles différences pertinentes existent entre ces dernières et les populations semi-rurales et semi-urbaines vivant dans la périphérie des villes d'Afrique ?

Le basculement qui est en cours déjà dans plusieurs pays africains annonce à moyen terme la prédominance de la population périurbaine et urbaine par rapport à la population rurale. Cette inversion s'est déjà effectuée en Zambie, notamment. En termes de programmation et de langues utilisées par les radios rurales, cette évolution soulève de nouveaux défis.

Au vu du développement exponentiel des zones périurbaines de mégapoles telles que Lagos, Nairobi ou Kinshasa, on ne pourra s'empêcher de constater que « le public concerné par les thèmes de l'information rurale ne réside plus strictement en milieu rural. La séparation campagne-ville ne sera plus aussi nette. Ruraux, néo-ruraux, urbains, où se situeront les frontières d'intérêt » ou les centres de convergence ?

Par ailleurs, on observe dans toutes les capitales africaines un véritable engouement des cadres administratifs, des hauts fonctionnaires et des intellectuels pour des activités de production agricole (légumes et fruits) et pour l'élevage du petit et gros bétail.

Les classes moyennes et supérieures urbaines découvrent que les productions agricole et pastorale constituent des activités rentables. La crise économique, la dévaluation des monnaies nationales et la baisse du pouvoir d'achat de ces catégories sociales expliquent sans doute ce phénomène, celles-ci recherchant des ressources d'appoint. De ce fait, une véritable industrie agroalimentaire exportatrice est en train de naître dans certains pays comme le Kenya et le Cameroun.

La radio rurale devra tenir compte de cette évolution et l'intégrer dans sa programmation.

QUATRIÈME BALISE : Place aux jeunes

La composition de la pyramide des âges, les strates des générations dans la population africaine font apparaître une extraordinaire prépondérance de la jeunesse. Contrairement aux sociétés des pays industrialisés qui accusent un vieillissement constant de la population, la structure des sociétés africaines est très largement dominée par les jeunes aussi bien à la campagne qu'en ville. Ce constat appelle une conclusion toute simple. La radio rurale devra réserver, dans la grille de ses programmes, une part prépondérante aux préoccupations et aux aspirations des jeunes Africains.

La radio rurale associative ou commerciale en Afrique ne constitue pas seulement un nouvel espace de liberté et de création permettant la libre expression des citoyens. C'est aussi un facteur de création d'emplois, pour les jeunes spécialement. Et cet élément n'est pas négligeable en ces temps de chômage dramatique des jeunes qualifiés formés dans les universités africaines. Du reste, comme le groupe d'âge le plus important est constitué par les jeunes, il est évident que, dans cette même tranche de la population, les filles et les femmes sont les plus nombreuses.

Au lendemain de la conférence mondiale de Pékin sur les femmes, force est de reconnaître, comme l'écrit Béchir Ben Yahmed dans le numéro de *Jeune Afrique* du 21 au 27 septembre 1995, que la puissance qui dominera le siècle prochain, ce ne seront ni les États-Unis, ni l'Europe, ni le Japon, ni la Chine... mais les femmes.

CINQUIÈME BALISE : Les pros aux commandes

Les professionnels africains qui, dans les années à venir, géreront les médias et les radios rurales en particulier auront probablement un niveau de formation générale et professionnelle bien plus élevé que celui d'aujourd'hui. Malgré d'énormes disparités selon les pays, ce niveau global ne cessera de s'améliorer. Les radios rurales seront servies par des jeunes ayant suivi un enseignement général ou professionnel spécialisé, d'un niveau supérieur à celui d'aujourd'hui. À terme, la qualité des programmes en profitera sans aucun doute.

Avec l'apparition de ces jeunes professionnels formés dans des écoles ou des universités africaines, naîtront des modèles conceptuels et des pratiques radiophoniques authentiquement africains. La tutelle intellectuelle et professionnelle des experts étrangers, des coopérants et des institutions internationales s'estompera progressivement. Le passage obligé dans des écoles ou universités européennes et américaines constituera de rarissimes exceptions. Pourtant, les besoins et les demandes en formation professionnelle iront toujours croissant. La formation continue, le perfectionnement en cours d'emploi s'imposeront comme la solution la plus appropriée et la moins coûteuse par rapport aux longues formations académiques traditionnelles.

SIXIÈME BALISE : Le village planétaire

L'évolution des médias, la pratique future de la communication en Afrique seront fortement tributaires des techniques de production et de diffusion de l'information. À

titre d'exemple, on annonce un programme de satellites, le projet Iridium de Motorola, constitué de 77 satellites lancés à basse altitude autour de la Terre, qui permettront la communication téléphonique entre n'importe quels points du globe.

Par ailleurs, le multimédia fait son irruption et promet de faire voler en éclats les frontières entre les supports traditionnels du son et de l'image : le téléphone, la radio, la télévision, le câble et l'ordinateur. Des CD-rom audio-vidéo, le son et l'image numériques combinés, vont inonder les marchés prochainement.

L'effondrement des prix des supports de communication audiovisuelle et, par conséquent, la possibilité que ces équipements se miniaturisent, soient économes en énergie, les mettent à la portée de tous les groupes qui voudront créer leurs propres médias. Cette possibilité est tout à fait réaliste à court terme et annonce une éventuelle prolifération de radios rurales locales en Afrique, associatives ou commerciales. Même en milieu rural africain, l'énergie solaire pourra probablement suffire pour alimenter un studio de production et un émetteur local diffusant des sons et des images numériques.

Cependant, il ne faut pas céder au vertige des effets d'annonce des révolutions technologiques à venir. En matière de communication, l'évolution fulgurante des technologies n'influe pratiquement pas sur la qualité du contenu des médias.

Les technologies de communication qui ont fait croire, espérer ou redouter l'apparition du fameux « village planétaire » de MacLuhan n'empêchent nullement le repliement des peuples sur le noyau primaire : la famille, l'ethnie, la nation, le groupe religieux. Cette tentation de repliement des peuples sur eux-mêmes peut faire craindre d'ailleurs l'apparition des pires formes d'intégrisme et d'intolérance. Et ce malgré la globalisation des moyens de communication. Car, comme l'affirme le sociologue Abraham Moles, les médias éloignent ce qui nous est proche et rendent proche ce qui nous est éloigné.

Le premier colloque international intitulé « Des politiques à la planétique », organisé par l'UNESCO en novembre 1991, indique dans ses conclusions qu'il faudra dans l'avenir créer « un vecteur de communication qui permette de Penser globalement, Agir localement comme le préconisait déjà René Dubos, considéré comme le père de l'écologie ».

Cette juxtaposition du global et du local, qu'évoque aussi Armand Matellart, dans un article publié par *Le Monde diplomatique* du mois d'août 1995, intitulé « Les nouveaux scénarios de la communication mondiale », est symbolisée par un nouveau mot du franglais, le *glocal*. Global et local à la fois.

Il ne faut pas se perdre dans les labyrinthes de concepts abscons qui peuvent paraître futiles eu égard aux véritables enjeux de la mondialisation de la communication. Il serait dommage en effet que les bouleversements technologiques annoncés dans le domaine des médias s'imposent à l'Afrique comme un écran de fumée et fassent croire que c'est la technologie qui transformera la communication destinée aux populations rurales notamment.

SEPTIÈME BALISE : Radio rurale ou radio de terroir

La radio comme la télévision feront l'objet d'une mondialisation de la communication accélérée. Ce fait est indéniable. À côté du concept « bigger is better » qui semble s'imposer au vu des grandes manœuvres de fusion de très grands groupes de communication aux États-Unis notamment, il est probable que pour l'Afrique prévaudra le concept de « small is beautiful ».

La radio rurale nationale en Afrique sera supplantée probablement par un réseau de radios de terroir. Car la radio destinée au monde rural embrassera tous les aspects de la vie et ne se cantonnera plus à produire des programmes relatifs seulement à la production agricole, aux soins de santé, bref aux préoccupations du développement de base. Le divertissement, la culture, la protection de l'environnement, le débat politique prendront une place prépondérante dans les programmes de ces radios. Quelles seront alors les politiques de l'information, les stratégies de la communication des États africains ?

Le rapport MacBride, commandé par l'UNESCO en 1980, était placé au cœur de la gigantesque bataille du « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC). Ce rapport posait déjà la question suivante : « Quels sont les changements à apporter aux systèmes de communication pour refléter le passage d'un développement emprunté à un développement endogène ? »

Quels types de pratiques et de structures en matière de communication sont nécessaires pour amener les peuples à assumer la responsabilité de leur propre développement global ? « Le premier objectif d'une politique de la communication, poursuit le rapport, est de mettre à la disposition du pays concerné les télécommunications et les médias les mieux adaptés à ses besoins. S'il est vrai que la communication ne peut à elle seule engendrer le développement, une communication insuffisante ralentit le développement en même temps qu'elle entrave la participation populaire. »

« L'élaboration d'une politique nationale de communication, conclut le rapport MacBride, n'implique pas nécessairement une planification rigide et centralisée : elle peut seulement constituer un cadre souple propice à la coordination des activités. Ce qu'elle devrait permettre, c'est de faciliter la répartition des ressources publiques, de rationaliser les structures de la communication, d'éliminer les obstacles internes et externes, et de définir les priorités, qui diffèrent naturellement d'un pays à l'autre. »

Tout avait été dit. Nul besoin d'être grand prophète ou grand sorcier pour affirmer que les principes indiqués par le rapport MacBride constituent toujours le socle sur lequel repose toute politique de la communication des États africains aujourd'hui. Seule nouveauté par rapport aux années quatre-vingt : les politiques de la communication de ces États s'inscriront désormais dans un contexte où l'État est en concurrence directe avec d'autres acteurs puissants œuvrant dans le secteur de la communication, à savoir les associations, les ONG et les entreprises privées.

HUITIÈME BALISE : L'exception culturelle

L'apparition dans le paysage audiovisuel africain de radios commerciales, communautaires, associatives, confessionnelles et internationales pose le problème de la politique de la communication des États africains en des termes nouveaux. Les États africains devront apprendre à gérer et à maîtriser cette nouvelle donne. Il semble indispensable, en effet, de se poser la question de savoir si les médias constituent aujourd'hui un marché comme tous les autres ou s'il faut leur appliquer le nouveau concept de l'« exception culturelle » ?

Il existe à cet égard un paradoxe tout à fait saisissant. À l'époque de la grande empoignade autour du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, le fameux NOMIC était globalement combattu par les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon. L'Union européenne s'est ligüée pour faire face au États-Unis et a réussi, dans le cadre des négociations du GATT, à imposer la notion de l'« exception culturelle » sur les programmes diffusés

par les médias audiovisuels et le cinéma en particulier. Dans le cadre de la francophonie, la France a réussi à entraîner les pays africains à reconnaître l'exception culturelle sur la production des médias. Or, comme le relève Armand Mattelart dans le même article du *Monde diplomatique* déjà cité, il est évident que la revendication du NOMIC des années quatre-vingt n'était rien d'autre qu'une anticipation de l'actuelle exception culturelle.

Aujourd'hui, beaucoup de responsables politiques en Europe et en Afrique découvrent, à leur détriment d'ailleurs, que les médias ne constituent pas un simple marché, comme le soutiennent les États-Unis. Dans ce domaine si sensible qui touche à l'identité culturelle, au patrimoine moral et spirituel des peuples, on ne peut pas faire confiance aux seules lois du marché et de la concurrence commerciale. Les pouvoirs publics doivent définir et défendre l'intérêt collectif sans entraver néanmoins la libre circulation de l'information.

La bataille n'est pas terminée. Elle continuera dans le cadre de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC). D'ores et déjà, la Commission des Communautés européennes a mis au point une politique audiovisuelle destinée à créer un environnement favorable à l'essor des entreprises de l'industrie européenne des programmes. Le document qui présente cette politique indique que « la compétitivité des programmes audiovisuels européens s'est singulièrement dégradée au cours de ces dernières années. Cette situation, poursuit le document, se traduit par l'aggravation du déficit commercial de la communauté dans le secteur audiovisuel, déficit qui, avec les États-Unis, s'élève à quelque 3,6 milliards de dollars ».

Est-ce que les États africains pourront longtemps encore ignorer l'impérieuse nécessité d'inscrire la politique de la communication dans une réflexion globale portant sur la viabilité économique des médias, la concurrence avec le secteur privé et enfin sur la mise au point d'une stratégie spécifique privilégiant la communication rurale et la déclarant une « exception culturelle » ?

NEUVIÈME BALISE : Dis-moi qui t'écoute, je te dirai qui tu es

La production radiophonique rurale ne pourra se réaliser dans l'avenir de façon optimale sans une connaissance scientifique des attentes, des goûts et des évolutions du public. Depuis trente ans environ, les États africains ont considérablement investi dans la formation des professionnels de la radio, dans la modernisation des équipements de production, de diffusion et de réception. Et cette tendance se poursuivra dans l'avenir. En revanche, il existe un domaine qui a été laissé pour compte : la mesure de l'auditoire. La plupart des pays africains ne se sont jamais dotés d'une structure permanente d'étude de l'auditoire des radios nationales et rurales. Toutes produisent des programmes sur la base de présupposés. Aucune ne connaît de façon sérieuse et organisée les déceptions et les satisfactions du public par rapport aux programmes radiophoniques.

Les radios africaines se comportent, depuis plusieurs années, comme des industries qui produiraient des marchandises sans avoir effectué des études de marché, ou pire, comme des avions long-courriers qui navigueraient constamment à vue. On suppose que le client apprécie puisqu'il achète. Or le nouveau contexte de la concurrence entre les médias publics et privés, associatifs ou commerciaux, va obliger les opérateurs à effectuer régulièrement des études de l'auditoire. La médiamétrie va apparaître en Afrique comme une ardente obligation pour tout média qui souhaite garder ou élargir son auditoire.

DIXIÈME BALISE : Réseaux, je vous aime

Au terme de ce voyage exploratoire dans le monde de la prospective de l'information radiophonique rurale pour les dix années à venir, il semble que l'émergence de la société civile, des ONG, des opérateurs privés s'accompagnera de la nécessité de rentabiliser les investissements de production, de diffusion et de réception radiophoniques. Il est probable que les nouveaux opérateurs s'organiseront en réseaux pour partager les coûts et amortir les investissements, coproduire les programmes, organiser les échanges de ceux-ci et former des professionnels dans des établissements communs.

On peut même imaginer que, dans l'avenir, le service de la maintenance des équipements puisse être organisé comme un atelier mobile effectuant des réparations et des réglages à tour de rôle dans plusieurs radios locales, associatives, commerciales et même publiques.

Par ailleurs, il ne serait pas surprenant que le CTA lui-même, pour garder des liens étroits et permanents avec tous ses partenaires éparpillés dans les 70 pays ACP, décide de les connecter tous sur le réseau Internet au fur et à mesure que les télécommunications locales le permettront. Ce réseau pourrait s'appeler le CTA Net. Ou alors, pour faire plus amical et plus convivial, il pourrait s'inspirer d'une vieille tradition britannique évoquée par Michaël Pickstock de World Radio for Environment à Londres (WREN), celle des Old Boys Nets qui permet de garder le contact avec les anciens camarades de classe. Pour le coup et pour respecter l'esprit de Pékin, le réseau constitué par le CTA pourrait porter le nom de Old CTA Boys and Girls.

Synthèse des enquêtes préparatoires

Enquête 1

Synthèse établie à partir des 19 réponses reçues
du 1^{er} au 30 septembre 1995*

*Le questionnaire de cette enquête a été diffusé auprès des participants à l'atelier d'évaluation du programme Radio rurale du CTA**.*

1. Dans quel domaine de l'action radiophonique exercez-vous ?

Les participants à l'atelier d'évaluation qui ont répondu à l'enquête exercent différentes fonctions dans le domaine de l'action radiophonique : depuis l'animation radio jusqu'à la production, en passant par le reportage, etc. On dispose ainsi d'un échantillon relativement complet de professionnels de la radio dans les pays ACP.

2. Présentez-nous votre organisme ou l'organisme national chargé des émissions radiophoniques à destination du public rural.

Les participants proviennent de différents types d'organisation :

- ♦ service de radios rurales des offices de radiotélévisions nationales ;
- ♦ radiodiffusion nationale ;
- ♦ radio associative ;
- ♦ ministère ;
- ♦ centre de formation ;
- ♦ institut de recherche ;
- ♦ service d'information agricole.

3. Existe-t-il d'autres acteurs radiophoniques en milieu rural : radios privées associatives, communautaires, commerciales, et quelles sont leurs actions (volume horaire, langues nationales usitées, moyens techniques, etc.) ?

Certains pays se distinguent par le grand nombre de radios rurales qui s'y sont récemment implantées, comme le Burkina Faso, ou le Mali :

* Cf. en annexe à l'enquête la liste des réponses reçues par pays et organisme.

** Cf. en annexe générale la sélection de fiches-réponse publiées dans leur intégralité.

- ♦ au Mali, « une véritable révolution est en train de s'opérer dans le paysage médiatique » : 4 radios rurales locales, 3 radios privées associatives, 23 radios privées commerciales dont 8 en milieu rural ;

- ♦ au Burkina Faso : « une multitude de radios » dont 3 radios privées associatives en milieu rural et 6 radios rurales locales mais aussi la chaîne de radios privées commerciales Horizon FM et 3 stations confessionnelles.

Dans d'autres pays, des programmes spécifiques de type « radio rurale » sont mis en œuvre par les ministères concernés (Communication, Information, Agriculture) :

- ♦ au Ghana, par exemple, il n'y a pas à proprement parler de radio privée en milieu rural, mais le service public dispose de 4 stations FM qui délivrent 12 heures d'émission quotidiennes à destination du public rural.

Pour ce qui concerne les Caraïbes, on trouve quelques stations privées qui servent de relais pour des émissions de vulgarisation rurale. Ces programmes radiophoniques sont réalisés, dans leur majorité, par les services ministériels (exemple : à Trinité-et-Tobago, 13 radios).

À la différence de l'Afrique francophone, les pays d'Afrique anglophone ne disposent pas de radios rurales autonomes. Toutefois, les programmes à destination du monde rural sont très souvent conçus par les services d'information agricole des ministères et diffusés sur les antennes nationales. Depuis quelques années, on constate cependant l'apparition d'initiatives privées :

- ♦ en Namibie, par exemple, une radio privée (Radio Antennae) diffuse un programme agricole quotidien de 30 minutes ainsi que des informations agrométéorologiques.

4. Quel est l'impact des émissions et animations rurales entreprises par tous ces acteurs (connaissiez-vous des évaluations, enquêtes d'audience ou études d'auditoire, etc.) ?

D'une manière générale, les évaluations, enquêtes d'audience ou études d'auditoire dirigées exclusivement vers la radio rurale sont peu nombreuses. On trouve plutôt des enquêtes menées sur la radio dans son ensemble. À titre d'exemple :

- ♦ en Namibie, une étude conduite en 1994 rapporte que les communautés rurales font globalement confiance au média radio, et qu'elles en attendent l'essentiel de l'information sur le développement qu'elles peuvent espérer ;

- ♦ au Burkina Faso, une enquête réalisée à Ouagadougou en 1992 (par l'Institut national de la statistique et de la démographie, la direction de la Radiodiffusion télévision nationale et l'UNICEF) avance que la radio constitue le principal moyen d'information pour 77,7 % de la population ;

- ♦ en République centrafricaine, des études ont été menées par certaines préfectures, en 1986 et 1989, sur l'auditoire de la radio rurale ;

- ♦ aux Caraïbes, une étude conduite par l'UNESCO en 1991 révèle qu'un fort pourcentage des foyers ruraux possède un poste de radio. En revanche, moins de 1 % des programmes diffusés est consacré au développement rural. On constate cependant que ce court temps d'antenne consacré à l'information rurale est diffusé lors de « bonnes » tranches horaires.

Les études et enquêtes « formelles » ne constituent donc pas une source de retour d'information suffisante dans les pays ACP, au grand regret des acteurs de la radio rurale. Toutefois, le retour d'information n'est pas totalement inexistant :

- ♦ le courrier des auditeurs est un moyen fort exploitable, et bien exploité, pour l'étude de l'impact des programmes et des besoins existants ;
- ♦ témoignages, interviews, enquêtes ponctuelles (menées par des étudiants ou des journalistes) constituent un autre moyen d'évaluation de l'impact des radios rurales ;
- ♦ enfin, les groupements d'auditeurs et autres groupements d'intérêt ruraux sont une bonne source d'information pour les diffuseurs (c'est le cas notamment en République centrafricaine).

Quoi qu'il en soit, les personnes interrogées sont unanimes quant à l'impact positif de leurs programmes sur les populations rurales, quel que soit leur pays d'origine ou la fonction qu'elles exercent dans ce domaine — « impact substantiel », « confiance des auditeurs », « pour une meilleure circulation de l'information au sein des populations et entre populations et gouvernements ». Ces différents points apparaissent à plusieurs reprises dans les témoignages recueillis.

5. Existe-t-il des projets ou programmes de développement des radios et émissions rurales au niveau de votre pays ou de la région (initiatives publiques, privées ou coopérations bi- et multilatérales, etc.) ?

Les projets et programmes de développement de la radio rurale passent principalement par la régionalisation des réseaux de radiodiffusion, et par l'extension des zones de réception des émissions. Quelques exemples :

- ♦ au Burkina Faso, le déploiement du réseau de diffusion de la radio nationale à l'ensemble du territoire est envisagé pour 1998. Des projets de radios régionales (par extension, à vocation « rurale ») sont également en cours ;
- ♦ au Mali, une première phase d'un programme de relance de la radio rurale (programme conjoint FAO-UNICEF) a pris fin en mai 1995. La prolongation de ce programme est envisagée, avec des financements qui proviendraient du PNUD et de la coopération néerlandaise. En outre, des associations villageoises sont entrées en contact avec les autorités et des ONG pour le lancement de radios communautaires ;
- ♦ en Namibie, un programme de régionalisation de la radio nationale s'inscrit dans la politique de décentralisation. Ce programme impliquerait les communautés rurales dans la production des émissions qui leur sont destinées ;
- ♦ au Cameroun, le ministère de l'Agriculture étudie un projet d'implantation de radio rurale (financement FAO), radio qui diffuserait des conseils techniques à l'attention des agriculteurs ;
- ♦ pour les Caraïbes, il existe un projet pilote de développement d'une radio rurale à Trinité-et-Tobago, projet qui est actuellement en phase d'étude préliminaire.

6. Comment envisagez-vous, pour les dix prochaines années, l'évolution de l'information radiophonique agricole et rurale utile aux pays ACP, tant au niveau du public (rural, urbain, néorural), des acteurs (publics, privés, associatifs, etc.) que des champs d'action (national, régional, local) ou de l'autonomie (administrative, économique, etc.) ?

Sur cette question, une distinction relativement claire peut être faite entre la vision de l'avenir qu'ont les membres des pays d'Afrique anglophone interrogés, et celle des autres. Les pays anglophones envisagent l'avenir sous un aspect commercial — développement des radios

commerciales privées, problèmes de coût du temps d'antenne, etc. —, aspect qui n'apparaît pas aussi clairement dans les déclarations des autres participants ACP, notamment d'Afrique francophone.

Les déclarations se recoupent cependant sur certains points :

- ♦ le souhait de continuer à développer les radios rurales, les radios étant des « garanties de la démocratie, du pluralisme, de la liberté d'expression » ;
- ♦ une volonté commune de privilégier à l'avenir une approche participative ;
- ♦ l'importance des réseaux d'échanges, qui devraient être amenés à se développer (régionalisation des radiodiffusions, groupements d'auditeurs, etc.) ;
- ♦ des craintes quant à la survie financière des radios rurales.

7. Quelles actions devront être prioritairement développées pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP ?

La notion d'échange et de partage d'expérience apparaît à plusieurs reprises, elle constitue le premier point pour lequel des actions doivent être développées :

- ♦ le représentant pour la République centrafricaine insiste sur l'importance des échanges, voyages d'étude, colloques, ateliers et autres conférences, organisés tant au niveau sous-régional et régional qu'au plan international ;
- ♦ pour les îles Fidji, un tel point est d'autant plus important que certaines îles éloignées souffrent d'un grand isolement.

En second lieu, viennent les besoins en formation et infrastructures, besoins inextricablement liés : sans amélioration de la formation, une amélioration des infrastructures sera parfaitement inefficace, et inversement.

8. Quel est votre avis, en termes d'utilité et d'usage, sur l'action du CTA entreprise depuis 1990 en faveur des journalistes et producteurs de radio rurale (ateliers de formation régionaux, dossiers IST écrits et audio en français et anglais, documentation) ?

Les ateliers de formation régionaux bénéficient tous d'une image très positive. Ils ont permis échange d'expériences, partage d'informations, etc.

Les dossiers radio ne sont pas connus de tous les acteurs interrogés. Ceux qui en bénéficient soulignent leur côté pratique, leur souplesse d'utilisation et s'accordent quant à leur utilité.

Annexe de l'enquête 1**Liste des réponses reçues par ordre alphabétique des pays**

PAYS	ORGANISME	CONTACT (nom et fonction)
Burkina Faso	Direction de la Radio rurale	– Alexis Bagre, directeur – Andrea Bambara, chef du service de suivi et de coordination – Diallo Bassirou, chef de service des rédactions
Cameroun	Ministry of Agriculture, Communication Unit	Nfor Stephen Nformba, research officer *
Cap-Vert	Ministère de l'Agriculture	Manuel Antonio Tavares Brito, journaliste radio et coordinateur
Fidji	Ministry of Agriculture	Chand Rakesh, information officer
Gambie	Radio Gambia	Amie Bojang-Sissoho, assistant information officer
Ghana	Ghana Broadcasting Corporation	Daniel Ofori, directeur, assistant du directeur général
Kenya	Kenya Broadcasting Corporation	Lucy Mulenkei, progr. producer radio
Mali	– Office de radiodiffusion télévision du Mali – Association Radio Seno	– Abdoulaye Sidibe, directeur général – Ellein Ernest Damango, président du comité de gestion *
Maurice	Collège des Ondes (Mauritius College of the Air)	Georges Payen, coordonnateur, réalisateur
Namibie	Namibian Broadcasting Corporation (NBC)	Vitura-Kavizembua Kavari, senior controller, News and current affairs *
Nigeria	Ahmadu Bello University	Tunji Arokoyo, deputy director *
République centrafricaine	Direction de la Radio rurale	Antoine Caille Lahoutou, chargé de production, gestionnaire *
Sénégal	Radiodiffusion télévision sénégalaise	Baba Counta, chef de division
Swaziland	Co-operative development center	Peggy Dlamini, co-operative information officer
Trinité-et-Tobago	Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI)	Denyse Johnston, coordinator

* Fiche d'enquête reproduite en annexe générale.

Enquête 2

Synthèse établie à partir des 32 réponses reçues
du 1^{er} au 30 septembre 1995*

*Le questionnaire de cette enquête a été diffusé auprès des bénéficiaires du programme Radio rurale du CTA**.*

1. Quelles étaient vos fonctions au moment de votre participation à l'atelier régional de perfectionnement Radio rurale et IST organisé par le CTA ?

2. Quelles sont vos fonctions actuelles ?

Les participants qui ont répondu à l'enquête sont pour la plupart des journalistes, chefs de stations radio, administrateurs de radios rurales, producteurs, animateurs, qu'ils travaillent pour les radios nationales ou pour des stations privées.

On peut constater un changement de fonction dans un cas sur trois entre la date de participation à l'atelier régional et la date de l'atelier d'évaluation (entre 1 et 5 ans).

3. En dehors de votre participation à un atelier de formation régional, avez-vous bénéficié d'autres actions du CTA ?

◆ *Recevez-vous les dossiers d'information sur des thèmes d'IST agricole et rurale ? Ces dossiers comportent une documentation écrite et une cassette son avec des interviews de spécialistes et usagers. Ils sont réalisés par les agences Périscop, en français, et WREN (Media Projects), en anglais. Une quinzaine de titres ont été publiés (pisciculture, manioc, crédit rural, élevage de lapins, apiculture...)*

Plus de 70 % des participants déclarent recevoir régulièrement et utiliser les dossiers d'information radio en français et en anglais.

◆ *Recevez-vous Spore, la revue bimestrielle du CTA ?*

Une grande majorité des participants reçoit la revue *Spore* (plus de 75 %). Certains d'entre eux, qui l'ont reçue par le passé, ne la reçoivent plus aujourd'hui.

* Cf. en annexe à l'enquête la liste des réponses reçues par pays et organisme.

** Cf. en annexe générale la sélection de fiches-réponse publiées dans leur intégralité.

Le service questions-réponses du CTA semble moins connu des participants, seuls 20 % l'utilisent régulièrement.

♦ *Avez-vous participé à d'autres ateliers ou séminaires organisés par le CTA ?*

Plus de 30 % des participants à l'étude ont pu soit bénéficier d'autres ateliers ou séminaires organisés par le CTA (exemple : atelier *La radio rurale et la diffusion des informations agrométéorologiques*, Mali, 1992).

4. Est-ce que ces différents appuis vous ont aidé dans l'exercice de votre profession ? De quelle manière ?

Pour la plupart des bénéficiaires interrogés, ces différents appuis (ateliers, dossiers d'information, *Spore*, etc.) ont permis :

- des échanges riches en enseignements avec certains de leurs « homologues » et le partage d'expériences ;
- une ouverture sur des sujets nouveaux grâce à une source d'information fiable et diversifiée (les dossiers d'information, la revue *Spore*) ;
- l'apprentissage de certaines techniques — exemples : la technique d'interview, ou comment améliorer les qualités techniques et informatives d'une interview ; comment réaliser des programmes vivants et attractifs avec un matériel des plus basiques, etc. (les ateliers CTA).

♦ *Avez-vous modifié la production de vos émissions après votre participation à un des ateliers régionaux de perfectionnement (1990 : Kinshasa et Lusaka ; 1991 : Nairobi et Niamey ; 1992 : Maurice et Accra ; 1993 : Trinité-et-Tobago ; 1994 : Cap-Vert) ?*

Tous les participants aux différents ateliers affirment avoir modifié et/ou amélioré leurs émissions après les ateliers, grâce à une mise en pratique des techniques apprises.

Les participants de Zambie, Cameroun et Malawi, par exemple, ont donné à leurs programmes plus de « valeur éducative » grâce notamment à un meilleur ciblage de leur auditoire, à l'emploi d'un style plus proche du public visé et à une meilleure utilisation de l'information scientifique et technique.

♦ *Quels titres des dossiers d'information avez-vous utilisés ? De quelle façon ?*

Tous les titres sont mentionnés, qu'ils contiennent des informations sur l'élevage, la culture, ou qu'ils soient plus spécialement consacrés à des questions économiques (*Chroniques et enjeux de la dévaluation*, *Crédit rural*, etc.).

♦ *Comment exploitez-vous les informations de Spore ?*

Spore représente, en premier lieu, une source d'informations, qui permet une diversification des thèmes abordés, ainsi qu'une meilleure qualité de l'information en matière scientifique.

La revue est également utilisée en complément d'information, certains en diffusent des extraits simplement lus, parfois traduits (c'est le cas par exemple en République centrafricaine, où des extraits de *Spore* sont traduits en *sango* avant d'être diffusés dans leur intégralité). Au Belize, *Spore* est accessible à la bibliothèque du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, et il est devenu une référence pour beaucoup.

Pour certains pays enfin, et c'est notamment le cas des Caraïbes (Sainte-Lucie), la revue est utilisée uniquement à titre informatif, car elle ne concerne pas assez directement la région en question.

5. Depuis votre participation à un des ateliers Radio rurale et IST du CTA, avez-vous bénéficié d'autres sessions de formation ou séminaires relatifs à l'information radiophonique rurale ? Lesquels, avec quels organismes ?

Une distinction apparaît ici entre l'expérience des participants francophones et celle des anglophones. Plus de 50 % des réponses reçues en français sont affirmatives, tandis que moins de 20 % des participants anglophones de l'étude affirment avoir bénéficié d'autres sessions de formation.

Les organisateurs de ces autres séminaires et ateliers sont très divers : le CIERRO, la Deutsche Welle, Intermedia consultation (Suisse), Living Earth London, la FAO, les Nations unies, le FNUAP, l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale, et même certains ministères (exemple : le ministère de la Communication au Cameroun).

6. Quelles actions devront être prioritairement développées pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP ?

Appui aux infrastructures, voyages d'étude, formation sont les principales actions à développer. La création d'un réseau d'échanges, avec la mise en place de cadres de rencontre, représente également une priorité pour l'ensemble des participants à l'étude.

Outre ces points, certains besoins spécifiques apparaissent. Des acteurs du Burkina Faso, par exemple, souhaiteraient participer à la revue *Spore* par l'envoi d'articles divers.

7. Existe-t-il d'autres acteurs radiophoniques en milieu rural, radios privées associatives, communautaires, commerciales, et quelles sont leurs actions (volume horaire, langues nationales usitées, moyens techniques, etc.) ?

Si l'on trouve plusieurs radios privées au Burkina Faso (associatives, confessionnelles, communautaires, régionales) — cf. fiche de réponse Radio rurale du Burkina Faso en annexe générale — ou au Mali, cette situation est encore largement minoritaire parmi les 70 pays ACP.

On peut néanmoins remarquer un nombre significatif de réponses du type : « Il n'en existe pas actuellement, mais nous avons connaissance de tel ou tel projet ».

Annexe de l'enquête 2

Liste des réponses reçues par ordre alphabétique des pays

PAYS	ORGANISME	CONTACT (nom et fonction)
Belize	Ministry of Agriculture and Fisheries	Mario Chavarria, agricultural information officer for permanent secretary
Bénin	ORTB	Grégoire Yacouto, producteur d'émissions
Burkina Faso	– Direction de la Radio rurale – Radio rurale du Burkina	– Belibie Soumatza, chef du service des productions, de la documentation et des archives – Bassirou Diallo, chef de service des rédactions *
Burundi	Radiotélévision nationale du Burundi	– Venant Bizimana, producteur-animateur – Philippe Minani, animateur-producteur – Alain Gilles, chef du service production radio rurale
Cameroun	CRTV	– Emmanuel Momha Mbock, chef de station régionale – Jean Mvondo, chef du service des programmes et de l'information
Cameroun	Minagri, Communication unit	Stephen Nformba Nfor, research officer
Congo	Radio rurale congolaise	Joseph Ondzata, chef de bureau rédaction (presse écrite) *
Gambie	Radio Gambia	Amie Bojang-Sissoho, assistant information officer
Ghana	Ghana Broadcasting Corporation	– Yaoga Amuzu, assistant controler of programme – Beatrice Williams, production assistant – Abdul-Kareem Yakubu, producer
Guinée	– Radio rurale de Guinée – Radio rurale station Haute-Guinée	– Aïssatom Bah, journaliste-animateur – Fode Dembele, chef des programmes
Lesotho	Local initiatives support project	Tsiu Asser Tsiu, project manager
Madagascar	– Ministère de l'Agriculture (SIC) – Radio rurale	– Michelle Andriamahazo, journaliste rural – Stefano Raherimalala Étienne, responsable radio rurale

* Fiche d'enquête reproduite en annexe générale.

SYNTHÈSE DES ENQUÊTES PRÉPARATOIRES

PAYS	ORGANISME	CONTACT (nom et fonction)
Malawi	Malawi Broadcasting Corporation	– Steven S.J. Malamba, senior editor – M.J. Chikoko, producer
Montserrat	Caribbean Research and Development Institute (CARDI)	Claude Browne, CARDI representative
République centrafricaine	Direction Radio rurale	Antoine Caille Lahoutou, administrateur, chargé de production
Sainte-Lucie	Ministry of Agriculture	Peter Francius, information assistant
Sénégal	RTS	Moustapha Mbaye, responsable de la section rurale
Swaziland	Co-operative development center	Peggy Dlamini, co-operative information officer *
Tchad	Radio rurale	Victor Ngoadingar, producteur
Togo	Radio Lomé	Maleilaka Batchoudi, chef de programme
Trinité-et-Tobago	Ministry of Agriculture	Sheikh Hosein, agricultural officer *
Zambie	– Zambia National Broadcasting Corporation – National agricultural information services	– Vinwell Banda, ZTV – Laston Malambo, programme producer

* Fiche d'enquête reproduite en annexe générale.

Synthèse des travaux en séances plénières

Synthèse des travaux de la journée du 26 septembre 1995

L'atelier a débuté le 26 septembre 1995 par une cérémonie d'ouverture présidée par Jean-Claude Nurukyor Somda, ministre de la Communication et de la Culture du Burkina Faso.

À l'issue de cette cérémonie, Thiendou Niang, responsable de la documentation au CTA, a présenté un bilan des activités du CTA en faveur du développement des radios rurales dans les pays ACP depuis 1990. Suite à ce bilan, différents opérateurs et bénéficiaires de l'aide aux radios rurales ont été amenés à apporter leurs témoignages. Des débats en séance plénière ont mis fin à cette première séance de travail.

Dans un second temps, Jean-Pierre Lamonde, Jean-Pierre Iboudo et Marc Leysen, représentant respectivement l'ACCT, la FAO et l'Union européenne, ont exposé leurs programmes, actions et politiques de communication dans les domaines de l'information radiophonique agricole et rurale.

COMPTE RENDU DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE TRAVAIL

Bilan de cinq années d'appui du CTA en faveur des radios rurales dans les pays ACP (Thiendou Niang, responsable de la documentation au CTA)

Rôle, activités et partenaires du CTA

Le CTA a été créé dans le cadre de la convention ACP-UE de Lomé. Son mandat est d'aider les pays ACP à atteindre une plus grande sécurité alimentaire en facilitant l'accès à l'information, principalement l'accès à l'information agricole, et en favorisant le développement des capacités propres des pays ACP dans le domaine de la gestion. C'est à ce titre que le CTA prône la promotion des échanges, la fourniture d'information et le renforcement des services d'information agricole, par l'appui aux services de documentation.

Le programme d'activités *Radio rurale et information scientifique et technique* a été entrepris par le CTA de 1990 à 1995, en suivant les recommandations du rapport final de l'atelier de réflexion organisé par le CTA, en collaboration avec le CIERRO et le GRET, à Ouagadougou, du 15 au 18 mai 1989. Les recommandations de ce premier atelier préconisaient :

- ◆ la réhabilitation des unités documentaires des stations de radiodiffusion ;
- ◆ l'accessibilité des sources extérieures d'information ;

- ◆ l'organisation de sessions régionales de formation au bénéfice des journalistes, techniciens et animateurs ;
- ◆ l'édition de dossiers spécifiques d'information, sur des thèmes d'IST agricole et rurale, à destination des journalistes ACP (besoins de dossiers d'information-ressource) ;
- ◆ la création d'ateliers de montage de récepteurs de radio ;
- ◆ l'institution d'une bourse d'échanges d'émissions spécialisées dans le cadre d'un réseau.

Le programme défini par le CTA à partir de 1990, suite à cet atelier, a permis la mise en œuvre d'actions diversifiées en faveur des journalistes et animateurs de radio rurale ou des services d'information agricole (SIA) des pays ACP :

- ◆ huit ateliers régionaux de perfectionnement à la recherche et à l'utilisation de l'IST en faveur de producteurs et journalistes ruraux des pays ACP ont été organisés en Afrique et aux Caraïbes ;
- ◆ une quinzaine de dossiers d'information (pisciculture, manioc, crédit rural, élevage de lapins, apiculture...) ont été publiés et diffusés, en français et en anglais ;
- ◆ *Spore*, la revue bimestrielle du CTA, en français, en anglais et en portugais, a été systématiquement diffusée auprès des radiodiffusions ACP ;
- ◆ un répertoire, *La radio au service du monde rural des pays ACP*, recensant les producteurs, journalistes et responsables de radios rurales et services d'information agricole dans les pays ACP, est publié en français et en anglais. Il correspond à une valorisation des multiples contacts menés par les intervenants du CTA sur ce sujet. Un fichier informatisé des bénéficiaires des sessions de formation régionales et autres journalistes concernés est tenu régulièrement à jour. Il nous a semblé opportun de le partager à travers l'édition de ce répertoire ;
- ◆ deux études ont été réalisées : *La radio pour l'agriculture et le monde rural des pays ACP* (1987) et *Les opérateurs de la radio rurale* (1992).

Le bilan des activités du CTA à l'issue de cette première phase de son programme d'appui n'est pas négligeable ; il n'en demeure pas moins que quelques-unes des recommandations énoncées en 1989 n'ont pas connu de concrétisation. Il s'agit notamment de la réhabilitation des unités documentaires, vaste tâche qui mérite une définition très claire des responsabilités de chacune des parties concernées, de la création d'ateliers de montage de récepteurs de radio, qui ne correspond pas à une des activités assignées au CTA par la Convention de Lomé, enfin de la bourse d'échanges d'émissions qui se heurte, entre autres, aux problèmes techniques liés à la diversité des langues nationales.

Impact de l'action du CTA

Le CTA a permis :

- ◆ une plus grande exploitation de l'information agricole, en rendant accessible l'information scientifique et technique ;
- ◆ la constitution d'un véritable réseau d'acteurs et de partenaires ;
- ◆ le développement des capacités techniques locales.

Perspectives d'avenir

Les pays ACP sont pour la plupart dans une phase d'évolution politique, économique et sociale rapide et porteuse de changements profonds.

Libéralisation économique, démocratisation, nouvelles formes de gouvernement, nouvelles technologies, tous ces facteurs sont source de nouveaux besoins et par là même de nouvelles réponses à apporter. C'est un des enjeux majeurs à relever pour le CTA.

Témoignages des différents acteurs

Des participants du Sénégal, du Burkina Faso et de Maurice ont relaté leur expérience de formation lors des stages régionaux du CTA. Ils ont témoigné de l'utilité de l'action du CTA qui a permis dans certains pays de prendre réellement la mesure de la place et du rôle de l'information sur le développement. Ils ont également soulevé certaines questions :

- ◆ le CTA ne doit-il pas sensibiliser plus fortement certains gouvernements ?
- ◆ pourrait-on élaborer un répertoire-fichier de partenaires et un bulletin de liaison décrivant les activités des radios rurales ?
- ◆ ne devrait-on pas renforcer la notion de mission de service public des radios rurales ?

Christophe Naigeon, directeur de l'Agence Péniscoop, a évoqué sa participation au programme dès son origine. Il a souligné la complémentarité existant entre la publication en français des dossiers d'information radio et l'édition de *Spore*, le bulletin du CTA. Une quinzaine de dossiers radio ont été publiés depuis 1991, ils comportent un support écrit et un support magnétique qui répondent à une attente des journalistes ACP. Mais il demeure nécessaire de recevoir plus de réactions des radios bénéficiaires de ces dossiers sur les conditions de leur usage exact.

Michaël Pickstock, directeur de WREN, a rappelé son implication dans la conduite de quatre ateliers régionaux, trois en Afrique anglophone et un aux Caraïbes. Pour M. Pickstock, la radio rurale représente un moyen de communication efficace et peu coûteux, à condition qu'il soit bien pensé et correctement soutenu par les autorités publiques. Les formations dispensées par le CTA ne seront réellement efficaces que si les journalistes-participants mettent régulièrement en pratique les connaissances acquises au cours des stages, et partagent leurs expériences avec leurs collègues.

Pascal Berqué, chargé d'études au GRET, a fait ressortir les trois axes sur lesquels travaille son institution depuis la création du programme en 1987 : coordination de sept sessions de formation, réalisation de deux études, et édition du répertoire *La radio au service du monde rural des pays ACP*. Il a posé le problème du suivi des formations et appelé les participants à réfléchir à la valorisation des connaissances et pratiques acquises. Comment systématiser, après chaque atelier régional de formation, un échange d'informations et de reportages aux différents échelons entre participants, animateurs, opérateurs et le CTA ?

COMPTE RENDU DE LA SECONDE SÉANCE DE TRAVAIL

Intervention de Jean-Pierre Lamonde, chargé du programme radio rurale locale, ACCT

L'ACCT, le principal opérateur de la francophonie, s'intéresse depuis vingt ans à la communication pour le développement. Depuis 1992, l'ACCT teste une nouvelle approche de la radio rurale en procédant à l'installation de radios locales en milieu rural. La conception de ce programme s'est faite en concertation avec les différents responsables de radios rurales

africaines et divers spécialistes du sujet. Cette action est mise en œuvre avec l'appui technique du CIERRO pour le volet formation initiale et continue des animateurs de radio. Actuellement, une trentaine de radios locales sont implantées et en cours d'implantation dans neuf pays francophones (Mali, Burkina Faso, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Bénin, Vietnam, Guinée).

En 1996-1997, l'ACCT soutiendra l'implantation d'une quinzaine de radios rurales locales en Afrique francophone au rythme de deux par pays et par an avec quatre stations dans chaque pays (Cameroun, Togo, Tchad ?).

L'ACCT requiert un certain nombre de conditions pour procéder à l'installation des stations locales :

- ◆ l'existence d'une population suffisante en nombre dans le bassin d'émission retenu ;
- ◆ une activité économique minimale ;
- ◆ l'implication et le dynamisme des communautés pour gérer la radio (comité de gestion, de programmation) ;
- ◆ l'accord du gouvernement du pays concerné.

Les quatre radios implantées au Bénin sont assez exemplaires des possibilités offertes par ce média en milieu rural. Les comités de gestion sont opérationnels et l'implication des groupements villageois particulièrement forte. Chaque radio emploie de cinq à huit permanents payés par l'association en charge de la station et diffuse de 30 à 35 heures d'émissions hebdomadaires.

Pour chaque implantation de radio locale, la technique retenue doit être adaptée aux besoins et moyens des collectivités. On a ainsi développé l'usage des capteurs solaires pour la production d'électricité au détriment des groupes électrogènes très « budgétivores »... À signaler : le matériel n'est pas donné aux pays d'accueil. L'ACCT garde un droit de regard, notamment en cas d'ingérence politique.

L'ACCT souhaite élargir ce concept de radio rurale locale et l'adapter au milieu urbain où les besoins sont tout aussi importants, notamment en Afrique du Nord. Après trois années de mise en pratique, on considère que la période test est terminée. Ce projet pilote matérialise un peu la fin de l'appui aux radios rurales nationales centralisées. Le soutien des bailleurs de fonds se concentrera dorénavant sur les radios régionales et locales.

Intervention de Jean-Pierre Ilboudo, chargé de mission au département de la Communication pour le développement à la FAO

L'intervention de la FAO dans le domaine de l'information et de la communication pour le développement rural privilégie :

- ◆ l'appui aux radios rurales nationales ;
- ◆ le développement de politiques nationales de communication pour le développement (PNCD), véritables cadres de référence ;
- ◆ la définition de politiques et stratégies intersectorielles de développement ;
- ◆ la production d'outils de communication multimédia (de l'audiocassette à la vidéo).

Le financement de ces activités fait appel soit aux fonds propres de la FAO (PCT), soit aux fonds solidaires mis à disposition par certains gouvernements, soit encore aux fonds du PNUD, lesquels sont en forte diminution.

Après avoir mis l'accent sur la radio agricole, la FAO a rapidement abordé la mise en place de radios rurales éducatives, régionales et locales.

La FAO appuie l'action des radios rurales selon quatre principes :

- ◆ l'intégration : les services de la radio doivent travailler avec l'ensemble des acteurs concernés, ministères, ONG, associations, populations ;
- ◆ l'interdisciplinarité : la radio rurale traite de l'ensemble des thèmes de la vie quotidienne du monde rural ;
- ◆ la durabilité : il s'agit de doter la radio rurale de statuts juridiques qui lui garantissent son indépendance et d'assurer sa viabilité économique ;
- ◆ l'interactivité : la radio doit privilégier la communication entre les différents intéressés et ne pas être seulement un outil d'information à sens unique.

La FAO organisera en juin 1996, à Ouagadougou, un atelier international intitulé *Développement de la radio rurale en Afrique*, plus particulièrement axé sur la formation, l'appui institutionnel et les infrastructures techniques. Des études préparatoires seront rédigées dans 17 pays africains, présents à l'atelier avec des représentants des diverses coopérations bilatérales et multilatérales.

**Intervention de Marc Leysen, chargé des questions audiovisuelles,
DGVIII de la Commission européenne**

Jusqu'à présent, l'Union européenne s'est peu impliquée dans l'appui aux radios rurales. Son unique soutien direct s'effectue à travers l'action du CTA, financée par le FED. Il existe toutefois des campagnes d'information et de sensibilisation dans les domaines de l'environnement, de la santé (sida)... qui utilisent les outils radiophoniques. Les programmes éducatifs nationaux des pays ACP, sur financement FED, peuvent également intégrer des actions dans les secteurs de la communication, de la radio rurale ou de la presse.

Une nouvelle politique d'appui aux médias est en cours de définition. Elle privilégiera une aide globale à l'ensemble du secteur des médias tout en mettant plus particulièrement l'accent sur la défense de la liberté d'expression, de la législation, de la déontologie et des droits de l'homme, la formation des journalistes, l'amélioration de l'accès à l'information et l'appui aux organisations professionnelles. Il existe à ce sujet une ligne budgétaire *Action de promotion de la démocratisation en pays ACP*.

Il est intéressant de remarquer que la dernière Convention de Lomé met l'accent sur la coopération décentralisée, avec des acteurs autres que les gouvernements, et souhaite privilégier le développement humain : éducation, respect des droits de l'homme et démocratisation. Les cahiers des charges des nouvelles radios devront en tenir compte : « radios de proximité, radios humaines ».

Ce que la radio rurale peut attendre de l'Union européenne dans le contexte de l'évolution des médias dans les pays ACP passe nécessairement par la signature d'un plan de communication à soumettre sous forme de projet.

Andrea Bambara

*Coordinatrice des radios locales
Ministère de la Communication et de la Culture du Burkina Faso*

Compte rendu de la matinée du 27 septembre 1995

La radio rurale a une mémoire. On en a la preuve avec l'exposé de Jean-Pierre Ilboudo, du service de la Communication de la FAO, qui a retracé dans son exposé, mercredi 27 septembre au matin, trente ans d'histoire de la radio rurale en Afrique.

Au lendemain des indépendances, des émissions en langues nationales traitent des questions agricoles et rurales. La radio rurale devient un instrument de vulgarisation au service de l'État. Elle lui permet de faire passer ses messages en direction du monde paysan, isolé et dispersé sur de vastes territoires. Les programmes sont souvent réalisés par le ministère de l'Agriculture qui possède ses propres moyens de production. Ainsi la radio rurale diffuse-t-elle des conseils variés sur les techniques agricoles. En 1960, au Bénin, Radio Dahomey propose une émission spéciale contre l'abattage du palmier à huile. Au Niger, la radio initie les paysans aux semences sélectionnées, aux méthodes de fertilisation des sols, etc. La radio de Kaduna, au Nigeria, encourage les agriculteurs à investir dans la mécanisation.

À partir des années soixante-dix, apparaît l'idée des radio-clubs : des groupes d'écoute collectifs se constituent autour des émissions de radio rurale pour les commenter et prolonger le débat au sein du village. Mais le dialogue reste encore absent dans la radio rurale. Le paysan est un auditeur passif. L'accès aux ondes est réservé aux spécialistes, vulgarisateurs, techniciens, encadreurs et autres fonctionnaires de la capitale.

Simultanément, la radio rurale élargit son champ de vision avec l'apparition de la radio éducative. La radio rurale ne se contente plus de parler techniques et politiques agricoles. L'alphabétisation, la santé, les problèmes éducatifs et sociaux trouvent désormais leur place dans les programmes.

Un tournant important est pris au début des années quatre-vingt, avec la décentralisation des radios rurales. La radio rurale va alors s'immerger dans le monde rural qui, de simple récepteur, devient à son tour émetteur. Sans délaisser sa vocation première d'outil de sensibilisation, la radio rurale se fait l'écho des préoccupations des agriculteurs qui auront désormais la parole. Les journalistes de la radio rurale prennent le chemin de la brousse. Ils se mettent à l'écoute des paysans : les paysans parlent aux paysans. Un dialogue s'instaure entre villages éloignés. Une parole encore sous surveillance, limitée aux seules radios d'État.

Le début de la décennie actuelle se caractérise par la libéralisation des ondes. L'éclosion des radios privées, libres, communautaires, associatives ne tarde pas à toucher les campagnes. Cette modification du paysage radiophonique africain oblige à repenser la question du rôle et de la place de la radio rurale telle qu'elle a été conçue et développée depuis trente ans.

Une question à laquelle l'intervenant Athanase Karayenga, journaliste, ancien directeur de la radio burundaise et aujourd'hui consultant en information, a la lourde charge de répondre. Plutôt que de prédire un avenir incertain, M. Karayenga proposera quelques points de repère qui permettront de mieux appréhender ce qui sera la réalité de demain.

Quelque peu « iconoclaste » sinon gentiment provocatrice, son idée selon laquelle « la radio rurale de papa est morte » sera argumentée autour du fait que le monde rural a pris du relief. Il évolue. Il n'est pas un. Il compte des commerçants, des artisans, des citadins revenus de la ville, des sensibilités et des aspirations nouvelles... Les jeunes, les femmes sont autant de catégories dont il faut prendre en compte les spécificités. Les « masses paysannes arriérées » sont de moins en moins des masses et de moins en moins arriérées. Il n'y a donc plus place pour une radio rurale d'État en situation de monopole prêchant une même bonne parole éducative à l'ensemble du monde rural.

Il faut développer et soutenir le concept de radio du terroir, développer les radios communautaires basées sur la proximité et la langue, en cultivant leurs spécificités. L'évolution rapide des technologies de la communication va favoriser le développement de ces radios communautaires. Émettre en FM dans un rayon de 70 à 80 km est en passe de devenir un jeu d'enfant. Le coût du matériel a baissé, ce qui en permet une plus grande diffusion. Les nouvelles radios de terroir vont pouvoir s'interconnecter entre elles, aidant à faire connaître ce que fait le voisin. Le « village planétaire » peut devenir une réalité jusqu'au fond des campagnes africaines. Les réseaux locaux vont pouvoir se connecter et se rediffuser, en s'échangeant leurs programmes et à travers eux leurs expériences et leurs connaissances particulières.

À une radio unique centralisée vont succéder des radios très décentralisées, ouvertes les unes aux autres, qui seront autant de reflets d'un monde rural en pleine mutation et où chacun pourra se reconnaître.

Antoine Labey

Journaliste à l'agence PÉRISCOOP

Groupes de travail

Groupe de travail 1

Autour du programme *Radio rurale* du CTA

Introduction

Contexte

Le programme d'activités *Radio rurale et information scientifique et technique* entrepris par le CTA de 1990 à 1995 est défini chaque année par un comité de pilotage qui intervient comme conseil auprès du CTA, tout en suivant les recommandations du rapport final de l'atelier inaugural de Ouagadougou organisé en 1989.

Ce programme, centré sur l'appui aux ressources humaines ACP, a développé différentes actions en faveur des journalistes et animateurs de radio rurale ou de service d'information agricole (SIA) des pays ACP :

- ◆ des **sessions de formation** avec l'organisation de huit ateliers régionaux de perfectionnement à la recherche et à l'utilisation de l'IST en faveur de producteurs et journalistes ruraux des pays ACP ;
- ◆ l'**édition de dossiers** spécifiques d'information sur des thèmes d'IST agricole et rurale ;
- ◆ la **diffusion généralisée de *Spore***, la revue bimestrielle du CTA, en français, en anglais et en portugais, auprès des radiodiffusions ACP ;
- ◆ la création d'un **répertoire**, *La radio au service du monde rural des pays ACP*.

Questions

1. Pour chaque action de ce programme, indiquez les points forts et les limites tant au niveau de la conception, de l'organisation, des thèmes traités que de la diffusion.
2. En fonction de cette analyse, spécifiez les actions qu'il convient de maintenir, de renforcer, ou de réduire dans le programme. Pourquoi et comment ?
3. Quelles nouvelles actions faudrait-il créer afin d'accroître, à court terme, l'efficacité de l'information radiophonique rurale ? Pourquoi et comment ?
4. Avec quels partenaires ?

Rapport

- ◆ **Président** : Georges Payen (Maurice)
- ◆ **Rapporteur** : Denyse M. Johnston (Caraïbes)

LA FORMATION

Analyse des points forts, points faibles, opportunités et contraintes du programme

Points forts

- ◆ Les stages de formation ont une bonne représentation régionale.
- ◆ Dans la plupart des cas, les participants ont été bien sélectionnés.
- ◆ Les sujets sont appropriés et bien couverts.

Points faibles

- ◆ Il n'existe pas de suivi des personnes formées, tant en ce qui concerne la mise en pratique de leur formation que la prise en compte de leurs besoins ultérieurs (sauf dans les Caraïbes).
- ◆ Seul un petit pourcentage du personnel technique est formé.
- ◆ La durée du stage est trop courte : elle devait être portée à trois semaines.
- ◆ Un module d'adaptation devrait être ajouté. Il pourrait traiter des questions socioculturelles, de l'environnement politique et institutionnel, etc.
- ◆ Les critères de sélection des participants ne sont pas suffisamment affichés.

Opportunités à explorer et/ou à exploiter

- ◆ Une réflexion au sujet de la formation des cadres pourrait aider ces derniers à aborder les changements avec confiance.
- ◆ Les participants et leurs organisations devraient s'engager à envoyer au moins trois programmes au CTA après la formation, et avant que les attestations de stage ne soient délivrées. Cela pourrait incliner les autorités à apporter leur soutien à la formation.
- ◆ La contribution des institutions partenaires pourrait être développée.
- ◆ Les organisations nationales ou régionales devraient être impliquées dans la sélection des candidats répondant aux critères stipulés.
- ◆ Davantage de personnes-ressources devraient être impliquées dans la formation, tant au niveau régional qu'au plan national.
- ◆ Afin de favoriser une formation continue après le stage, une information sur les questions de communication devrait être accessible et diffusée auprès de tous les membres du réseau.

Contrainte à lever

L'absence d'un vrai engagement des institutions d'origine des bénéficiaires des formations.

Formation actuelle

Le module de formation actuel devrait être maintenu, accompagné du module adaptation suggéré auparavant (cf. ci-dessus « Points faibles » de la formation).

Nouvelles sessions de formation

Les formateurs doivent être formés afin de rentabiliser au maximum les ressources disponibles. Ils devraient acquérir des compétences dans les domaines suivants : techniques d'éducation des adultes, management de sessions de formation.

Critères retenus pour sélectionner les formateurs :

- ♦ présence d'un nombre de stagiaires potentiels déterminant ;
- ♦ capacités à travailler en tant que superviseur ;
- ♦ expérience d'au moins cinq ans en réalisation radio.

Critères retenus pour la sélection des stagiaires :

- ♦ avoir acquis une formation initiale en communication/animation (vulgarisation) ;
- ♦ avoir une expérience de deux ans minimum en radiodiffusion « rurale » ;
- ♦ être en activité dans son service de production de radio rurale.

Partenariat

- ♦ des partenaires à l'échelle nationale ;
- ♦ des partenaires aux niveaux régional et international (CIERRO, CARDI, IRETA, FAO, ACCT, UNESCO, UNICEF, etc.).

LES DOSSIERS D'INFORMATION RADIO ET IST

Sources d'information

- ♦ scientifiques (ministères, universités, organisations non gouvernementales, autres organisations de recherche, organisations privées) ;
- ♦ producteurs ruraux ;
- ♦ bibliothèques ;
- ♦ producteurs de radio rurale.

Conception et contenu

Le dossier radio tel qu'il se présente à ce jour convient bien au public visé, un public varié, provenant de milieux très divers. Les sujets retenus sont en général sélectionnés avec pertinence, et sont jugés utiles. Cependant, il serait nécessaire que les réalisateurs de radio fournissent plus fréquemment en retour des informations sur les attentes et besoins de leurs publics respectifs.

Diffusion

Actuellement, les dossiers radio sont envoyés à des personnes ciblées de façon individuelle. Or il arrive que deux personnes travaillant dans la même radio reçoivent un dossier chacune, alors que certains pays ne reçoivent rien. Il est nécessaire de rationaliser la distribution du dossier, et de s'assurer que l'information n'est envoyée qu'à des personnes qui l'utiliseront effectivement.

Un système de contrôle de qualité doit être mis en place au niveau national ou régional. Une personne ou une organisation serait chargée de valider la pertinence du dossier pour le pays ou la région ciblée.

Une fois validé, le dossier radio pourrait être envoyé à une bourse d'échange pour :

- ♦ reproduction/duplication et diffusion ;
- ♦ reconditionnement, mêlant des extraits du dossier radio avec des informations recueillies au niveau local ou régional. Ce nouveau programme produit par les « intéressés », pour les « intéressés », pourrait alors être diffusé seul ou avec d'autres extraits provenant de sources d'information extérieures (multimédia).

Le dossier radio « réactualisé », réadapté en fonction des différents contextes pourra être distribué auprès :

- ♦ des associations de radio ;
- ♦ des stations de radio (publiques ou privées, nationales ou régionales) ;
- ♦ des radios communautaires qui ont un programme de développement rural ;
- ♦ des réalisateurs individuels, via l'administration.

Fréquence

Quatre dossiers radio sont actuellement produits chaque année. On pourrait en porter le nombre à six par an, et les envoyer afin qu'ils soient reçus par les diffuseurs potentiels de façon régulière, tous les deux mois.

Utilisation

En Afrique de l'Ouest, des extraits de dossiers radio sont diffusés « tels quels » en français auprès du public rural, les entretiens ayant été effectués dans cette région même. Dans d'autres régions, même si l'information que contiennent les dossiers est pertinente, elle doit être traduite dans la langue locale. Dans ces cas, la voix sur la cassette CTA est introduite avant d'être graduellement couverte par la traduction du présentateur local.

Impact

On dispose de relativement peu d'informations sur l'usage et l'impact de ces dossiers radio.

RÉPERTOIRE « LA RADIO AU SERVICE DU MONDE RURAL DES PAYS ACP »

La base de données de ce répertoire doit être révisée chaque année. Sa version papier doit être bon marché et d'un format pratique.

Dans les trois mois suivant la réunion de ce groupe de travail, les participants devraient entreprendre un inventaire de toutes les organisations nationales (pour les participants africains) et régionales (pour les participants des Caraïbes et du Pacifique) impliquées dans la programmation de radio rurale, y compris les institutions et partenaires engagés dans le développement des radios rurales.

Une copie du répertoire sera envoyée à chaque personne ou organisation y figurant.

ÉTUDES ET ENQUÊTES

Une évaluation nécessaire : celle du public

- ♦ analyse du public (âge, sexe, éducation, religion, langue, autres facteurs socio-économiques et culturels) ;
- ♦ tranches horaires/audience — qui écoute quand ?
- ♦ présentation — identifier les préférences : qui écoute quoi ?
- ♦ thèmes — identifier les problèmes qui doivent être discutés en priorité.

Évaluation de l'impact des radios rurales

À la lumière d'un environnement compétitif, l'évaluation de l'impact devrait être effectuée afin de démontrer l'importance de la radio rurale au sein du développement agricole.

Groupe de travail 2 **Les acteurs et leurs besoins**

Introduction

Contexte : une évolution marquée du paysage radiophonique ACP, notamment africain

Depuis 1989, année de la tenue à Ouagadougou du premier atelier de définition du programme *Radio rurale et information scientifique et technique du CTA*, le paysage médiatique africain, et notamment radiophonique, évolue dans le sens d'une diversification (public, privé, mixte), d'une décentralisation (régionale et locale) et d'une multiplication des radios.

Les radios rurales et services d'information agricole (SIA) ne sont plus les seuls à informer le monde rural. Des radios locales/régionales privées (commerciales, associatives, communautaires, confessionnelles) et semi-publiques voient le jour en milieu rural. Leurs journalistes et animateurs — très souvent issus de leur auditoire — dialoguent avec les populations rurales, leur tendent le micro, découvrent leurs attentes et besoins d'information (technique, sociale, économique, santé...) et de communication (témoignages, échanges, culture). Ces radios indépendantes ne se trouvent-elles pas dotées de la mission et des objectifs de la radio rurale nationale ? Cette diversification va-t-elle se confirmer ? Comment leur assurer une viabilité économique ?

Les besoins de ces différents acteurs évoluent. Il convient de définir des modalités d'appui spécifiques, bien ciblées et non redondantes grâce à un réel partenariat entre opérateurs internationaux.

Questions

1. Quel est l'impact des évolutions socio-économiques de ces dix dernières années sur les radios rurales et les services d'information agricole ?
2. Quelles sont les solutions envisageables pour les radios rurales dans les dix années à venir ?
3. Quelle est la contribution des radios rurales à la mise en œuvre des politiques nationales de communication ?
4. Identifiez les acteurs privés de l'information radiophonique rurale dans les pays ACP : radios rurales locales, commerciales, associatives, communautaires, confessionnelles, internationales ; réseaux radiophoniques ; programmes d'information par audiocasset-

- tes... en analysant leurs expériences (par catégorie), leurs contributions respectives et leurs spécificités (force et limite).
5. Doit-on encore établir un cloisonnement entre radio rurale et autres radios alors que s'installent des réseaux privés de radios émettant en milieu urbain et rural ?
 6. Quels sont les besoins des différents acteurs ACP, publics et privés, de l'information radiophonique agricole et rurale ?

Rapport

◆ **Président** : Abdoulaye Sidibé (Mali)

◆ **Rapporteur** : Nfor Stephen Nformba (Cameroun)

Ce groupe de travail devait examiner la question des acteurs et de leurs besoins, en tenant compte des bouleversements du paysage radiophonique des pays ACP, bouleversements aux effets particulièrement marquants en Afrique.

Afin de faciliter les discussions et les recommandations sur ce sujet, six questions et thèmes ont été identifiés, autour desquels les débats ont pu s'organiser :

- ◆ l'impact des changements socio-économiques des dix dernières années sur les stations de radio rurale et les services d'information agricole ;
- ◆ quels changements pour les stations de radio rurale dans les dix prochaines années ?
- ◆ la contribution des stations de radio rurale à la mise en place de politiques nationales de communication ;
- ◆ l'identification des acteurs privés dans le milieu de l'information radiophonique rurale dans les pays ACP. Les divers types de station de radio : rural/local, commercial, géré par des associations, communautaire, confessionnel, international, etc. ;
- ◆ est-il nécessaire d'opérer une distinction radios rurales/autres types de radio, dans un contexte d'explosion de réseaux privés et de diffusion aussi bien en zones urbaines qu'en milieu rural ?
- ◆ les besoins des différents acteurs ACP, publics et privés, pour une information radiophonique agricole et rurale.

Impact des changements socio-économiques

Dans un premier temps, le groupe a procédé à l'identification des principaux facteurs et causes des changements socio-économiques : dissensions sociales, démocratisation, libéralisation, plans d'ajustement structurel, avancées technologiques et, dans certains cas, catastrophes naturelles.

Dans certains pays d'Afrique, la situation politique est telle — guerre civile incessante — que le développement des radios rurales passe au second plan. Dans d'autres pays, qui sortent de conflits intérieurs graves, la radiodiffusion rurale connaît au contraire une forte expansion, et devient même un véritable instrument de développement.

Les plans d'ajustement structurel ont en général un impact négatif sur les radios rurales et les services d'information agricole. Ils sont en partie responsables d'un manque de liquidités des gouvernements locaux, à la base d'une restriction des budgets de financement des projets de développement, et d'une désaffection de la part des partenaires financiers habituels. Néanmoins, le récent courant de démocratisation et de libéralisation qui a soufflé sur le continent africain a permis la multiplication des radios en milieu rural, et cette dynamique n'en est qu'à ses débuts.

Ces radios rurales accroissent les volumes horaires des programmations en langues nationales. Cette pratique, logiquement, confère plus de crédibilité et de fiabilité à la radio en tant que source d'information.

Quels changements pour les dix années à venir ?

Les bailleurs de fonds sont de plus en plus réticents à procurer les subventions nécessaires aux projets de développement dans les pays ACP ; les gouvernements sont quant à eux confrontés à des problèmes de liquidités, et, par conséquent, ne peuvent assurer seuls la continuité de leurs propres programmes de développement.

On constate que les radios rurales doivent essayer à court terme de s'autofinancer. Dans ces conditions, les bénéficiaires des émissions doivent être encouragés à s'investir dans le fonctionnement et la création de radios rurales. Les différents partenaires du développement rural doivent acheter du temps afin de diffuser leurs propres programmes. Mais les promoteurs des radios rurales devront également faire preuve de plus de créativité en matière de recherche de financement. Si, comme c'est prévisible, les radios rurales se multiplient, une vive compétition risque d'apparaître. Pour survivre, toutes les équipes (techniciens, journalistes et cadres) devront acquérir les compétences nécessaires, et auront des besoins croissants en formation.

Le développement confère une part de plus en plus importante à la communication, la rendant de fait de plus en plus globale. Il est désormais nécessaire de penser de façon globale avant d'agir localement, pour une meilleure cohérence du développement des radios rurales.

Au cours des prochaines années, les changements au sein des radios rurales devront être systématiques, pour mieux prendre en compte les transformations rapides des sociétés auxquelles ces radios s'adressent.

Contribution à la mise en place des politiques nationales de communication

Il est reconnu à l'unanimité que la radio rurale contribue à la décentralisation de l'information. Elle a influencé les politiques de communication de par son intégration dans les réseaux de communication de certains pays. Son action au service du monde rural est vitale. Elle doit absolument être intégrée aux politiques nationales de communication définies par chaque État.

Identification des destinataires privés de l'information radiophonique rurale dans les pays ACP

Un effort remarquable a été fait dans certains pays ACP afin de promouvoir l'émergence d'opérateurs privés, associatifs ou communautaires de la radio. À titre d'exemple, deux radios privées ont été visitées à Ouagadougou : Horizon FM (huit ans d'ancienneté, dix

stations locales), radio purement commerciale, et Radio Maria (deux ans, radio catholique), utilisée comme outil d'évangélisation. La publicité permet de financer Horizon FM tandis que Radio Maria fonctionne grâce aux dons des auditeurs, à la vente de cassettes enregistrées et aux annonces payantes.

Il a aussi été tenu compte de l'expérience de l'association Seno au Mali, laquelle a créé une station de radio locale afin de satisfaire ses besoins de communication et de promouvoir sa culture et son développement. Un comité mis en place par la communauté gère la radio, avec l'aide de trois salariés et de bénévoles.

Le groupe 2 a manqué de temps pour identifier de façon exhaustive les acteurs privés. Il recommande donc qu'une étude plus complète soit réalisée sur ce thème par le CTA.

Différence entre stations de radio rurale et autres stations de radio

Établir des différences entre les radios n'est pas obligatoire. Si, cependant, une différence doit être reconnue, elle devrait l'être au plan des idées et du contenu des émissions réalisées afin de ne pas cantonner les radios rurales dans un ghetto.

Besoins des acteurs

Qu'ils soient privés ou publics, les acteurs ont en fait des besoins relativement similaires :

- ♦ financement (équipement, moyens de circulation, coût) ;
- ♦ formation (compétences en gestion, techniques radio) ;
- ♦ expansion de la zone de diffusion (afin d'éviter la frustration de l'audience qui ne peut pas recevoir les émissions) ;
- ♦ travail en réseau, pour un meilleur échange des idées et expériences ;
- ♦ développement de l'engagement des communautés rurales ;
- ♦ mise au point d'un cadre juridique et institutionnel légalisant les activités des opérateurs radio.

Groupe de travail 3

Les partenaires

Introduction

Contexte

Depuis les années soixante, différents partenaires internationaux s'intéressent aux radios rurales : coopérations bilatérales, multilatérales, fondations privées, ONG, radiodiffusions internationales, agences et bureaux d'études privés...

Les deux grands types d'intervention de ces partenaires concernent l'installation ou le renouvellement des infrastructures techniques (studios, émetteurs, etc.) et l'aide à la mobilisation et à la valorisation des ressources humaines (formation, information, documentation, etc.). Trop souvent, les partenaires interviennent sans réelle concertation, en fonction de logiques internes, ou à la demande des bénéficiaires internationaux.

Après trois décennies d'un appui — jugé par certains d'un impact fort limité — aux radios rurales et services d'information agricoles, et compte tenu des rigueurs budgétaires des programmes internationaux, il est nécessaire de définir une vraie concertation entre partenaires. Leurs modes d'intervention (géographique et thématique) doivent désormais bénéficier d'une meilleure définition commune, et donc, à terme, d'un impact renforcé.

Questions

1. Quels sont les différents partenaires, régionaux et internationaux, et quels sont leurs programmes en matière d'appui à la radio rurale et leur mode d'intervention ?
2. Pour chaque action de ces programmes, indiquer les points forts et les limites (dans le contenu et dans la mise en forme).
3. Quels sont les complémentarités et les doubles emplois éventuels ?
4. Quelles mesures envisager pour assurer à l'avenir une meilleure synergie dans les programmes de coopération ?

Rapport

◆ **Président** : Daniel Ofori (Ghana)

◆ **Rapporteur** : Aida Opoku-Mansah (Royaume-Uni)

Dans un premier temps, le groupe a tenté d'apporter des réponses aux questions suivantes : qui sont les partenaires, aux niveaux régional et international ? quels sont les programmes mis en œuvre pour aider la radio rurale et quelles sont les méthodes d'intervention choisies ? Le groupe a ensuite cherché à identifier les points forts et les points faibles des activités entreprises par les partenaires, les domaines de complémentarité ou de répétition. Enfin, le groupe a examiné les mesures qui devraient être prises pour assurer une meilleure coopération future.

Les partenaires du CTA ont été classés en plusieurs catégories : les bailleurs de fonds internationaux (en l'occurrence l'UE), les opérateurs comme le GRET, WREN, le CTA lui-même, Pêriscoop, et les acteurs (présents dans la région ou sur le terrain même) comme le CIERRO, GBC, ZAMCOM, MCA, etc.

QUELS SONT LES PROGRAMMES DE RADIO RURALE MIS EN ŒUVRE OU SUIVIS PAR CES PARTENAIRES ?

Formation

Dans le domaine de la formation, le CTA et ses partenaires ont étendu leur domaine d'action à toutes les régions ACP.

Points forts du programme de formation

- ◆ Les stages de formation cherchent à démythifier les questions scientifiques agricoles qui semblent complexes aux yeux des radiodiffuseurs locaux.
- ◆ Les stages améliorent les compétences professionnelles des radiodiffuseurs et des journalistes ACP dans le cadre de leurs propres programmes locaux, en accroissant leur savoir-faire et en stimulant l'échange entre professionnels d'une même région.
- ◆ La collaboration systématique avec un centre de formation national ou régional aux mass-médias vise également à rentabiliser et former ces institutions de la radiodiffusion rurale.
- ◆ La construction progressive d'un réseau de journalistes ruraux dans les différentes régions ACP peut mener à une plus grande synergie des activités et programmes futurs.
- ◆ Les stagiaires formés peuvent tout aussi bien contribuer au programme radio du CTA qu'à leurs propres programmes nationaux, justifiant ainsi à long terme le coût de la formation.

Points faibles et limites du programme de formation

- ♦ Le manque de volonté politique, à la fois des gouvernements et des radiodiffusions nationales, de reconnaître le rôle prioritaire de la radio rurale constitue un frein majeur à leur développement. Les stagiaires formés seront démoralisés par le manque de soutien et d'engagement au niveau politique.
- ♦ En dépit des efforts déjà fournis, le nombre des journalistes formés est encore trop limité.
- ♦ La sélection définitive des participants échappe parfois au contrôle du CTA et de ses partenaires. Par exemple, au Nigeria, les participants venaient des radios régionales, et non pas des services spécialisés.
- ♦ Les radiodiffuseurs locaux possèdent bien souvent des niveaux de scolarisation relativement faibles, d'où des manques en matière de connaissances de base. Ces lacunes peuvent dans une certaine mesure réduire l'impact des stages de formation.
- ♦ Une formation régionale suppose que tous les pays de la région reçoivent des programmes semblables, équitables, de radiodiffusion locale. Les stagiaires ne commencent donc pas au même niveau.
- ♦ La documentation sur l'impact réel de la formation régionale est encore très limitée.
- ♦ La formation est dispensée à des groupes ciblés de façon non systématique ou trop large.

Assurer à l'avenir une meilleure synergie entre les différents programmes de coopération

Le groupe recommande que le CTA étudie :

- ♦ une extension des programmes de formation courants qui inclurait la formation de formateurs ; le CTA devrait initier une étude afin d'évaluer les besoins en formation de formateurs, de développer une méthodologie appropriée pour les formateurs à former, et de créer ainsi, à moyen terme, un effet multiplicateur ;
- ♦ la mise en œuvre de programmes détaillés et précis pour la formation de journalistes et animateurs de radio dans l'ensemble des pays ACP ;
- ♦ l'extension de sessions de formation visant plus particulièrement l'Afrique de l'Est et australe, après toutefois la réalisation d'une étude détaillée sur les services de radio rurale existants dans ces régions ;
- ♦ une réelle utilisation des centres nationaux (points focaux) afin d'établir les besoins et moyens en formation de chaque pays.

Partenaires

CTA, UNICEF, FAO, ACCT, CIERRO, CARDI, CARICOM, IRETA.

Réponses aux questions soulevées et propositions apparues au cours des discussions

Le rôle du CTA auprès des radiodiffusions des pays ACP, dans les domaines de la formation et des activités de diffusion de l'information, est confirmé.

Pour une plus grande efficacité, le CTA devrait instaurer un rapport plus régulier avec ses partenaires. Il s'agirait d'explorer des possibilités de collaboration avec la FAO (UNICEF, OMS et UNESCO) afin d'éviter des doubles emplois. L'objectif réaffirmé est de parvenir à

obtenir une meilleure complémentarité entre les différentes actions des divers partenaires (bailleurs de fonds et opérateurs).

Le dossier radio

Le CTA a mis en œuvre la publication et la diffusion de dossiers d'information spécifiques sur des sujets d'information scientifique et technique agricoles et ruraux, comprenant une documentation écrite et une cassette d'entretiens avec des spécialistes et des usagers. Ces « dossiers radio » sont édités en français, par PÉRISCOOP, et en anglais, par WREN.

Points forts

- ♦ Réalisés à partir de témoignages individuels, ces dossiers constituent véritablement une information complémentaire pour les radiodiffuseurs ruraux, qui peuvent l'inclure dans leurs programmes.
- ♦ Le matériel des programmes joue un rôle stimulant et fait naître des idées pour une programmation locale.
- ♦ Les programmes sensibilisent les radiodiffuseurs ruraux à de nouveaux sujets de développement rural.
- ♦ Les dossiers radio viennent en complément des programmes de formation.
- ♦ Le matériel peut être utilisé dans plusieurs émissions d'une même station.
- ♦ Les journalistes bénéficiaires des dossiers mentionnent l'usage qu'ils font de cette documentation.

Points faibles

- ♦ L'URTNA n'organise pas de bourses d'échange des programmes comme il serait souhaitable qu'elle le fasse.
- ♦ La fréquence de diffusion des dossiers, trop faible, devrait être augmentée.
- ♦ Les dossiers sont édités en français et en anglais, au détriment des langues locales.
- ♦ Le retour d'information dépend des journalistes et non des institutions.

Domaines de complémentarité

Le CTA et la FAO devraient collaborer plus étroitement pour la réalisation et la diffusion de ces dossiers radio.

Mesures à prendre pour assurer une future synergie

- ♦ Renforcer l'engagement de l'URTNA ou d'une autre agence comme bourse d'échange des programmes radio. Ou faciliter l'échange de pays à pays, ou de région à région.
- ♦ Augmenter si possible la fréquence de parution des dossiers de quatre à six par an.
- ♦ Identifier les thèmes bien à l'avance, afin d'assurer une planification de la part des partenaires et des collaborateurs.
- ♦ Obtenir l'envoi de comptes rendus réguliers sur l'utilisation qui est faite de ces dossiers.
- ♦ Étendre l'envoi des dossiers radio aux stations qui viennent d'être créées.

- ♦ Envisager l'édition des dossiers en portugais.

Propositions

- ♦ Étudier les dossiers de la FAO destinés aux vulgarisateurs/animateurs afin de rechercher d'éventuelles complémentarités ou doublons.
- ♦ Les dossiers pourraient être envoyés aux bibliothèques universitaires afin d'être utilisés comme documentation.
- ♦ Renforcer et étendre la diffusion des dossiers, en fonction des résultats d'études d'impact réalisées sur les besoins des radios rurales.

Recommandations

- ♦ Étendre et réorganiser le programme de formation afin d'y inclure un cadre rigoureux et des objectifs stratégiques qui soient complémentaires des politiques nationales de communication des pays ACP.
- ♦ Réaliser systématiquement des enquêtes d'opinion et des mesures de l'impact des actions afin de garantir la réalisation des buts et des objectifs du CTA.
- ♦ Travailler en collaboration avec la FAO pour sensibiliser les gouvernements sur le besoin de politiques nationales de communication pour le développement efficaces et stratégiques, et aboutir ainsi à une complémentarité globale entre tous les partenaires concernés.
- ♦ Encourager l'émergence des réseaux de radiodiffusion rurale qui apparaissent dans les pays ACP, et pourraient devenir des partenaires régionaux du CTA pour la diffusion de l'information.

Liste des participants

LISTE DES PARTICIPANTS

Nom	Organisme	Fonction	Adresse	Pays	Téléphone / fax
M. Marc Leysen	Union européenne Information-coopération DG VIII 1G-1 1/339	Expert information, communication et culture	200, rue de la Loi B-1049 Bruxelles	Belgique	Tél. 32-2 299 30 60 Fax 32-2 299 25 25
M. Samba Ousmane Touré	Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (CIERRO)	Directeur	BP 385 Ouagadougou 01	Burkina Faso	Tél. 226 - 30 66 86 Télex 5349 Fax 226 - 31 28 66
M. Pale Samidou	Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales	Directeur du Programme national de gestion des terroirs	01 BP 1487 Ouagadougou 01	Burkina Faso	Tél. 226 - 30 84 71 / 72 Fax 226 - 31 74 10
M. Alexis Telesphore Bagré	Ministère de la Communica- tion et de la Culture	Directeur de la Radio rurale	BP 7029 Ouagadougou 03	Burkina Faso	Tél. 226 - 31 27 81 / 30 66 20 Fax 226 - 31 28 66 (CIERRO)
Mme Andrea Bambara	Ministère de la Communica- tion et de la Culture	Coordinatrice des radios locales	BP 7029 Ouagadougou 03	Burkina Faso	Tél. 226 - 30 66 20 Fax 226 - 31 28 66 (CIERRO)
M. Bassirou Diallo	Ministère de la Communica- tion et de la Culture	Journaliste à la Radio rurale	BP 7029 Ouagadougou 03	Burkina Faso	Tél. 226 - 30 66 20 Fax 226 - 31 39 16
M. Nfor Stephen Nformba	Ministry of Agriculture Secrétariat général Cellule Communication	Chargé d'études	Yaoundé	Cameroon	Tél. 237 - 22 64 62 Télex 8325 KN Fax 237 - 225091/220156
M. Woyessa Bekele	Department of Educational Mass-Media	Programme Producer	PO Box 3025 Addis Ababa	Éthiopie	Tél. 251-1 15 12 13 Fax 251-1 51 74 54
M. Rakesh Chand	Ministry of Agriculture, Fisheries and Forests	Acting Information Officer (Broadcasting)	22 Savah Place, Kinoya PO Box 368 Suva	Fidji	Tél. 679 - bureau 31 12 33 pers. 39 24 34 Fax 679 - 30 24 78
M. Christophe Naigeon	Agence Péniscoop	Directeur, journaliste	Agropolis international 34394 Montpellier Cedex 5	France	Tél. 33-1 67 04 75 81 Fax 33-1 67 04 75 85
M. Antoine Labey	Agence Péniscoop	Journaliste	Agropolis international 34394 Montpellier Cedex 5	France	Tél. 33-1 67 04 75 84 Fax 33-1 67 04 75 85
M. Athanase Karayenga	BONEKA	Directeur	1, rue Augereau Résidence Les maréchaux 77000 Melun	France	Tél. et fax 33-1 64 10 36 14

LISTE DES PARTICIPANTS

Nom	Organisme	Fonction	Adresse	Pays	Téléphone / fax
M. Pascal Berqué	Groupe de rech. et d'échanges technologiques (GRET)	Chargé d'études	211-213, rue La Fayette, 75010 Paris	France	Tél. 33-1 40 05 61 39 Fax 33-1 40 05 61 10 / 11
M. Jean-Pierre Lamonde	s/c Mme Alimata Salambéré ACCT	Chargé du Programme des radios rurales locales	13, quai André Citroën, 75015 Paris	France	Tél. 33-1 44 37 33 00 Fax 33-1 45 79 14 98
Mme Amie Bojang-Sissoho	Rural Broadcasting and Adult Education Section	Assistant Information Officer	Mile 7, Banjul	Gambie	Tél. 220 - 497339/495101 pers. 49 58 21, Télex 2204 Fax 220 - 49 59 23
M. Daniel Ofori	Ghana Broadcasting Corporation (GBC)	Director of Radio	PO Box 1633 Accra	Ghana	Tél. 233 - 21 22 11 61 (direct 21 22 30 12) Fax 233 - 21 77 32 27
M. Jean-Pierre Ilboudo	FAO, Development Support Communication Branch	Chargé de mission	Via delle Terme di Caracalla 00100 Rome	Italy	Tél. 39-6 52 25 68 89 Fax 39-6 52 25 31 52
Mme Lucy Mullenkei	Kenya Broadcasting Corporation (KBC)	Radio Programme Producer	PO Box 74908 Nairobi	Kenya	Tél. 254-2 33 74 09 Fax 254-2 71 52 74
M. Ellein Ernest Damango	Association Radio Seno	Président	BP 219 Bankass	Mali	Fax s/c Uriel, M. Coulibaly - Radio Kledu - Bamako 223 - 22 51 09
M. Abdoulaye Sidibé	Office de radiodiffusion télévision du Mali	Directeur général	BP 171 Bamako	Mali	Tél. 223 - 22 20 19 Fax 223 - 22 42 05
M. Georges Payen	Collège des Ondes, Mauri- lius College of the Air (MCA)	Formateur	Rédut	Ile Maurice	Tél. 230 - 464 71 08 Fax 230 - 464 88 54
M. Vitura Kavari	Namibian Broadcasting Corporation (NBC)	Senior Controller : News and Current Affairs	PO Box 321 9000 Windhoek	Namibie	Tél. 264-61 215 811 Télex 50908 622/708 Fax 264-61 216 209
Dr Tunji Arokoyo	National Agricultural Extension and Research Liaison Services (NAERLS)	Deputy director	Ahmadu Bello University, PMB 1067, Zaria	Nigeria	Tél. 234-69 50589 / 50126 / 51435 /50546 Télex 75252 Agric NG Fax 234-69 32198
M. Dominique Hounkonnou	Centre technique de coopé- ration agricole et rurale (CTA)	Chef de la division des Opé- rations et activités régionales	Postbus 380 6700-AJ Wageningen	Pays-Bas	Tél. 31-8370 67100 Fax 31-8370 60067
M. Thiendou Niang	Centre technique de coopé- ration agricole et rurale (CTA)	Responsable de la documentation	Postbus 380 6700-AJ Wageningen	Pays-Bas	Tél. 31-8370 67100 Fax 31-8370 60067

LISTE DES PARTICIPANTS

Nom	Organisme	Fonction	Adresse	Pays	Téléphone / fax
M. André Vugayabagabo	Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)	Chargé de mission	Postbus 380 6700-AJ Wageningen	Pays-Bas	Tél. 31-8370 67100 Fax 31-8370 60067
M. Antoine Caille-Lahoutou	Radio rurale centrafricaine	Journaliste radio rurale	BP 940 Bangui	République centrafricaine	Tél. 236 - 61 51 33 Fax 236 - 61 59 85
Mme Aida Opoku-Mensah	c/o Panos Institute	Radio Reporter	9 White Lion Street London N1 9PD	Royaume-Uni	Tél. 44-171 278 11 11 Fax 44-171 278 03 45
M. Michael Pickstock	World Radio for Environment and Natural Resources (WREN)	Director	Lodge Farm, Fressingfield Eye, Suffolk IP21 5SA	Royaume-Uni	Tél. 44-13 79 586 787 Télex 98 77 03 Fax 44-13 79 586 755
M. Baba Counta	Radiodiffusion télévision du Sénégal (RTS)	Chef de la division des Radios régionales	Triangle Sud BP 1765, Dakar	Sénégal	Tél. 221-223959/217801 Tlx 21818. Fax 221-223490
Mme Peggy Dlamini	Co-operative Development Centre (MOAC)	Information Officer	PO Box 1393 Mbabane	Swaziland	Tél. 268-61086/8 - Tlx 2343 Fax 268 - 61087/44963
Mme Sango O Kipozi	c/o Radio Tanzania	Programme Organiser	PO Box 2729, Dodoma	Tanzanie	Fax 255 - 61 24 265
Mme Denyse M Johnston	Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI)	Communications Officer	UWI Campus St Augustine	Trinité-et-Tobago Petites Antilles	Tél. 809 - 645 1205 /6 17 Fax 809 - 645 1208
M. Peter Presley Masunu	Ministry of Agriculture, Food and Fisheries	Chief Extension Methodologist	Mulungushi House PO Box 50291 Lusaka	Zambie	Tél. 260-1 251442 Tél. et fax 260-1 252029
M. Marcus Hakutangwi	AGRITEX, Ministry of Lands Agriculture and Water Development	Chief Agricultural Training Officer	PO Box 8117, Causeway Harare	Zimbabwe	Tél. 263-4 79 43 81 à 7 direct : 79 03 19 Fax 263-4 73 05 25

Annexes

Annexe 1

Discours d'ouverture

Jean-Claude Nurukyor Somda, ministre de la Communication
et de la Culture du Burkina Faso

Monsieur le ministre de l'Agriculture et des Ressources animales,

Messieurs les représentants du CTA, du GRET et du CIERRO,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales et non gouvernementales,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs les séminaristes,

En mai 1989, nous avons l'honneur d'accueillir ici même, à Ouagadougou, l'atelier de définition du programme *Radio rurale et information scientifique et technique* (IST) du CTA.

Cet atelier, qui regroupait une trentaine de responsables de radios rurales et de services d'information agricole des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, avait formulé des recommandations dans les domaines prioritaires de la formation des journalistes et animateurs, de l'information et de l'appui documentaire.

Six années ont passé au cours desquelles le CTA a tout mis en œuvre pour la concrétisation de ces recommandations. Ainsi des sessions de formation ont été tenues au Zaïre, en Zambie, au Kenya, au Niger, au Ghana, à Maurice, à Trinité-et-Tobago et au Cap-Vert au bénéfice d'une centaine de journalistes ACP de l'information radiophonique rurale et dont des représentants sont présents ici parmi nous.

C'est donc avec plaisir que nous accueillons à nouveau à Ouagadougou, en 1995, l'atelier d'évaluation de ce programme radio rurale du CTA.

Mais, depuis 1989 aussi, un changement positif qu'aucun d'entre nous ne pouvait à l'époque prévoir est intervenu. Le pluralisme radiophonique devient une réalité presque partout en Afrique.

Des radios privées commerciales, associatives et confessionnelles cohabitent avec des radios internationales. Ce changement a des conséquences heureuses sur les radios d'État qui décentralisent leurs actions de production et de diffusion par la création de stations régionales, provinciales et locales. Cette décentralisation permet aux radios rurales d'affiner leur mission de service public.

Notre souhait est que, au terme de cette session qui réunira encore des participants de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, des propositions concrètes soient faites pour permettre à tous les acteurs de la radio de concevoir des stratégies de communication pour soutenir les objectifs de développement du monde rural.

Parmi ces stratégies, le renforcement des centres de documentation des différentes radios et l'appui à la formation de documentalistes méritent une attention particulière. En effet, l'atteinte des objectifs sus-cités passe inéluctablement par l'exploitation judicieuse de l'information scientifique et technique. Organiser, gérer et rendre pertinente cette information afin qu'elle soit accessible à tout moment est devenu pour les différentes stations de radio, quelle que soit leur vocation, une nécessité impérieuse. Cette nécessité se justifie, d'une part, par la croissance exponentielle de la masse documentaire à travers le monde et, d'autre part, par l'évolution rapide des nouvelles technologies de traitement de l'information parmi lesquelles l'outil informatique occupe une place de choix.

Enfin, nous espérons que, du partage d'expériences des participants qui viennent d'horizons divers (ACP) et grâce à l'appui de nos partenaires, un accent particulier sera mis sur la formation des animateurs et techniciens des radios rurales ainsi que sur la mobilité de ces radios, seule condition pour assurer un dialogue fécond entre tous les acteurs du développement rural.

En souhaitant la bienvenue à tous les participants venus d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et d'Europe, je déclare ouvert le séminaire-atelier sur l'évaluation du programme radio rurale du CTA organisé avec la collaboration du GRET et du CIERRO.

Annexe 2

Discours d'ouverture

Dominique Hounkonnou, chef de la division Opérations
et activités régionales, représentant le directeur du CTA

Excellence Monsieur le ministre de la Communication et de la Culture,
Excellence Monsieur le ministre de l'Agriculture et des Ressources animales,
Excellence Monsieur le représentant de la Commission de l'Union européenne,
Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,
Monsieur le directeur du PNCD, membre du Comité consultatif du CTA,
Monsieur le directeur du CIERRO,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter les vives salutations du Dr. Cooke, directeur du CTA, en même temps que ses regrets de n'avoir pu faire le déplacement, retenu à Bruxelles par d'autres engagements.

Il m'a chargé, Monsieur le ministre, de vous prier de bien vouloir transmettre toute la gratitude de notre centre aux Autorités centrales de votre pays pour avoir bien voulu autoriser la tenue, à Ouagadougou, de cette deuxième rencontre internationale sur la radio rurale organisée par le CTA en collaboration avec le Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

En ouvrant officiellement dans cette même ville, le 15 mai 1989, notre premier atelier international sur la radio rurale, le ministre de l'Information et de la Culture de l'époque, Mme Béatrice Damiba, déclarait que « la radiodiffusion, du fait de son coût réduit, est accessible à toutes les couches sociales à qui elle a la faculté de s'adresser dans la langue usuelle. Elle est certainement, disait-elle, le moyen de communication le plus efficace pour véhiculer les techniques nouvelles, c'est-à-dire faire parvenir à nos populations l'information scientifique et technique dont elles ont un besoin urgent ».

Les objectifs de ce premier atelier étaient d'identifier et d'analyser les contraintes des radios rurales nationales dans le domaine de l'information scientifique et technique (IST) puis de définir l'appui spécifique que le CTA pourrait leur apporter dans le cadre de sa mission, à travers un programme concret à mettre en œuvre à l'issue de la rencontre.

À la lumière des conclusions et recommandations de cet atelier, le CTA a conçu et mis en œuvre un Programme d'appui à la radio rurale qui s'articule autour de trois volets essentiels :

- ♦ l'organisation d'ateliers de formation des journalistes de radio rurale à la recherche et à l'utilisation optimale de l'IST pour la production de leurs émissions : au total huit ateliers régionaux ont été organisés de 1990 à 1994 au profit de cent dix journalistes ;
- ♦ la production et la diffusion de dossiers d'information sur des thèmes agricoles et ruraux, chaque dossier comportant une documentation écrite, une cassette d'interviews de spécialistes et autres acteurs, de même qu'un ou plusieurs ouvrages de vulgarisation sur le sujet traité ;
- ♦ la création d'un fichier informatisé recensant les producteurs, journalistes et responsables des radios rurales et services d'information agricole dans les pays ACP.

C'est le lieu de rendre un hommage bien mérité à tous les partenaires avec lesquels nous avons exécuté ce programme.

Il y a tout d'abord les offices et services nationaux de radiodiffusion et de radio rurale puis les organismes tels le CIERRO, le GRET, Périscoop et WREN (World Radio for Environment and Natural Resources). Ils ont répondu nombreux à l'appel du CTA. Qu'ils en soient remerciés.

Au cours du présent atelier, nous analyserons le chemin parcouru depuis mai 1989. Nous confronterons les actions conduites et celles en cours aux besoins actuels des acteurs de base afin de tracer ensemble les voies du futur.

Les ressources auxquelles ont accès les pays ACP pour la mise en œuvre de leurs programmes de développement sont de plus en plus précieuses. Plus encore que par le passé, tous leurs partenaires doivent conjuguer et coordonner leurs efforts. C'est ce qui a conduit le CTA à convier à la présente rencontre plusieurs acteurs internationaux tels que la Commission de l'Union européenne, la FAO et l'ACCT. Je voudrais saisir cette occasion pour les remercier, au nom du CTA, pour avoir bien voulu répondre à notre invitation.

Excellences Messieurs les ministres,

Honorables invités,

Au début de cette décennie, la dernière du XX^e siècle, les pays ACP sont rentrés dans une phase de mutation rapide, caractérisée essentiellement par un mouvement de démocratisation et de consolidation de la société civile qui constitue progressivement les fondations d'une activité économique durable et du développement. Dans ce processus, le rôle de l'information est certes de plus en plus important, mais il doit évoluer rapidement pour accompagner efficacement les changements nécessaires.

Le séminaire-bilan récemment organisé par le CTA à Montpellier sur le rôle de l'information dans le développement rural des pays ACP a clairement mis en exergue plusieurs éléments que nous devons considérer ici.

Il y a d'abord la nécessité d'élargir désormais les stratégies d'information à de nouveaux publics : associations, organisations non gouvernementales, entreprises privées et autres acteurs de base.

De même, l'évolution des besoins de ces opérateurs économiques nous impose à présent de passer de la notion d'information scientifique et technique à celle d'information pour le développement, en prenant en compte, non seulement les aspects scientifiques et techniques, mais également — ou surtout — les facteurs économiques, sociaux et culturels du développement.

Il convient également d'élargir la notion d'information à celle de communication pour le développement car les acteurs n'ont plus seulement besoin de produits et de services, mais de processus de dialogue et de mise en relation entre véritables partenaires.

C'est pour ces raisons que désormais une implication plus forte des médias du secteur associatif et privé dans la communication pour le développement rural est indispensable à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

Excellences Messieurs les ministres,

Honorables invités,

Avec les expériences variées et très riches ici réunies, je ne doute pas un instant que nous aborderons les questions essentielles de la radio rurale avec toutes les réalités d'aujourd'hui et que les objectifs de cet atelier seront atteints.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie pour votre attention.

Annexe 3

Discours de clôture

Jean-Claude Nurukyor Somda, ministre de la Communication
et de la Culture du Burkina Faso

Excellence Monsieur le chef de la délégation de l'Union européenne,

Monsieur le représentant du directeur du CTA,

Messieurs les représentants du GRET et du CIERRO,

Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations internationales et des Organisations non gouvernementales,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs les participants.

Il est pour nous un plaisir renouvelé de présider cette cérémonie qui met un terme à votre atelier.

Consacré à l'évaluation du programme *Radio rurale*, cet atelier constitue pour nous un moment important, à plusieurs titres :

- ♦ important au regard du contexte et des exigences de développement de nos pays ;
- ♦ important parce qu'un événement pertinent au regard de l'actualité du thème de vos travaux ;
- ♦ un événement significatif de par la qualité des délégués. En effet, au nombre d'une quarantaine, vous êtes journalistes, directeurs de radios rurales, responsables de services de vulgarisation et d'ONG. Vous êtes venus de 22 pays d'Europe, d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et d'organismes internationaux qui soutiennent nos radios rurales.

Honorables invités, Mesdames et Messieurs les délégués,

Cette cérémonie constitue enfin une étape cruciale dans la vie de nos systèmes d'informations radiophoniques. La qualité des conclusions auxquelles vous êtes parvenus après ces quatre journées d'intenses réflexions le corrobore.

Ainsi, vous avez dressé un bilan exhaustif des actions entreprises par le CTA depuis six ans.

Vous avez analysé, sans complaisance aucune, les perspectives qui se dessinent pour les radios rurales des pays ACP dans les dix prochaines années.

Vous avez élaboré des propositions concrètes pour relever les principaux défis ou urgences qui nous interpellent tous à l'aube de ce troisième millénaire : autorités, décideurs, consommateurs, radiodiffuseurs.

Mesdames et Messieurs,

C'est l'occasion pour moi d'adresser ma gratitude au CTA pour l'important travail accompli ces dernières années au profit des journalistes, des radios rurales et des services d'information agricole de nos pays.

Mes remerciements s'adressent aussi aux organisations internationales représentées ici (la FAO, l'ACCT, l'Union européenne) qui ont toutes réaffirmé leur disponibilité à poursuivre et accentuer leur soutien à nos politiques de communication au service du monde rural. Tous ces partenaires ont décidé de travailler de concert, pour appuyer les professionnels de la communication dans les domaines qu'ils ont clairement identifiés au cours de cet atelier. Parmi ces domaines, on peut citer la formation des formateurs, l'étude des publics et la réhabilitation des unités documentaires.

La formation des formateurs est en effet plus que jamais nécessaire car le bouleversement du paysage audiovisuel entraîne des besoins importants en ressources humaines qualifiées. Ces besoins, faut-il le rappeler, impliquent une décentralisation des actions de formation sur le terrain sous la conduite de professionnels avertis.

La connaissance parfaite de l'auditoire, de ses goûts, de ses préoccupations dans un environnement de concurrence est une dimension à prendre en compte pour faire une radiodiffusion de qualité au service de tous les acteurs du développement.

Enfin, aucune radiodiffusion ne peut correctement fonctionner sans une exploitation judicieuse de l'information utile pour les auditeurs ; or celle-ci passe nécessairement par le renforcement des unités documentaires.

Ces résultats, fort appréciables, de vos travaux doivent être traduits en actions concrètes. Par avance, je sais que vous y travaillerez avec détermination et conviction pour le bonheur de nos populations cibles, de nos exploitants. En votre nom à tous, au nom du gouvernement, j'adresse nos gratitude au CTA, au GRET et au CIERRO, qui ont conjugué leurs efforts pour le succès de cette rencontre.

Tout en souhaitant aux participants bon retour dans leurs pays respectifs, je déclare clos l'atelier-bilan radio rurale du CTA de Ouagadougou.

Je vous remercie.

Annexe 4

Discours de clôture

Dominique Hounkonnou, chef de la division Opérations
et activités régionales, représentant le directeur du CTA

Excellence Monsieur le ministre de la Communication et de la Culture,
Excellence Monsieur le chef de la délégation de la Commission de l'Union européenne,
Monsieur le représentant du ministre de l'Agriculture,
Monsieur le directeur du PNCD, membre du Comité consultatif du CTA,
Monsieur le directeur du CIERRO,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir et une réelle satisfaction que je prends la parole ici, au nom du CTA, à l'issue de ce deuxième atelier international sur la radio rurale organisé par notre institution.

Vous me permettez, Monsieur le ministre, de réitérer à cette occasion la vive gratitude du CTA au gouvernement du Burkina Faso pour avoir bien voulu autoriser la tenue de cette rencontre à Ouagadougou et pour avoir assuré les conditions nécessaires à son succès.

Au-delà du bilan sommaire qui vous a été fait de nos travaux, nous pouvons vous assurer que les orientations que vous nous avez données à l'ouverture de nos travaux ont été bien suivies, que les objectifs que nous nous sommes fixés ont été pleinement atteints. Je voudrais donc ici, au nom du CTA, remercier tous nos partenaires ici présents, acteurs nationaux, régionaux ou internationaux, pour leur participation active et fructueuse à nos travaux.

Je voudrais remercier tout particulièrement le directeur du CIERRO et son équipe compétente et très efficace, sans oublier le GRET avec lequel nous avons eu l'occasion de collaborer, une fois de plus, avec beaucoup de plaisir et une grande satisfaction.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Les résultats de nos travaux indiquent clairement que les activités entreprises par le CTA en appui à la radio rurale méritent d'être poursuivies et renforcées. Ceci constitue pour nous et pour tous nos partenaires engagés dans ce programme un encouragement pour l'effort qui a déjà été fait en même temps qu'une exhortation à faire plus et mieux.

À titre d'exemple, les actions de formation devraient désormais être intégrées dans un programme homogène et complet, incluant l'organisation d'ateliers de recyclage des journalistes, la formation des formateurs et la production de matériel didactique, de même que la mise en place d'un système de suivi adéquat.

Les possibilités de collaboration entre le CTA et d'autres partenaires ont été explorées non seulement dans ce domaine mais aussi pour la conduite d'autres activités, courantes ou nouvelles, telles que la diffusion des dossiers d'information, la mise au point d'une bourse d'échange de programmes, la conception et la mise en œuvre d'un système permanent d'étude de l'auditoire et d'analyse d'impact.

Comme il a été souligné lors de la séance d'ouverture et tout au long de nos travaux, les mutations importantes que connaît le contexte socio-économique des pays ACP et l'évolution conséquente des besoins des opérateurs économiques nous amènent à concevoir et à mettre en œuvre de nouvelles politiques de communication basées sur de véritables réseaux de partenaires depuis le niveau local jusqu'au niveau international. Des propositions concrètes ont été également formulées dans ce sens.

Dans le cadre de sa mission et dans la limite de ses ressources, le CTA s'efforcera, aux côtés des autres partenaires intéressés, de contribuer à la mise en œuvre des conclusions et recommandations de notre atelier.

Je vous remercie pour votre attention.

Annexe 5

Motion de remerciement

par Aida Opoku Mensah,
journaliste radio

Monsieur le ministre de la Communication et de la Culture, son excellence Monsieur le délégué de l'Union européenne, Mesdames et Messieurs les participants,

Avant de lire le communiqué final de cet atelier, au nom de tous les participants présents aujourd'hui, je tiens à remercier les organisateurs de ces quatre journées pour leur engagement en faveur de la radio rurale dans les pays ACP.

Il est indéniable qu'un tel engagement doit être encouragé.

Cela signifie notamment qu'en tant que délégués nous devons, à notre retour dans nos pays respectifs, encourager nos gouvernements à faire de la radio et de l'information rurale une des priorités de leurs objectifs de développement économique et humain.

Si nous échouons dans cette tâche, l'énergie et les efforts déployés par le CTA et ses partenaires n'atteindront pas les résultats que nous sommes tous en mesure d'espérer. Un échec de cette mobilisation des autorités limiterait par ailleurs la portée des recommandations que je m'apprête à formuler.

Ainsi, nous tenons à vous remercier, CTA, GRET, WREN, PÉRISCOOP et CIERRO, pour l'important travail que vous avez effectué en notre faveur. Il s'agit maintenant pour nous d'endosser une partie sinon toute la responsabilité que vous avez prise en charge jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, votre travail n'aura pas été vain.

Annexe 6

Rural broadcasting in the Gambia

Prospect for empowerment of the community

By Mrs Amie Bojang-Sissoho, Assist Information Officer, RBAE, Gambia

Rural broadcasting started in the Gambia in 1969 with Agricultural programmes directed to farmers to provide them with updated information on agriculture. It also broadcasts other programmes geared towards the general public, the majority of whom are rural dwellers.

The Rural Broadcasting and Adult Education section is one of the eight sections of Radio Gambia. (Since its inception in 1962 to 1994 Radio Gambia was under the Ministry of Information and Tourisme, it was then transferred to the Ministry of Works and Communications).

SITUATIONAL ANALYSIS

Rural Broadcasting and Adult Education, RBAE, produces seventeen programmes per week in English and eight other languages by five of the permanent staff, colleagues from other sections and collaborating agencies. These programmes range from Agriculture, Health, Women, to other socio-cultural development issues directed to rural people in particular.

Most of the programmes are broadcast in the evenings, when the farming community is less busy and has time to listen. In general, Radio Gambia broadcasts daily at different times between 6.30 am to 12 mid-night, with few hours' break. It transmits on 648 kHz on MW, 91.4 MHz on FM and on 909 kHz MW for listeners in the UPD and MID areas.

The presented demand for more programmes has at times affected the ones directed to the farmers in different ways, either by suddenly changing the broadcast time or by dropping them from the schedule.

According to a Media assessment and Audience Listenership survey, almost all the tribes in the rural areas mentioned the Agriculture and Women's programmes being amongst those they listen to and rely on for advice. (Njie and Joof-Cole, 1989).

This demand for a reliable source of information has led to the establishment of Radio Listening Groups (RLGs) initially pioneered by RBAE and the Gambia Family Planning Association (GFPA) in four rural communities, and has been emulated by the Women In Development Project---WID, which presently has ten organised women's groups as RLGs. They have the opportunity to express their views on the areas covered. They decided to give the feedback in a discussion format or questions and even record a song related to the particular topic dealt with.

CTA MATERIALS IN RBAE PROGRAMMES

Since the CTA regional workshop in 1992, CTA and WREN have been sending resource materials documented in written and audio forms. These comprise scientific information that is used as originally produced, or translated into the local languages in summary. The written materials are used as reference materials by producers. The information is utilized by the farmers in different ways—by applying the information and even giving alternative ways of using it. In Ghana for instance, the RLG in Oyibi has a farm where they put into practise what they hear from the radio programmes.

The CTA resources materials range from *Spore* (the CTA's journal), to the RRP (Rural Radio Package) from WREN, which includes books and information sheets.

- ♦ The training of more rural broadcasters and technicians has begun in preparation for the competition with other media such as the planned television station or the already established WID video halls in the rural areas. This is for both the quality of the programme content and the technical output of the transmitters.

The skills of local communicators should also be upgraded through training, to make best use of local potentials. Other requirements are :

- ♦ The need for quality machines for both outside recording and studio use and a conducive studio environment.
- ♦ The need for non-contradictory policies in broadcasting as indicated « We still face our inability to transfer power to the people... » (I. Senghore, *Report on the environment in the Gambia*, 1995).

Let us reflect to the objectives of Radio Gambia when it was established in 1962:

- ♦ to disseminate information throughout the country about government policies and programmes, and for a good measure to inform government of public reaction to these policies and programmes;
- ♦ to introduce farmers to new farming techniques and ways of improving their livelihood by giving them first-hand information on development ideas as well as provide them with updated information on things that affect them, paying particular attention to women. (UNESCO, Dakar).

These stated objectives are ideal and practical if rural radios are managed by the community with assistance from the professionals to plan the management, production and evaluation of the radio. This will motivate the community to be active in the implementation of the actions required by them. This can be facilitated by the formation of RLGs with different target groups: youth, women and men in organized forms.

PROSPECTS FOR RURAL RADIO IN THE GAMBIA

Apart from the privately owned radio which is a commercial and a musical station, rural radio broadcasts are received in some rural areas. The main source of information on development is from Radio Gambia at the Mile Seven studios and at the relay station in Basse in Upper River Division (URD). The relay station was built due to a lack of powerful transmitters in the 80s and presently serves as a community radio for that area.

Volunteers from the community collect and broadcast interviews at their own convenient time. Basse is a predominant non-Jola speaking area, so when the news is being aired from Mile Seven, Basse will be broadcasting public announcements in *Fula* and *Sahulehh* which are widely spoken in that area.

Despite this initiative, there are plans for more community radios in the rural areas. The WID project has identified two places, Brikama in the Western Division and Farafenni in the North Bank Division, the Sapu station in the Central River Division (CRD is sponsored by UNESCO). Recently there was a plan for another one in Kerewan in the North Bank.

One of the reasons for all these rural radios is to make development more participatory and to be closer to the people; this is in line with the Government's policy to decentralize development in which radio is inevitable.

CONCLUSION

The more rural radio gets close to the people the more democratic it will be, because it will require the participation of the local community to manage and broadcast what is relevant to them. The following may be considered in the coming up of rural radios in the Gambia.

BIBLIOGRAPHY

- ◆ Bojang-Sissobo A., 1989, Adult Education through Broadcasting, A project for a certificate course on English Language, Glasgow (Department of Adult and Continuing Education).
- ◆ Bojang-Sissoho A., 1992 Report on International Workshop on Rural Radio organized by CTA, Accra, Ghana.
- ◆ The Gambia, 1978, Directory of Educational Radio and Television Networks in Africa, compiled by the Multi Media Documentation centre, UNESCO Regional office for Education in Africa, Dakar, pp.17-20.
- ◆ Njié S.F. and Joof-Cole A. 1989 Media Assessment and Audience Listenership, WID IEC Task force.
- ◆ Proposal for Women's community radios, WID-IEC.
- ◆ Senghore I., 1995 Report on the Environment in the Gambia: a paper presented at the workshop on National Dialogue on the Environmental Reporting, held at the Atlantic Hotel, 8-9 September 1995.

Annexe 7

Enquête 1

Sélection de fiches d'enquête

CAMEROUN

Ministry of Agriculture, Communication Unit
Nfor Stephen Nformba, Research Officer

1. In what field of radiophonic activity are you engaged?

Journalism, presentation and management.

2. Please describe your organisation or the national organism responsible for radiophonic broadcasting aimed at the rural audience.

Mine used to be an agricultural Information Service, but the decree of January 1994, reorganising the Ministry of Agriculture, upgraded the service to a Communication Unit. Currently the Unit produces two weekly programmes on Radio Cameroon in French and English. The French-language programme—Défi agro-pastoral—goes on the air every Monday at 8.40 p.m., while the English-language programme—Our changing rural world—is broadcast every Thursday at 6.30 p.m. These programmes are produced with much difficulty because the Unit has no tapes, no recorders (the two Nagra's belonging to the Unit are broken down), no recording studios and no editing tables. The staff use personal equipment (cassette recorders), and some of them are not well-adapted for good-quality radio productions.

3. Are any others engaged in radiophonic activities in rural areas? What is the nature of their activity?

The Lutheran Evangelical Church of Cameroon based in the Adamawa province has a multimedia centre—SAWTULINJILA—and produces radio programmes in *Fufulele* (a national language) for national and international broadcasts. They have two modern and well-equipped recording studios.

INADES formation, an international non-governmental organisation, has two 20-minutes weekly programmes on the provincial radio station of CRTV in Bamenda, in the North West Province at 6.30 p.m. every Thursday in English and *Pidgin*, and at 5.45 p.m. on Saturdays in French.

4. What impact do the broadcasts and rural presentations undertaken by all the above have? (Do you know of any evaluations, audience studies or surveys, etc.?)

It is unfortunate that there is no structure responsible for audience surveys or studies in the country. The feedback we get is by way of letters from listeners or face-to-face contact either when they come to the office or during field visits.

5. Are there any programmes or projects for the development of rural radio stations and broadcasting at national or regional level in your country (public, private or bi- and multilateral initiatives)?

The Cameroon Government, with the financial assistance of ACCT, is setting up four local radio stations which will be run by the rural population with broadcasts in the national language. Currently, there is also a study being carried out by the Ministry of Agriculture with financing from FAO on the possibilities of setting up a rural radio in the country as a support tool for the dissemination of agricultural extension messages.

6. How do you think agricultural and rural radiophonic information useful to ACP countries will change over the next 10 years, at the level of the audience (rural, urban, neo-rural), those professionally involved (public, private, run by associations), the fields of action (national, regional, local), autonomy (administrative and economic), etc.?

The literacy rate in the rural areas is on the increase. Some villages have electricity and telephones. In fact, there is a gradual urbanisation of the rural areas. If this trend continues (and chances are that it will continue), in the next 10 years there will be a great impact on attitudes to communication in general, and on useful agricultural and rural radiophonic information in particular.

In Cameroon, there is much effort put into writing and reading in national languages. Some primary schools have the teaching of the national language in their syllabuses, and there are programmes on the provincial radio stations in national languages already. This means that, in the very near future, broadcasting for the rural audience will be more meaningful in terms of perception, content and manner of delivery. The democratic opening in ACP countries will lead to the creation of private and missionary radio stations with the subsequent result that the information needs of the rural population may be better satisfied.

7. What activities should be developed as a priority in order to improve rural radiophonic information and communication in ACP countries?

In my opinion, rural development communication still remains a highly specialised field. The human resources should be developed through the reinforcement of training programmes for rural radio broadcasters. More and more, national languages are used in broadcasting. The national-language broadcasters need to be trained in communication skills in general, and the dissemination of scientific and technical information in particular.

The persistent problem of the infrastructure needs to be given some attention. Most ACP countries have liquidity problems resulting from an extended economic crisis and, as such, cannot procure the necessary technical equipment to facilitate the task of the communicators. Their skills are improved through CTA training programmes, but the technical quality of their production remains below average because of the absence of appropriate equipment.

8. What is your opinion, in terms of their usefulness and extent of use, of the activities the CTA has undertaken since 1990 aimed at rural radio journalists and producers (regional training workshops, written and audio STI dossiers in French and English, documentation) ?

I have personally found the training programmes very enriching and useful. The rural radio Resource Packs are a very dependable source of information for our broadcasts.

MALI

Région de Mopti, cercle de Bankass, association Radio Seno
Ellein Ernest Damango, président du Comité de gestion

1. Dans quel domaine de l'action radiophonique exercez-vous ?

Je suis président de l'organe de tutelle de Radio Seno, sans compétence technique propre à la radio, ni journalistique.

2. Présentez-nous votre organisme ou l'organisme national chargé des émissions radiophoniques à destination du public rural.

Une association dénommée association Radio Seno est à l'origine de Radio Seno, un service radiophonique de droit privé émettant en modulation de fréquence (FM). L'association a mis en place un organe d'exécution, le Comité de gestion, dont je suis le premier responsable. Cet organe joue le rôle d'un conseil d'administration.

Radio Seno est affiliée à l'Union des radios et télévisions libres du Mali (URTEL).

Radio Seno s'adresse à un public essentiellement rural dans les langues locales : *dogon*, *bambara*, *peul*, français, et dans les dialectes des populations minoritaires : *pana*, *dafig*.

Radio Seno est ouverte depuis le 15 septembre 1994. Son autorisation d'implantation et d'exploitation date de juillet 1995.

Radio Seno émet tous les jours de 17 heures à 22 heures. Ses émissions sont prévues aux heures de repos et de causerie dans les familles pendant la saison sèche comme pendant la période hivernale.

3. Existe-t-il d'autres acteurs radiophoniques en milieu rural ? Si oui, quelles sont leurs actions (volume horaire, langues nationales usitées, moyens techniques) ?

Dans la région, Radio Seno vise les mêmes auditeurs que Radio rurale de Bandiagara, Douentza, Mopti et San qui sont d'autres acteurs radiophoniques de type associatif ou public. Des radios commerciales ou associatives existent auprès des radios nationales et étrangères à la capitale de notre pays, le Mali. Au niveau de la capitale comme au niveau des régions, les langues locales usitées sont le *bambara*, le *peul*, le *manika*, le *bozo*, le *bobo*, le *songhoï*, le *tamachec*, le *senouto*, le *minianka*, le *marka*... Le français, langue officielle du pays, est employé par beaucoup de radios au Mali.

4. Quel est l'impact des émissions et animations rurales entreprises par tous ces acteurs ? (connaissez-vous des évaluations, enquêtes d'audience ou d'auditoire, etc.?)

L'impact de la radio est mesurable sur le public cible. L'engouement toujours croissant des auditeurs de Radio Seno s'observe à travers les contributions individuelles et collectives, à travers les correspondances, les témoignages, les interviews qui laissent entrevoir quelques aspects de cet impact.

Les émissions de Radio Seno ont servi à :

- désenclaver la localité ;
- combler les lacunes d'information sur les données technologiques ;
- combler le manque d'information dans les dialectes du terroir (les radios nationales ou internationales ne parlant pas ces dialectes) ;
- rehausser les connaissances du monde paysan à travers des émissions à thème agropastoral, juridique, commercial ou artisanal ;
- apporter un changement de comportement et de mentalité dans le respect des lois du pays ;
- économiser (déplacement pour besoin de communication) ;
- atténuer la désinformation, chacun écoutant l'information au même moment et à la même source ;
- diminuer les disparitions de personnes, les pertes d'animaux ou de biens, et augmenter les chances de retrouver des animaux égarés ou volés ;
- maîtriser les textes de lois rudimentaires (pour les populations) ;
- mobiliser les populations pour certains travaux et autres tâches ;
- susciter le nationalisme et la fierté ;
- redynamiser les coutumes et mœurs à travers les musiques et les contes du terroir ;
- découvrir les valeurs artistiques et les artistes au niveau local et national ;
- augmenter les échanges d'expériences entre populations de différentes contrées ;
- préparer l'esprit à la décentralisation ;
- galvaniser la promotion féminine ;
- protéger l'environnement (reboisement système anti-érosif) ;
- maîtriser l'hygiène alimentaire ;
- vulgariser la construction sans bois, informer les populations des prix sur les marchés (céréales, bétail) ;
- initier la notion de démocratie, de parti politique, de vote, de majorité, de minorité, etc. ;
- organiser les jeunes dans leur programme et regroupement ;
- diffuser les calendriers ou programmes de travail des communautés villageoises ;
- restituer aux populations les enquêtes ou autres types de travail auxquels certaines ont participé ;
- diffuser des émissions religieuses favorisant la tolérance et l'acceptation du prochain de religion différente ;
- contribuer à la distraction des masses ;
- appuyer l'administration publique ou privée ;
- promouvoir la culture et le tourisme ;
- améliorer la prévention sanitaire ;
- augmenter le taux de vaccination des mères et des enfants ;
- augmenter le taux de fréquentation des centres de santé, de maternité et d'école ;
- l'impact d'une radio rurale se vit sur le terrain où l'on découvre et partage concrètement ce que la radio apporte aux auditeurs.

5. Existe-t-il des projets ou programmes de développement des radios et émissions rurales, au niveau de votre pays ou de la région (initiatives publiques, privées ou coopérations bi- et multilatérales, etc.) ?

Aujourd'hui, au Mali, il existe une véritable volonté politique de développer, par des projets et programmes de développement, des radios et émissions rurales. Les initiatives sont publiques comme privées, mais se heurtent pour la plupart aux contraintes financières.

6. Comment envisagez-vous, pour les dix prochaines années, l'évolution de l'information radiophonique agricole et rurale utile aux pays ACP, tant au niveau du public (rural, urbain, néo-rural), des acteurs (publics, privés, associatifs) que des champs d'action (national, régional, local) ou de l'autonomie (administrative, économique, etc.) ?

L'évolution de l'information radiophonique agricole et rurale doit se poursuivre car c'est par la communication et la méthode participative que nous devons combattre l'analphabétisme et le sous-développement. Les efforts doivent se conjuguer pour faire de l'information radiophonique agricole et rurale un passage obligé pour tous les intervenants.

Un projet, quels que soient le thème ou les moyens économiques réunis, ne peut couvrir un cercle sans faire passer l'information radiophonique en milieu rural, néo-rural ou urbain. Les radios rurales devront aider à l'administration (organisation) des futures communes rurales dans notre pays, le Mali. La démocratie, le pluralisme, la liberté d'expression, la tolérance, le nationalisme dans la diversité seront garantis par les multiples radios rurales étatiques ou privées.

7. Quelles actions devront être prioritairement développées pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP ?

La vraie liberté est souvent liée à l'économie ; les pays ACP ont certes la volonté de vouloir évoluer dans le domaine radiophonique, mais la formation, la technologie appropriée, l'infrastructure sollicitée, le personnel qualifié leur manquent. La volonté politique des responsables des pays ACP et l'appui des bailleurs devront être les moyens prioritaires à développer pour une amélioration de la communication en milieu rural d'abord et urbain ensuite. Les ruraux, étant les plus démunis et les moins préparés à l'usage de la radio, doivent être organisés avec l'aide des radios rurales.

8. Quel est votre avis, en termes d'utilité et d'usage, sur l'action du CTA entreprise depuis 1990 en faveur des journalistes et producteurs de radio rurale (ateliers de formation régionaux, dossiers IST écrit et audio en français et en anglais, documentation) ?

L'action du CTA mérite éloge et encouragement malgré l'immensité des tâches qui l'attendent. Nous l'exhortons à persévérer car la communication est un outil de développement indispensable. Le bulletin bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale est un précieux matériel de travail dans les émissions. L'association Radio Seno est très peu initiée aux actions du CTA et pense que cette rencontre de Ouagadougou l'imprénera davantage des possibilités de coopérations avec le CTA et avec tous les invités qui seront présents à la rencontre. L'ARS souhaite plein succès et bon déroulement à ces travaux organisés par le CTA en collaboration avec le GRET et le CIERRO que nous remercions également.

NAMIBIE

Namibian Broadcasting Corporation (NBC)
Vitura-Kavizembua Kavari, Senior Controller, News & Current Affairs

1. In what field of radiophonic activity are you engaged?

Management.

2. Please describe your organisation or the national organism responsible for radiophonic broadcasting aimed at the rural audience.

Operate eight language radio services : three regional stations in the three most populous regions where \pm 65% of the population live; educational programmes covering general agricultural information, farming (livestock), crop production, environmental protection, weather reports. Straightforward radio transmission.

3. Are any others engaged in radiophonic activities in rural areas. What is the nature of their activity?

Radio Antennae. Private radio station.

4. What impact do the broadcasts and rural presentations undertaken by all the above have? (Do you know of any evaluations, audience studies or surveys, etc.?)

An audience survey commissioned in early 1994 found that most of the rural communities rely on the NBC radio services for information on development inside the country as well as globally.

Also they mainly rely on radio for communication services: e.g. arrival of mobile clinics in their areas, death and funeral arrangements, meeting announcements, etc.

5. Are there any programmes or projects for the development of rural radio stations and broadcasting at national or regional level in your country (public, private or bi- and multilateral initiatives)?

Right now a consultancy report (by the Cardiff-based Thomson Foundation) is on the table and it would hopefully form the basis for the NBC's *Radio regionalisation project*. The aim is to decentralise radio programme production by involving rural communities directly in the production of programmes.

Also a transmitter network masterplan has been put in place to ensure the universal accessibility of our radio transmissions/broadcasts right across the country.

6. How do you think agricultural and rural radiophonic information useful to ACP countries will change over the next 10 years, at the level of the audience (rural, urban, neo-rural), those professionally involved (public, private, run by associations), the fields of action (national, regional, local), autonomy (administrative and economic), etc.?

I can only see an increasing involvement of Government (Agriculture Ministries), rural development agencies and NGO's (urban and rural) and professional producers and broadcasters getting more directly involved in the production and dissemination of agro-related information via rural radiophonic mechanisms.

7. What activities should be developed as a priority in order to improve rural radiophonic information and communication in ACP countries?

Limited human resources present a problem in that we do not have adequate skilled personnel both in the production/collection of agro-data as well as in the compilation production and presentation of such information via radiophonic means.

At times the lack of—or the undeveloped—infrastructure mitigates against the dissemination of agro-information radiophonically. Hence, both need to be developed simultaneously.

8. What is your opinion, in terms of their usefulness and extent of use, of the activities the CTA has undertaken since 1990 aimed at rural radio journalists and producers (regional training workshops, written and audio STI dossiers in French and English, documentation)?

Both (SIC) can be a useful tool in advancing this project, but I strongly feel that they should be supplemented by the secondment of experienced personnel in the field for stations aspiring to improve their capability to deliver quality, relevant, informative and useful services to rural communities.

NIGERIA

National Agricultural Extension and Research Liaison Services (NAERLS),
Ahmadu Bello University

Tunji Arokoyo Tunji, Associate Professor of Extension and Deputy Director

1. In what field of radiophonic activity are you engaged?

Management and training.

2. Please describe your organisation or the national organism responsible for radiophonic broadcasting aimed at the rural audience.

NAERLS/ABU is one of the research institutes within the Nigerian agricultural research system that is specifically responsible for bringing research results in agriculture to farmers and other

end-users through training, specialised extension publications and farm broadcasts (radio and television).

3. Are any others engaged in radiophonic activities in rural areas? What is the nature of their activity?

The World Bank—assisted agricultural development projects are also involved in rural radio programmes and broadcasts of the national and State radio stations.

4. What impact do the broadcasts and rural presentations undertaken by all the above have? (Do you know of any evaluations, audience studies or surveys, etc.?)

Very significant impact, especially with awareness creation on new technologies, as shown by two studies conducted by staff of this Institute.

5. Are there any programmes or projects for the development of rural radio stations and broadcasting at national or regional level in your country (public, private or bi- and multilateral initiatives) ?

There was a UNDP/FAO assistance project—NIR/87/014 Strengthening of agricultural extension in Nigeria—that had a radio (development support communication) component in it. Project is over now. I don't know of any currently in Nigeria.

6. How do you think agricultural and rural radiophonic information useful to ACP countries will change over the next ten years, at the level of the audience (rural, urban, neo-rural), those professionally involved (public, private, run by associations), the fields of action (national, regional, local), autonomy (administrative and economic), etc.?

Future looks rather gloomy because of funding (for production and broadcasting equipment), and the commercialisation of radio stations (national and States) is the biggest problem for NAERLS—cost of air-time and post-field production equipment.

7. What activities should be developed as a priority in order to improve rural radiophonic information and communication in ACP countries?

Manpower development and provision of basic production and broadcasting equipment.

8. What is your opinion, in terms of their usefulness and extent of use, of the activities the CTA has undertaken since 1990 aimed at rural radio journalists and producers (regional training workshops, written and audio STI dossiers in French and English, documentation)?

Extremely useful. A most frequently used source for credibility and reliability.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Direction de la Radio rurale de Bangui

Antoine Caille-Lahoutou, chargé de production, gestionnaire

1. Dans quel domaine de l'action radiophonique exercez-vous ?

Journalisme, animation, production et gestion de la Radio rurale.

2. Présentez-nous votre organisme ou l'organisme national chargé des émissions radiophoniques à destination du public rural.

La direction de la Radio rurale dispose de trois services et une administration pour la gestion financière dont je suis le responsable.

- ♦ La direction de la Radio rurale oriente la politique du gouvernement en matière de développement rural.
- ♦ Le service de production anime et produit des émissions à destination du monde rural. Pour ce faire, il utilise deux véhicules pour les grandes productions dans l'arrière-pays.
- ♦ Le service de coordination des correspondants régionaux coordonne l'ensemble des activités des correspondants affectés sur presque toute l'étendue du territoire national. Ils animent la vie sociale, politique, économique et culturelle de leur zone de juridiction.
- ♦ Le service technique exploite et assure le maintien de tout le matériel technique mis à la disposition de la Radio rurale. Grâce aux deux véhicules tout terrain, il enregistre les grandes émissions publiques et les nouvelles régionales puis les retransmet en direct. Une seule émission de 25 minutes est diffusée en français, la totalité de nos émissions étant en langue nationale, le *sango*, écouté et parlé par tous les Centrafricains.
- ♦ L'administration financière, quant à elle, s'occupe de tous les investissements financiers de la Radio rurale. Elle gère le budget d'investissement alloué par l'État centrafricain, 40 millions pour l'année 1995, et établit le programme d'affectations chaque année. Ce budget représente la contrepartie centrafricaine auprès des partenaires allemands et autres.
 - Elle collabore étroitement avec tous les partenaires qui interviennent en milieu rural.
 - Elle centralise tous les revenus provenant des communiqués et magazines et en assure toutes les répartitions.
 - Elle effectue des opérations sur les deux comptes de la Radio rurale : compte courant et compte bloqué.
 - Elle paie les *per diem* aux journalistes, producteurs, techniciens de la Radio rurale.
 - Elle assure la rétribution de toutes les productions concourant à l'enrichissement du programme de la Radio rurale.
 - Elle détermine les modalités et fixe les prix des émissions et des temps d'antenne sollicités par les organismes et secteurs évoluant en zone rurale. Ces organismes, pour la plupart, ont une enveloppe budgétaire pour la mobilisation médiatique. Cette action découle des réunions de sensibilisation tenues avec les partenaires tels que le PSV, SSP, TDCI, PEV, CFAE, SOCOCA, ACDA, PARN, ACABET, Environnement, Eaux et Forêts, etc.
 - Elle représente toute l'administration de la Radio rurale au conseil d'arbitrage pour exprimer les besoins réels de la Radio rurale.

3. Existe-t-il d'autres acteurs radiophoniques en milieu rural ? Si oui, quelles sont leurs actions (volume horaire, langues nationales usitées, moyens techniques) ?

Il existe une radio religieuse catholique dénommée Radio Notre-Dame qui émet deux heures le matin et deux heures et demie le soir, soit quatre heures et demie. Depuis janvier 1995, elle diffuse des émissions d'éducation, culturelles, religieuses et fait aussi de l'information en français et en *sango*. Son personnel est composé en majorité d'anciens collaborateurs retraités.

4. Quel est l'impact des émissions et animations rurales entreprises par tous ces acteurs ? (connaissiez-vous des évaluations, enquêtes d'audience ou d'auditoire, etc. ?)

À part l'étude de l'auditoire de la Radio rurale faite en 1986 et 1989 dans certaines de nos préfectures, aucune autre n'a été entreprise. L'impact sporadique est mesuré sur le fait que beaucoup de gens nous écrivent pour demander l'adresse de tel ou tel guérisseur, pour réagir ou pour noter la pertinence des messages diffusés sur nos antennes. Aussi, beaucoup de paysans se sont constitués en différents groupements d'intérêt ruraux et bon nombre ont effectué des visites à l'étranger.

5. Existe-t-il des projets ou programmes de développement des radios et émissions rurales, au niveau de votre pays ou de la région (initiatives publiques, privées ou coopérations bi- et multilatérales, etc.) ?

Je joins à ma réponse une copie de projet de la grille des programmes de la Radio rurale (tableau 1). Vingt-cinq journalistes recrutés au niveau de la licence et maîtrise générale sont en cours de formation. La Radio rurale par ma voix lance un appel pressant au CTA pour d'éventuels contacts, voies et moyens à rechercher afin de couvrir certains volets de formation que nous maîtrisons mal. S'il lui est aussi possible d'intervenir pour appuyer le programme *Radio rurale*.

6. Comment envisagez-vous, pour les dix prochaines années, l'évolution de l'information radiophonique agricole et rurale utile aux pays ACP, tant au niveau du public (rural, urbain, néo-rural), **des acteurs** (publics, privés, associatifs) **que des champs d'action** (national, régional, local), **ou de l'autonomie** (administrative, économique, etc.) ?

Sur place, à Bangui, il existe plusieurs services d'information y compris celui de la Radio rurale. Il est nécessaire que les modalités de collaboration soient bien définies entre nous pour que nous assurions régulièrement ce circuit radiophonique technique, agricole utile aux pays ACP.

Coopération et échange de programmes en français entre les pays de la sous-région dans un premier temps sont vivement recommandés.

7. Quelles actions devront être prioritairement développées pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP ?

De nos jours, il faut savoir que l'homme de médias a besoin de s'informer et de se former au travers des conférences, ateliers, colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux. Des invitations pour enrichir les expériences des uns et des autres ou s'enquérir des idées novatrices sont donc souhaitées. La formation amène quelquefois à remettre certaines structures en question dans le but d'un bon pilotage organisationnel.

8. Quel est votre avis, en termes d'utilité et d'usage, sur l'action du CTA, entreprise depuis 1990, en faveur des journalistes et producteurs de radio rurale (ateliers de formation régionaux, dossiers IST écrit et audio en français en anglais, documentation) ?

Pour parler de l'action du CTA, je citerai la session de Kinshasa en 1990 qui a fait l'objet d'un échange fructueux en ce qui me concerne personnellement. La forme de réalisation des magazines à plusieurs fils conducteurs initiée pendant cette session a connu un développement positif dans notre programme et obtient jusqu'ici un succès appréciable auprès de nos auditeurs, tant urbains que ruraux.

Tableau I. Proposition d'une nouvelle grille des programmes de la Radio rurale de Bangui

Horaires/Jour	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Durée 30'	5 30 5 45 6 00 6 15 6 30	Hymne national et annonce du programme de la matinée, suivi du journal en <i>sango</i> Avis, communiqués et publicités en <i>sango</i> Journal en français					
Durée 105'	Avis, communiqués et publicités en <i>sango</i> (suite)						
	Magazine rural : animation libre avec des émissions pré-enregistrées						
	Agriculture Santé Femmes	Élevage Agriculture	Eaux et forêts Santé Femmes	Agriculture Élevage	Élevage Eaux et forêts	Petits métiers Femmes Civisme	
Durée 120'	8 00 12 00 12 30 13 00 13 30 13 45 14 00 16 00	Fin d'antenne Radio rurale Animation libre : rites et coutumes Avis, communiqués et publicités en <i>sango</i> Journal en <i>sango</i>					
	Civisme	Alphabétisation	Civisme	Prévention routière	Alphabétisation	Journée du paysan y compris les émissions publiques, le courrier trié, etc.	
Durée 210'	16 15 16 30 16 45 17 00 17 15 17 30 17 45 18 00 18 15 18 30 18 45 19 00 19 15 19 30 19 45	Suite magazine rural Fin d'antenne Radio rurale Dépense en musique Animation libre avec des éléments pré-enregistrés					
	Prévention routière	Élevage	Santé	Agriculture	Santé	Civisme	
	Eaux et forêts	ADECAF	FNEC/ANDE	ACDA (?)	Action Sociale		
	Avis, communiqués & publicités en <i>sango</i> Journal en français y compris les nouvelles des provinces						
	Pièces radiophoniques					Pièces radiophoniques	
	Journal en français						
	465'	465'	465'	465'	465'	585'	345'
	Σ = 54 h 15'						

Annexe 8

Enquête 2

Sélection de fiches d'enquête

BURKINA FASO

Direction de la Radio rurale, Burkina Faso
Bassirou Diallo, chef du service des Rédactions

1. Quelles étaient vos fonctions au moment de votre participation à l'atelier régional de perfectionnement Radio rurale et IST organisé par le CTA ?

Au moment de ma participation à l'atelier régional de perfectionnement *Radio rurale et IST* organisé par le CTA à Niamey (Niger), en novembre 1990, j'étais producteur et responsable de la cellule « langues nationales » à la radio rurale.

2. Quelles sont vos fonctions actuelles ?

Actuellement, je suis responsable du service des Rédactions et formateur en gestion des radios. Au sein de mon service, je suis chargé de la rédaction des informations diffusées par la radio rurale en langues nationales au profit des acteurs du monde rural et de la production des magazines d'information dont l'objectif est d'approfondir la compréhension d'un sujet d'intérêt particulier pour notre auditoire.

3. En dehors de votre participation à un atelier de formation régional, avez-vous bénéficié d'autres actions du CTA ?

En dehors de cette participation, j'ai bénéficié d'autres actions du CTA.

◆ *Recevez-vous les dossiers d'information sur des thèmes d'IST agricole et rurale ? Ces dossiers comportent une documentation écrite et une cassette son avec des interviews de spécialistes et usagers. Ils sont réalisés par les agences Pêriscoop, en français, et WREN (Media Project), en anglais. Une quinzaine de titres ont été publiés (pisciculture, manioc, crédit rural, élevage de lapins, apiculture, etc.).*

Je reçois régulièrement les dossiers sur les thèmes d'IST agricole et rurale comportant une documentation écrite et une cassette son avec des interviews et réalisées par l'agence Pêriscoop. Ces dossiers à thèmes sont exploités dans notre magazine d'information *De la campagne à la ville*.

♦ *Recevez-vous Spore, la revue bimestrielle du CTA ?*

Je reçois le bulletin *Spore* du CTA qui est un complément à notre documentation.

♦ *Avez-vous consulté le service questions-réponses du CTA (SQR) ?*

Quant au service questions-réponses du CTA, nous l'avons exploité (mon collègue Soumaïla Bassole et moi), des réponses ont été envoyées à l'agence.

♦ *Avez-vous participé à d'autres ateliers ou séminaires organisés par le CTA ?*

En plus de l'atelier de Niamey, j'ai participé à l'atelier sur l'information agrométéorologique organisé à Bamako en mai 1992.

4. Est-ce que ces différents appuis vous ont aidé dans l'exercice de votre profession ? De quelle manière ?

♦ *Avez-vous modifié la production de vos émissions après votre participation à un des ateliers de perfectionnement régionaux ? Quels titres des dossiers d'information avez-vous utilisés ? De quelle façon ? Comment exploitez-vous les informations de Spore ?*

En effet, les différents appuis m'ont beaucoup aidé dans l'exercice de ma profession. Cela m'a permis d'avoir une approche plus réaliste dans le traitement des thèmes comme l'agroforesterie et l'agrométéorologie. Ces appuis ont aussi permis de pallier le manque de documentation adaptée (qui est un obstacle dans l'exercice de notre fonction dans nos pays respectifs) pour répondre aux besoins en information de nos populations. Ainsi, des dossiers à thèmes comme la pisciculture, le crédit rural, l'élevage de lapins, l'apiculture réalisés par l'agence Pêriscoop ont permis d'enrichir nos magazines d'information par leur exploitation.

5. Depuis votre participation à un des ateliers radio rurale et IST du CTA, avez-vous bénéficié d'autres sessions de formation ou séminaires relatifs à l'information radiophonique rurale ? Lesquels ? Avec quels organismes ?

À part ces deux ateliers, je n'ai participé à aucun atelier ou séminaire relatif à l'information radiophonique rurale.

6. Quelles actions devront être prioritairement développées pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP ?

Pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP, il faut :

- un appui aux infrastructures, en les dotant de moyens techniques fiables. Parmi ces moyens, on peut citer les moyens de production radiophonique et la documentation spécialisée ;
- la formation des producteurs radio aux techniques de collecte et de traitement de l'information scientifique, aux techniques de communication, afin de leur permettre de simplifier leur vocabulaire technique pour rendre l'information scientifique plus digeste ;
- le développement de l'échange d'expériences entre les producteurs de radio rurale des pays ACP, en organisant des ateliers ou des voyages d'étude ;
- la création d'un réseau d'échange des magazines d'information agricole et rurale au niveau de ces pays avec le concours du CTA et du CIERRO.

7. Existe-t-il d'autres acteurs radiophoniques en milieu rural, radios privées associatives, communautaires, commerciales, et quelles sont leurs actions (volume horaire, langues nationales usitées, moyens techniques, etc.) ?

Au Burkina Faso, il existe une multitude de radios.

- ♦ Radios privées associatives (avec un volume horaire d'au moins 42 heures par semaine, elles utilisent le *mooré* et le français) :
 - Radio « Vive le paysan » dans le Passoré qui appartient à l'ONG « Vive le paysan » ;
 - Radio « Voix des paysans » à Ouahigouya dans le Yatenga.
- ♦ Radios privées de confession religieuse (volume horaire de 117 heures par semaine, langues majoritaires de la localité et français) :
 - « Radio Évangile et développement », Ouagadougou ;
 - « Radio Tamba », Fada Ngourma ;
 - « Radio Maria », Ouagadougou.
- ♦ Radios de type communautaire :
 - ce sont les six radios rurales locales qui se trouvent à Poura, Diapaga, Gassan, Orodara, Kongoussi et Djibasso ;
 - radios créées par l'État au profit des communautés de base.

Ces radios utilisent les langues parlées dans les différentes localités.

Leur mission principale est de promouvoir le développement rural en appuyant les actions des structures d'encadrement dans les localités, en libérant la parole paysanne pour favoriser l'échange des expériences de ces derniers, acteurs de notre développement, en participant au développement de la culture nationale, en informant, sensibilisant et mobilisant les communautés de base pour leur propre épanouissement. Ces radios sont dotées de moyens techniques modestes, avec un volume horaire d'au moins 42 heures par semaine, une portée de 75 km de rayon au maximum. Leur personnel est composé dans la grande majorité par des bénévoles. On y trouve des contractuels et des fonctionnaires qui apportent leur concours dans le cadre de l'animation. Ce sont des structures autonomes, gérées par les communautés de base par le biais des comités locaux de gestion démocratiquement élus.

♦ Stations régionales

Au nombre de deux, elles sont implantées à Bobo-Dioulasso et Gaoua. De par leur mission, les stations sont le prolongement de la radiodiffusion nationale, mais elles sont autonomes du point de vue de leurs programmes.

En leur sein, on trouve des sections de radio rurale qui collaborent étroitement avec la radio rurale de Ouagadougou. Elles utilisent les langues nationales parlées dans leur région d'activité et le français.

Chacune dispose de studios, de véhicules de reportage, d'unités de reportage pour les sorties sur le terrain.

Le volume horaire par station est de 110 heures par semaine à Bobo-Dioulasso, de 88 heures par semaine à Gaoua.

CONGO

Radio rurale congolaise

Joseph Ondzata, chef du bureau Rédaction

1. Quelles étaient vos fonctions au moment de votre participation à l'atelier régional de perfectionnement Radio rurale et IST organisé par le CTA ?

Au moment de ma participation à l'atelier régional de perfectionnement *Radio rurale et IST* tenu à Kinshasa en 1990, j'étais chef du bureau Rédaction.

2. Quelles sont vos fonctions actuelles ?

Je demeure chef du bureau Rédaction.

3. En dehors de votre participation à un atelier de formation régional, avez-vous bénéficié d'autres actions du CTA ?

♦ Recevez-vous les dossiers d'information sur des thèmes d'IST agricole et rurale ? Ces dossiers comportent une documentation écrite et une cassette son avec des interviews de spécialistes et usagers. Ils sont réalisés par les agences *Périscoop*, en français, et *WREN* (Media Project), en anglais. Une quinzaine de titres ont été publiés (pisciculture, manioc, crédit rural, élevage de lapins, apiculture, etc.).

Je reçois quelquefois une documentation écrite.

♦ Recevez-vous *Spore*, la revue bimestrielle du CTA ?

Oui, je la reçois assez régulièrement.

♦ Avez-vous participé à d'autres ateliers ou séminaires organisés par le CTA ?

Jc n'ai pu participer qu'à un seul atelier organisé par le CTA, à Kinshasa, en 1990.

4. Est-ce que ces différents appuis vous ont aidé dans l'exercice de votre profession ? De quelle manière ?

Ces différents appuis m'aident beaucoup dans l'exercice de ma profession. Par la lecture de la revue *Spore* et des ouvrages de vulgarisation du CTA, je m'informe sur les nouvelles découvertes de la science et de la technologie en matière agricole ; j'enrichis mes connaissances scientifiques et techniques ; j'élève mon niveau culturel, et je m'efforce de maintenir mes connaissances acquises pendant les années de scolarité. J'aide également les agriculteurs et autres travailleurs ruraux de mon pays par des conseils sur les nouvelles techniques de culture, d'élevage, de pêche et autres qui leur sont utiles.

♦ Comment exploitez-vous les informations de *Spore* ?

La revue *Spore* me permet de préparer de nombreux articles que nous insérons dans nos brochures locales de vulgarisation agricole et dans notre revue — *Écho rural* — très sollicitée par les paysans et les techniciens agricoles du ministère. La revue *Spore* et les autres ouvrages nous permettent aussi de préparer les thèmes des émissions agricoles en direction des populations rurales de notre pays. Quelques titres ont été utilisés, par exemple *L'élevage des poulets en zone tropicale*, *L'apiculture*, *L'aménagement des sols*, *Les bienfaits et les méfaits des pesticides sur l'environnement*, cela sous forme d'émissions et d'articles de revues.

5. Depuis votre participation à un des ateliers radio rurale et IST du CTA, avez-vous bénéficié d'autres sessions de formation ou séminaires relatifs à l'information radiophonique rurale ? Lesquels ? Avec quels organismes ?

Je n'ai pu bénéficier d'autres sessions de formation ou séminaires relatifs à l'information radiophonique rurale depuis l'atelier régional de Kinshasa en 1990.

6. Quelles actions devront être prioritairement développées pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale en pays ACP ?

La formation initiale et continue, l'appui aux infrastructures sont les actions à développer en priorité pour améliorer l'information et la communication radiophonique rurale.

7. Existe-t-il d'autres acteurs radiophoniques en milieu rural, radios privées associatives, communautaires, commerciales, et quelles sont leurs actions (volume horaire, langues nationales usitées, moyens techniques, etc.) ?

En dehors de la radio nationale et de la radio rurale, il n'y a pas d'autres radios travaillant avec le milieu rural congolais.

SWAZILAND

Ministry of Agriculture and Co-operatives, Co-operative Development Centre
Peggy Dlamini, Co-operative Information Officer

1. What were your job responsibilities at the time of your participation in the rural radio and STI regional training workshop organised by the CTA ?

- gathering of radio information;
- editing of radio information;
- script-writing;
- programme presentation and production;
- gathering, editing, typesetting, pasting and production of quarterly newsletter;
- coordinating regional duties;
- conducting field seminars and meetings;
- liaison with the media;
- coverage of all the department's activities;
- writing news releases;
- photography production.

2. What are your present job responsibilities?

- gathering of radio information;
- editing of radio information;
- script-writing;
- programme presentation and production;
- coverage of all the department's activities;
- writing news releases;
- liaison with the media;
- gathering, editing, typesetting and layout of quarterly newsletter;
- photography production.

3. Apart from your participation in a regional training workshop, have you benefited from any other CTA activities?

No, I have not participated in any other CTA activities besides gathering information for WREN on some of their radio programme titles.

♦ *Do you receive any information dossiers on agricultural and rural STI subjects? These dossiers include written documentation and a sound cassette with interviews of experts and users. They are prepared by the Périscopop agency in French and by the WREN (Media Projects) agency in English. Some 15 titles have been published (fish-farming, cassava, rural credit, rabbit-breeding, bee-keeping, etc.).*

I do receive some information in English from WREN.

♦ *Do you receive Spore, the CTA's 2-monthly review?*

I also do receive the *Spore* bulletin.

♦ *Have you taken part in other workshops or seminars organised by the CTA?*

I have not had the chance to participate in other workshops/seminars organised by the CTA.

4. Have these various kinds of support helped you in the exercise of your profession? In what ways?

The support from the CTA and WREN has influenced my profession a great deal. It keeps my professional spirit high and willing to make changes in the way I carry out my duties. I always have new ideas to put forward to the listeners in comparison with other African States.

♦ *Have you modified the production of your broadcasts after participating in one of the regional training workshops?*

I must say my production has been modified, especially the interviewing techniques and the integration of rural STI subjects.

♦ *What information dossier titles have you used? In what way?*

I have used some information from the following : *Soil fertility, Soil conservation, Livestock health, Production of fruit and vegetables, Livestock feeding, Bee-keeping, Small-scale vegetable production.*

I have translated the information and used it in between talks, or used it in comparison with the present state in our societies.

♦ *How do you use the information found in Spore?*

The information from *Spore*, where applicable, is read in the programmes for provoking discussion.

5. Since your participation in one of the CTA's STI rural radio workshops, have you benefited from any other training sessions or seminars relating to rural radiophonic information ? With which organisations?

None at the moment.

6. What activities should be developed as a priority in order to improve rural radiophonic information and communication in ACP countries?

- The development of training activities and institutions that will solely cater for radiophonic personnel within reach, i.e. not too far.
- To also include the production of field support guides, photography, desktop publishing. In fact, everything covered in print and electronic media production for agricultural development.
- Study tours of agricultural information services.
- Getting together rural producers to share experiences. I strongly believe this can enhance rural production programmes and create more interest in the target audiences.

7. Are there others involved in radiophonic activities in rural areas : private radio stations run by associations, community groups or businesses, and what is the nature of their activity (broadcasting time, usual national languages, technical means)?

None so far.

TRINIDAD AND TOBAGO

Ministry of Agriculture
Sheikh Zaïd Hosein, Agricultural Officer

1. What were your job responsibilities at the time of your participation in the rural radio and STI regional training workshop organised by the CTA?

At the time of participating in the Radio Workshop, I was the Head of the Publications Unit in the Ministry of Agriculture where I was coordinating activities involved in the production of bulletins, advertisements, factsheets and other forms of « hard copy » communications for the Ministry of Agriculture.

I was also working as a freelance rural radio broadcaster for one of the local radio stations. My freelance broadcasts, however, were being done with the written permission of my employer.

2. What are your present job responsibilities?

I am currently still broadcasting as a freelancer (four 15-minute programmes per week) as well as teaching farmers at the Farmers' Training Centre, Centeno.

3. Apart from your participation in a regional training workshop, have you benefited from any other CTA activities?

Yes, I took part in a CTA-sponsored meeting of Rural Radio Broadcasters from the Caribbean in Montserrat in December, 1994.

♦ *Do you receive any information dossiers on agricultural and rural STI subjects? These dossiers include written documentation and a sound cassette with interviews of experts and users. They are prepared by the Périscop agency in French and by the WREN (Media Projects) agency in English. Some 15 titles have been published (fish-farming, cassava, rural credit, rabbit-breeding, beekeeping, etc.).*

Yes, I do receive dossiers on agricultural and rural STI subjects.

♦ *Do you receive Spore, the CTA's 2-monthly review?*

Yes, I receive *Spore* regularly.

♦ *Have you consulted the CTA's question-and-answer service?*

No, I have not consulted this service.

♦ *Have you taken part in other workshops or seminars organised by the CTA?*

Yes, I have taken part in other workshops and seminars sponsored by the CTA. There was the Livestock Policies for the Caribbean Workshop held in April, 1995. Also the Post-Harvest Management of Tropical Fresh Fruits and Ornamentals in the Caribbean in 1991.

I am also aware of many of the other workshops conducted by the CTA in collaboration with CARDI, as I perform the role of freelance Public Relations Officer for CARDI by preparing media releases, and coordinating media coverage of activities held in Trinidad.

4. Have these various kinds of support helped you in the exercise of your profession? In what ways?

Information is power. The information received at these workshops has helped to keep me abreast of the technology in the areas under discussion. This is translated to the local farming community by way of my rural radio broadcasts and classroom lectures. Whenever possible, the information is also shared in informal ways.

♦ *Have you modified the production of your broadcasts after participating in one of the regional training workshops?*

Yes, I did modify the way I conduct interviews for packaging my agriculture programmes after participating in the workshop of 1993.

♦ *What information dossier titles have you used? In what way?*

I have used the information packages relating to *Hillside farming* and a few others, but as I cater more specifically to the information needs of the local farming community, I only use the dossiers where relevant. When I do use them, I broadcast directly from the programme tape with appropriate lead-ins and back announcements.

♦ *How do you use the information found in Spore?*

The information in *Spore* keeps me updated on the topics under review.

5. Since your participation in one of the CTA's STI rural radio workshops, have you benefited from any other training sessions or seminars relating to rural radiophonic information ? With which organisations?

No.

6. What activities should be developed as a priority in order to improve rural radiophonic information and communication in ACP countries?

The Caribbean region has an extremely well developed broadcasting industry. What is needed is the divorce of Information Units in the Ministries of Agriculture from the stranglehold of the Governments so that they can better serve the information needs of the rural and farm populations.

The region's rural radio broadcasters can certainly benefit from study tours where they are required to regularly file radio reports for broadcast back in their home countries.

In many instances, the quality of our broadcasts can be improved by the use of better equipment such as the Sony Walkman Professional.

7. Are there others involved in radiophonic activities in rural areas : private radio stations run by associations, community groups or businesses, and what is the nature of their activity (broadcasting time, usual national languages, technical means)?

No.

Annexe 9

Programme de l'atelier

Mardi 26 septembre

- | | |
|---------|--|
| 8 h 30 | Accueil des participants |
| 9 h 00 | Ouverture officielle |
| | Discours |
| 10 h 00 | <i>Pause</i> |
| 10 h 30 | <p>◆ Bilan de cinq années d'appui du CTA en faveur des radios rurales des pays ACP</p> <ul style="list-style-type: none"> – Quelles actions ont été développées ? – Quels en sont les impacts ? – Quelle est pour le CTA la place de la radio parmi les outils d'information et de communication à destination du monde rural ACP ? <p>◆ Témoignages de participants aux ateliers régionaux ACP du CTA sur leurs pratiques professionnelles et leurs attentes.</p> <p>Débat</p> |
| 12 h 30 | <i>Déjeuner</i> |
| 14 h 00 | <p>Communications de l'ACCT, de la FAO et de l'Union européenne sur leurs programmes, actions et politiques de communication dans les domaines de l'information radiophonique agricole et rurale :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Jean-Pierre Lamonde, chargé du programme radio rurale locale de l'ACCT – Jean-Pierre Ilboudo, chargé de mission, département de la Communication pour le développement à la FAO – Marc Leysen, chargé des questions audiovisuelles, DG VIII de la Commission de l'Union européenne <p>Débat</p> |
| 15 h 30 | <i>Pause</i> |
| 16 h 00 | Suite du débat et expériences d'autres partenaires |
| 17 h 00 | <i>Fin de la journée</i> |

Mercredi 27 septembre

- 8 h 30 Synthèse des travaux de la veille et introduction de la journée
- 9 h 00 Communications préparatoires aux trois groupes de travail :
- ♦ *La radio rurale : rôle et usage depuis trois décennies* par Jean-Pierre Ilboudo
- Rôle et évolution de la radio rurale et de l'information radiophonique à destination des populations rurales des pays ACP (public, programmes, types de radio, langues, animation...).
- Débat
- 10 h 15 *Pause*
- 10 h 30 ♦ *Problématique et prospective de l'information radiophonique rurale pour les dix années à venir* par Athanase Karayenga
- Quelles seront les évolutions :
- socio-économiques des publics concernés par les problématiques rurales (ruraux, néo-ruraux, urbains...) ;
 - des politiques d'information nationales et internationales sur le sujet ;
 - de la contribution des différents acteurs, publics et privés, dans le développement de l'information radiophonique agricole et rurale (radios commerciales, communautaires, confessionnelles...) ;
 - des techniques radiophoniques de production, diffusion et réception.
- Débat
- 12 h 00 Introduction aux trois groupes de travail
- 12 h 30 *Déjeuner*
- 14 h 00 Début des travaux en trois groupes
- 15 h 30 *Pause*
- 16 h 00 Poursuite des travaux en trois groupes
- 17 h 30 *Fin de la journée*

Jeudi 28 septembre

- 8 h 30 Poursuite des travaux en trois groupes
- 10 h 15 *Pause*
- 10 h 30 Visite de deux radios privées
- 13 h 00 *Déjeuner*
- 14 h 30 Poursuite des travaux en trois groupes

- 16 h 00 *Pause*
 16 h 30 **Restitution des trois groupes de travail**
 18 h 00 *Fin de la journée*

Vendredi 29 septembre

- 8 h 30 **Synthèse des travaux de la veille et introduction de la journée**
 9 h 00 **En séance plénière : synthèse générale**
Définition des axes d'une stratégie d'appui aux acteurs ACP de l'information radiophonique rurale
- Quel programme d'appui définit-on et comment l'intègre-t-on dans le cadre des programmes régionaux ACP pilotés par les pays eux-mêmes ?
 - Quels seront les partenaires du CTA dans ce domaine ?
 - Quels domaines privilégie-t-on (formation de formateurs, programmes, mise en réseau et information professionnelle, formations spécialisées, documentations spécifiques, etc.) ?
 - Quelle appropriation ou quel transfert peut-on imaginer ? Au bénéfice de quelle institution régionale ?
 - Comment intéresser les décideurs à un meilleur usage de la radio ?
 - Comment leur faire percevoir les nouveaux enjeux de l'information rurale ?
- 10 h 30 *Pause*
 11 h 00 **Poursuite de la synthèse générale**
 13 h 00 *Déjeuner*
 16 h 00 **Clôture officielle et cocktail**

Annexe 10

Liste des sigles et abréviations

ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
CARDI	Caribbean agricultural research and development institute
CARICOM	Caribbean community
CIERRO	Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou
CRTV	Cameroon radio television
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
FAO	Food and agricultural organisation
FED	Fonds européen de développement
FNUAP	Fonds des Nations unies sur les activités de la population
GBC	Ghana broadcasting corporation
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
IRETA	Institute for Research Extension and Training in Agriculture
IST	information scientifique et technique
MCA	Mauritius college of the air
NBC	Namibian broadcasting corporation
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNCD	Politique nationale de communication pour le développement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
SIA	service d'information agricole
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations unies pour la science, la culture et l'éducation
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
URTEL	Union des radios et télévisions libres du Mali
URTNA	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique
WREN	World radio for environment and national resources